

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 MAI 1921.

Projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1921, ainsi que des dispositions diverses ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET ⁽²⁾, PAR M. **HOUTART**.

MESSIEURS,

Le premier devoir de la Section Centrale chargée d'examiner le budget de 1921 est de signaler à la Chambre l'extrême gravité de notre situation financière. Les dépenses vont toujours croissant; les recettes demeurent insuffisantes, sans que la situation économique du pays permette de les relever comme il conviendrait; l'indemnité que le Traité de Versailles a stipulée en notre faveur ne se liquide pas. Sous l'influence d'événements extraordinaires, par suite aussi des nombreux services assumés par l'État, le problème du budget est devenu d'une extrême complexité. Les dépenses ordinaires, correspondant aux fonctions normales, n'en forment que le moindre élément. Des sommes énormes sont engagées dans la régie des chemins de fer et dans le service du ravitaillement; d'autres sont requises pour le matériel de guerre, les grands travaux publics, la mise au point du réseau et du matériel des Chemins de fer; d'autres pour les réparations; et enfin — conséquence de déficits accumulés — la dette publique prend de telles proportions qu'elle devient une cause permanente de trouble pour l'économie générale du pays.

(1) Projet de loi, n° 101.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la **Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies** : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limbourg-Stürum et Wauwermans.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyt, Pepin, de Liedekerke et de Bue.

Les dépenses ordinaires.

Constatons d'abord la progression des dépenses, non seulement depuis 1914, mais depuis 1919, dans toutes les branches de l'administration publique auxquelles se rapportent les tableaux des dépenses ordinaires, abstraction faite du département des chemins de fer et du service de la dette publique.

	1914	1919	1920	1921	Coefficient de majoration par rapport à 1914.
Dotations	5,624,579	6,215,000	8,583,233	11,299,172	2
Justice	32,286,800	44,282,800	74,201,000	104,010,300	3.2
Affaires Étrangères	5,118,291	9,475,192	15,938,072	18,645,360	3.6
Intérieur	8,249,660	13,819,370	18,075,675	19,730,823 16,116,500 ⁽¹⁾	2.3
Sciences et Arts	46,793,948	83,833,015	155,438,285	264,960,735	5.6
Agriculture	12,883,424	15,083,315	21,716,680	24,449,708	1.9
Travaux publics	22,256,000	50,340,000	74,632,900	96,829,300	4.3
Industrie et Travail	26,897,600	41,143,700	80,148,500	150,589,300	5.6
Colonies	1,442,925	1,530,304	4,716,250	4,716,250	3.2
Défense Nationale	89,912,225	94,270,260 ⁽²⁾	608,420,495	558,666,265	6.2
Gendarmerie	11,267,230	»	48,811,700	55,604,000	4.9
Finances	26,544,050	30,846,300	62,539,075	133,707,025	5
Affaires Économiques	»	20,951,750	26,771,100	3,818,350	»
Non-Valeurs et Remboursements	2,821,000	23,616,000	26,201,000	26,402,000	9.3
	292,295,732	535,407,006	1,227,195,365	1,489,446,078	5.1

⁽¹⁾ Cette somme représente le total des crédits affectés aux œuvres de l'enfance, rattachées récemment au Département de l'Intérieur.

⁽²⁾ Chiffre forfaitaire adopté pour la partie des dépenses militaires correspondant aux frais de l'armée sur pied de paix.

Si donc l'on considère les dépenses de l'État pour l'ensemble de ses fonctions, il apparaît que, par rapport aux chiffres de 1914, elles sont plus que *quintuplées*; depuis deux ans, plus que *doublées*, abstraction faite du budget de la Défense Nationale qui se trouvait, en 1919, soumis aux conditions spéciales de l'état de guerre,

D'ailleurs le budget de 1920 n'était pas encore voté que déjà l'on prévoyait une majoration de 120 à 150 millions sur les crédits inscrits pour le service ordinaire ⁽¹⁾; et voici que la progression atteint 262 millions.

La Section centrale a cru devoir procéder à un examen minutieux, article par article, des tableaux de dépenses de tous les départements; ses rapporteurs vous rendront compte des observations soulevées et des éclaircissements recueillis au cours de ce travail. Toutefois, dans la recherche des possibilités d'économies, elle devait se heurter — comme l'a remarqué M. le Ministre des Finances en annonçant le dépôt du budget — aux conséquences financières de lois et d'arrêtés qui ont relevé les traitements des fonctionnaires ou attribué à l'État de nouvelles interventions.

Devant les chiffres toujours plus élevés qui s'inscrivent au budget, il convient de rappeler les principales mesures législatives ou autres auxquelles est imputable la progression des dépenses. Nous chiffrerons, autant que possible, pour chacune de ces mesures, les conséquences financières qui en résultent.

Loi du 7 août 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets	fr. 2,300,000
Lois des 12 mars 1919 et 31 juillet 1920 relatives à l'augmentation du traitement des membres de l'ordre judiciaire	20,000,000
Loi du 16 juin 1919 sur les frais de justice en matière répressive	4,500,000
Loi du 25 août 1919 relative aux chevrons de front	4,500,000
Loi du 5 septembre 1919 instituant l'Œuvre nationale de l'enfance	fr. 16,116,500
Loi du 13 juin 1920 sur les pensins	37,739,000
Lois des 17 juin 1919 et 20 août 1920, concernant les pensions de vicillesse	110,000,000
Loi du 10 août 1920 portant augmentation des traitements des ecclésiastiques	10,000,000
Loi du 14 août 1920 sur les traitements des instituteurs	182,000,000
Lois des 23 novembre 1919 et 25 août 1920 sur les pensions militaires	?
Décision de la Chambre des Représentants augmentant l'indemnité parlementaire	1,288,000

(1) Séance du 18 juin 1920. *Ann. parl.* p. 1611.

Augmentation du barème des traitements des agents civils de l'État	?
Augmentation des traitements des officiers et des sous-officiers de l'armée et de la gendarmerie et de la solde des soldats et gendarmes	?
Octroi de l'indemnité de vie chère.	193,664,289 ⁽¹⁾
Octroi de l'indemnité de résidence et de l'indemnité familiale	?
Augmentation, dans tous les départements, des indemnités pour frais de route et de séjour	?

Les dépenses qui résultent de ces diverses mesures ont, en général, un caractère de permanence qui exclut toute possibilité de compression. Seules les indemnités de vie chère pourront être réduites à mesure que fléchiront les nombres-indices ; le règlement qui les détermine est joint au présent rapport (Annexe I). Pour marquer le caractère temporaire des crédits relatifs à ces indemnités, nous vous proposons de les transférer au budget des dépenses extraordinaires.

Au point de vue de la stabilité des chiffres, le Budget de la Défense Nationale doit être considéré à part. Des circonstances passagères l'influencent de telle sorte qu'on peut prévoir l'éventualité de crédits beaucoup moins élevés : ce sont, d'une part, l'appel simultané de deux classes de milice, qui cessera en 1924 et, d'autre part, l'effet de la situation économique sur l'alimentation et l'habillement des troupes, ainsi que sur les divers services qui coopèrent à l'entretien de l'armée.

De l'examen des chiffres du Budget ordinaire, on doit conclure que les taux actuels des traitements ne pourront désormais être dépassés, réserve faite pour quelques cas particuliers. Il n'est même pas démontré, tant s'en faut, que les facultés contributives de la Nation soient suffisantes pour supporter les charges qui en résultent. Au surplus, le relèvement du crédit public et du pouvoir d'achat de la monnaie seraient plus efficaces que le remaniement continu des barèmes. Si l'État peut donner à ses agents plus de papier monnaie, il n'est pas en son pouvoir d'empêcher que ce papier se déprécie à mesure qu'on le prodigue davantage. La Chambre doit aider le Gouvernement à mettre en pratique ces vérités élémentaires.

Des réductions vous seront proposées sur divers crédits relatifs au matériel administratif. On ne peut admettre que ces crédits soient généralement majorés, alors que se manifeste la baisse des prix.

Comme on l'a fait en d'autres Parlements, il convient de limiter les dépenses occasionnées par les automobiles mises à la disposition des Ministres et des Administrations centrales.

(1) Le Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes est compris dans ce chiffre pour 119,664,289.

Quant au mode de paiement des traitements, pourquoi s'en tenir à la routine, alors que le système des chèques postaux offre l'avantage d'économiser le temps et le numéraire, de supprimer les transports et manipulations de fonds?

La Section centrale proteste contre tout dépassement de crédit qui ne serait pas justifié par des circonstances exceptionnelles et d'impérieux motifs d'urgence. Il s'agit ici d'un principe essentiel, dont toute violation porte atteinte au régime parlementaire. Si l'octroi de crédits supplémentaires se généralisait, le vote du budget perdrait sa signification constitutionnelle, qui est d'assigner aux dépenses de l'État des limites précises et rigoureuses. Il doit être entendu que les propositions de crédits supplémentaires ne seront admises que pour les chiffres peu importants et conformément aux prescriptions de la loi sur la comptabilité. Si un crédit doit être dépassé, il importe que la demande d'allocation supplémentaire intervienne en temps utile pour que le Parlement ne se trouve pas devant le fait accompli. Spécialement, la Section centrale se réserve de critiquer, au cours de l'examen des différents budgets, les augmentations de cadres avec fixation de traitements, décrétées par arrêtés royaux.

Les régies.

Le Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, ainsi que l'Office du Ravitaillement, doivent faire l'objet d'une étude séparée. Aussi bien les notions qui régissent les services administratifs ne peuvent-elles s'appliquer à des entreprises commerciales. La gestion par l'État ne modifie pas le caractère de celles-ci ni n'écarte les inconvénients qui résulteraient de l'oubli des règles qui leur sont propres.

La Conférence Financière Internationale réunie à Bruxelles en septembre-octobre 1920 a recommandé de « renoncer, dans le plus bref délai possible, à » toutes les mesures contraires aux lois économiques et d'un effet purement » artificiel qui masquent à la population la véritable situation économique » d'un pays.

» Parmi ces mesures, il faut comprendre :

- » a) La diminution artificielle du prix du pain et des autres produits d'alimentation, obtenue en fixant un prix de vente au public inférieur au prix d'achat.
- » b) Le maintien des tarifs des chemins de fer, des postes et autres services de l'État à un taux insuffisant pour couvrir les frais de ces services, y compris » les charges financières qui les grèvent. »

Tout en ménageant les transitions indispensables, c'est à la lumière de ces principes que l'on doit discuter les prévisions des recettes et des dépenses du Département des Chemins de fer et de l'Office du Ravitaillement. Pour cela, il importe de ne pas les confondre avec les recettes et les dépenses générales de l'État, mais de les en détacher et d'établir des budgets spéciaux pour ces importants objets. Plus d'une fois déjà, l'on a formulé ce vœu dans nos discussions financières. Afin de le réaliser, la Section centrale a dressé des tableaux séparés

des recettes et des dépenses des régies d'État tableaux qui seront annexés au Budget général.

Laissant aux rapporteurs spéciaux le soin de pénétrer dans les détails de ces grands problèmes, nous nous bornerons à quelques données générales.

Pour le Département des Chemins de fer, les prévisions de recettes et de dépenses s'établissent comme suit :

Chemins de fer.

Dépenses . . fr.	1,058,358,908	Recettes . . fr.	1,050,000,000
------------------	---------------	------------------	---------------

Postes, Télégraphes et Téléphones.

Dépenses . . fr.	196,535,837	Recettes . . fr.	148,225,000 (1)
------------------	-------------	------------------	-----------------

Marine.

Dépenses . . fr.	44,973,350	Recettes . . fr.	8,575,000
------------------	------------	------------------	-----------

Transports par eaux intérieures.

Dépenses . . fr.	33,665,873	Recettes . . fr.	34,360,000
------------------	------------	------------------	------------

ENSEMBLE . fr.	1,333,533,968	ENSEMBLE . fr.	1,241,460,000
----------------	---------------	----------------	---------------

L'ensemble de ces dépenses, augmenté de certaines charges communes aux diverses subdivisions du département, s'élèvent à 1 milliard 385 millions. D'autre part, les recettes inscrites au Budget des Voies et Moyens sous le nom de Péages, avec les sommes distraites au profit du fonds communal et divers revenus de la Marine, forment un total de 1 milliard 245 millions.

Si l'on ajoute au déficit que révèlent ces deux chiffres, soit 140 millions, les charges financières et les pensions qui grèvent les régies, et que l'on peut évaluer à 164 millions environ, le solde déficitaire s'élève à 300 millions.

Les charges de ce département ont augmenté en une seule année de 350 millions, notamment de 119 millions pour indemnités de vie chère. Heureusement les prévisions de recettes, basées sur les résultats de 1920 (964 millions) et sur les relèvements de tarifs, ont pu suivre de près cette progression inouïe de la dépense.

L'exercice qui débute semble réserver une réduction des frais d'exploitation, qui sera due au moindre prix du combustible; mais, d'autre part, la crise industrielle a notablement réduit le trafic et nécessitera des concessions sur certains tarifs.

Le déficit des chemins de fer est une des questions qui préoccupent depuis la guerre, les économistes et les assemblées politiques. Il a contribué, dans une proportion considérable, à l'accroissement des dettes de la plupart des États.

(1) Sur le montant de ces recettes, une somme de 37,931,150 francs est affectuée au fonds communal.

En ce qui concerne la Belgique, on peut en juger par les chiffres suivants que nous empruntons au relevé provisoire des recettes et des dépenses de l'État, dressé à la demande de notre Section centrale, pour les exercices 1919 et 1920.

Année 1919.

Chemins de fer, Postes, Télégraphes, etc.

Dépenses ordinaires réelles	fr. 624,378,346 04 ⁽¹⁾
Recettes (péages)	387,795,905 73 ⁽²⁾
Déficit.	fr. 236,582,440 28

Année 1920.

Dépenses ordinaires probables	fr. 4,251,738,905 67
Recettes (péages)	964,242,811 38 ⁽³⁾
Déficit.	fr. 287,496,794 29

Ajoutons les charges financières, que l'on peut évaluer *grosso modo*, à 300 millions pour les deux exercices, cela fera en tout quelque 800 millions, somme qui constitue le solde défavorable du compte de profits et pertes de ces entreprises pour deux ans.

On l'a dit et redit : le Budget de l'État, grevé par ailleurs de telles charges que l'on peut douter de la possibilité d'y réaliser l'équilibre des recettes et des dépenses, ne peut supporter un fardeau supplémentaire du chef d'un service qui, de l'avis de tous les hommes compétents, peut couvrir ses frais. Des projets ont été discutés, des programmes exposés, mais la situation ne change guère.

Il est urgent cependant que ce déficit disparaisse. Soit en substituant une formule nouvelle à la méthode actuelle de gestion, soit en pourchassant les défauts et les gaspillages, le Parlement doit remédier sans retard à ce qui constitue une cause permanente de ruine pour l'État.

Les frais du Ravitaillement sont inscrits au tableau des dépenses *extraordinaires*, sans doute parce qu'ils ont pour contre-partie un actif. En effet, les recettes fournies par la vente des vivres et autres articles dont l'État s'est fait pourvoyeur, apparaissent au Tableau des Voies et Moyens comme recettes extraordinaires. Pour se rendre compte des résultats financiers des opérations, il convient de rapprocher ces deux éléments.

(1) Dans ce chiffre sont comprises les dépenses dites « exceptionnelles, provoquées par la guerre » qui consistent, pour la quasi-totalité, en indemnités de vie chère.

(2) Pour être tout à fait exact, il faudrait ajouter à ce chiffre une somme de 13 millions environ correspondant à la part du produit des Postes, versée dans le Fonds communal.

(3) Même observation pour une somme de 25 millions environ.

Les dépenses se classent comme suit :

Achat de céréales.	fr. 1,590,350,000
Id. de beurre et de lait	80,000,000
Id. de viande congelée	251,500,000
Id. de vêtements et chaussures	29,800,000
	Fr. 1,951,650,000
Frais divers	27,144,000
TOTAL . . . fr.	1,978,794,000
Recettes prévues	1,663,524,000
Perte . . . fr.	313,274,000 ⁽¹⁾

Les prévisions, en pareille matière, n'offrent guère de sécurité. Constituant la plus vaste entreprise commerciale du pays, le service du ravitaillement est exposé aux risques que comportent d'énormes mises en stock dans une période de baisse. Sans doute, l'État commerçant peut s'attribuer un monopole qui le mette à l'abri de ces risques; mais, outre que l'intérêt du consommateur s'en trouve lésé, ce moyen ne pourrait prévaloir contre une baisse rapide et profonde.

La Section centrale, faisant écho à de nombreuses observations émises dans les diverses sections, estime que le budget du Ravitaillement devrait être accompagné d'un inventaire : faute de quoi, il est impossible de former un jugement sur les résultats financiers de ce service.

Si l'on recourt aux comptes provisoires de 1919 et de 1920 pour s'éclairer à ce sujet, les constatations sont les suivantes :

Exercice 1919.

Dépenses réelles.	fr. 659,270,873 62	
	{ fr. 46,889,464 87 portés au compte des recettes extraordinaires de l'État. fr. 207,000,000 » versés pour compte du Comité National (Cf. Annexe I, note).	
Recettes		
ENSEMBLE . . . fr.	254,889,464 87	
Déficit. fr.	404,381,408 75	

⁽¹⁾ Annexe II au Budget général. Le classement que nous avons adopté ci-dessus sépare des frais d'administration les sommes consacrées aux achats.

Exercice 1920.

Dépenses probables. fr.	1,635,855,000	» (1)
Recettes	926,776,312 01	versés au compte des recettes extraordinaires (2).
Déficit. fr.	<u>709,078,687 99</u>	

Mais le total de ces deux chiffres ne constitue qu'un déficit de trésorerie. Pour connaître la balance réelle du compte de profits et pertes de l'office du Ravitaillement au bout de ces deux exercices, il faut inscrire au crédit la valeur des approvisionnements et l'encaisse propre de ce service, qui s'élèvent à plusieurs centaines de millions et que seul un inventaire permettrait d'établir.

Ajoutons que, dans un calcul rigoureux, il faudrait faire entrer en ligne les charges d'emprunts et la perte éventuelle à résulter du change.

Le ravitaillement par l'État, nécessaire sans doute durant la période de guerre et les premiers temps qui l'ont suivie, est une institution *temporaire*, qu'il importe de supprimer aussitôt que possible. Au point de vue de l'économie générale, on doit craindre l'influence de ce facteur pour fausser la situation; au point de vue des finances, il en résulte des complications et des risques dont on ne saurait trop tôt se dégager; au point de vue budgétaire, c'est une surcharge qui aggrave le déficit.

Les échanges de vues qui ont eu lieu à ce sujet entre les membres de la Section centrale et M. le Ministre du Ravitaillement ont fait ressortir un accord de principe sur ce point. Les divergences ne portent que sur la méthode à suivre pour passer du régime actuel à la liberté du commerce et sur le délai nécessaire.

Le Département de l'Industrie inscrit comme dépenses extraordinaires divers crédits affectés aux œuvres de secours et formant un total de 35 millions : on ne voit pas bien le caractère *extraordinaire* de ces dépenses ni comment on pourrait justifier le recours à l'emprunt pour les couvrir. Ce sont plutôt des dépenses *exceptionnelles*, qui se répètent annuellement, sans qu'une décision définitive les ait consacrées.

La Dette publique.

La plus lourde charge du budget, c'est la Dette.

Nous la trouvons inscrite au budget ordinaire pour 927 millions de frais annuels, dont 803 millions pour le service de la dette proprement dite et 123 millions pour les pensions et charges diverses.

(1) Questionné sur la dépense réelle, le département s'en est tenu aux chiffres du budget.

(2) Dans cette somme est comprise celle de 69,000,000 de francs, versée au Trésor pour compte du Comité National et qui se rapporte à l'exercice 1919,

Mais ce n'est là qu'une partie des engagements financiers de l'État.

Sur le budget des dépenses extraordinaires est imputée une charge annuelle de 160 millions pour les intérêts des Bons monétaires et la bonification due à la Banque nationale. Au point de vue de la comptabilité, cette imputation se justifie par le fait que les Bons monétaires et la Dette de l'État envers la Banque nationale ont pour contre-partie un capital de plus de 6 milliards de marks allemands comptés au pair monétaire. Mais la charge n'en est pas moins *annuelle et permanente* et ne trouve pas de compensation dans le produit des marks.

D'autre part, au premier chapitre des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix s'alignent des crédits pour intérêts et pensions, qui s'élèvent à un ensemble de 446 millions. Sans doute, en vertu du traité de Versailles, ces dettes incombent en définitive à l'Allemagne, mais la Belgique y a mis son endos.

La Dette publique absorbe donc, pour les trois budgets réunis, un total d'allocations de :

Fr.	927,554,336 35
	160,555,000 »
	446,524,000 »
ENSEMBLE. . . fr.	1,534,633,336 35

En outre, une partie importante (400 millions environ) des crédits affectés au Ministère de la Défense Nationale pour pensions et secours, parmi les dépenses recouvrables en vertu du Traité de Paix, se reproduira chaque année pendant une longue période, et resterait au compte de la Belgique dans la mesure que les obligations de l'Allemagne ne seraient pas remplies.

Rien n'est prévu pour l'amortissement du capital des Bons interprovinciaux, des Bons monétaires, des titres créés pour la réparation des dommages de guerre et de la dette envers la Banque, c'est-à-dire d'un montant de plus de 15 milliards. Rien, ni intérêts ni amortissement, pour la dette extérieure résultant des avances que la Belgique reçut de ses Alliés depuis l'armistice jusqu'à la signature du Traité de Paix. Le montant de ces avances s'élève à 192 millions de francs français, 7,600,000 livres sterling et 177 millions de dollars. Au cours actuel du change, le total s'élèverait à plus de trois milliards.

Comment s'est constituée cette énorme dette? Comment se répartissent, quant à leur emploi, les 25 milliards qui se sont ajoutés depuis l'armistice à notre dette d'avant guerre, laquelle ne dépassait guère 5 milliards. Essayons de répondre à cette question, qui fut posée lors de l'examen du Budget en sections.

A. — La gestion financière de l'occupant entraîna des conséquences que le Gouvernement national dut subir, dès son entrée en fonctions, à peine de troubler profondément la situation financière du pays.

Les Bons interprovinciaux créés sous l'occupation furent incorporés dans la dette belge, soit fr. 2,347,800,000

Les marks allemands furent remboursés à l'aide d'un emprunt à la Banque nationale, soit 5,800,000,000
et d'un prélèvement sur le produit des Bons monétaires (part versée en marks), prélèvement que l'on estime approximativement à 2,000,000,000

TOTAL . . . fr. 10,147,800,000

Les titres émis en représentation d'indemnités pour dommages de guerre atteignaient, à la date du 28 février dernier, un montant de 1,379,049,900

(Les prévisions budgétaires correspondent à un capital de 3 milliards, dont l'intérêt est dû dès à présent.)

L'État assume les dettes des communes envers le Crédit communal à concurrence de 500,000,000

TOTAL approximatif des dépenses imputables directement à la guerre. fr. 12,026,849,000

B. — Depuis l'armistice une dette *extérieure* s'est créée pour divers objets, dont le plus important est le ravitaillement de la population belge. Elle comprend aussi la couverture de certaines dépenses militaires, le prix d'achat de locomotives américaines (411 millions) et le montant des devises étrangères cédées par la Banque nationale à divers industriels. Cette dette s'élève à des chiffres très différents suivant qu'on évalue les monnaies étrangères au pair ou au cours du change :

	Au pair.	Au cours du 31-12-1920.
Avances des Alliés depuis l'armistice fr.	1,302,118,698 48	3,449,437,805 12
Divers crédits (1)	601,449,933 28	1,637,467,661 46
Emprunt américain 7 1/2 %	259,000,000 »	798,750,000 »
TOTAL. . . fr.	2,162,558,631 76	5,905,655,466 58

Si l'on adopte l'évaluation au cours du change, il sera impossible de trouver la contre-partie de cette dette. En effet, le chiffre de près de 6 milliards qu'on atteint comprend une perte énorme, conséquence de la hausse des monnaies étrangères. Sans doute, ce n'est qu'à l'époque du remboursement qu'il sera possible de chiffrer définitivement cette part de notre dette publique. Mais si l'on

(1) Le détail en est donné dans le rapport sur le Budget de la Dette publique.

vent déterminer la dette à sa valeur actuelle, force est d'adopter le cours du change et de constater la perte qui en résulte.

Abstraction faite de cette perte, le produit des emprunts contractés à l'étranger a contribué à établir la balance budgétaire des exercices 1919 et 1920, principalement sous la forme de « produit de la vente d'articles de ravitaillement ».

C. — Les emprunts *intérieurs* qui ont servi à couvrir les déficits budgétaires depuis l'armistice sont les suivants :

Partie des Bons de Restauration monétaire.	fr. 1,000,000,000
Emprunt de Restauration Nationale.	1,615,000,000 ⁽¹⁾
Emprunt de 1920 à primes	2,346,000,000
Bons du Trésor.	2,000,000,000
TOTAL.	fr. 6,961,000,000

Ce sont les comptes des exercices 1919 et 1920 qui doivent révéler l'affectation de ces dernières sommes, ainsi que de la part du produit des emprunts extérieurs qui fut versée au Trésor.

Tels qu'on a pu les établir provisoirement à la demande de la Section Centrale, et que vous les trouverez résumés ci-après (annexes II et III), ces comptes font ressortir les chiffres globaux suivants :

Exercice 1919.

Dépenses.	fr. 7,279,817,776 37
Recettes	1,290,891,922 15 (abstraction faite du produit des emprunts).
Déficit	fr. 5,988.925,854 22

Exercice 1920.

Dépenses.	fr. 8,861,702,569 78
Recettes	3,608,160,562 95 (comme ci-dessus).
Déficit	fr. 5,253,542,006 83

La somme de ces deux déficits, soit 11 $\frac{1}{4}$ milliards, absorbe le total des emprunts intérieurs et la plus grande partie des emprunts extérieurs comptés à un taux intermédiaire entre le pair et le cours actuel du change.

⁽¹⁾ D'une dernière tranche de 100 millions comprise dans ce chiffre, il n'a été émis en 1920 que fr. 13,341,897.89.

Les Voies et Moyens.

Récapitulons tout ce qui précède.

Suivant les données contenues dans le projet de budget, l'ensemble des grandes administrations de l'Etat exige fr.	1,489,446,000
Le service de la dette et des pensions absorbe	1,534,633,000
ENSEMBLE. fr.	3,024,079,000

Ne sont pas compris dans ce total : les crédits inserits à charge des dépenses extraordinaires du Ministère de l'Industrie pour les œuvres de secours (35 millions); les pensions et secours comptés parmi les dépenses recouvrables du département de la Défense Nationale (100 millions); l'amortissement du capital des Bons Interprovinciaux, des Bons de Restauration Monétaire et des titres délivrés en représentation d'indemnités; l'intérêt et l'amortissement de la dette contractée envers les Alliés depuis l'armistice jusqu'à la signature du Traité de Versailles; toutes charges dont l'addition élèverait le total à trois milliards et demi environ. Ce chiffre pourrait être réduit dans une certaine mesure, comme il a été remarqué ci-dessus, par la diminution probable des frais d'entretien de l'armée.

Enfin, nous supposons éliminés les déficits de 141 et de 313 millions qui sont prévus pour l'exploitation des Chemins de fer, Postes et Télégraphes et le service du Ravitaillement.

Telles sont actuellement, et pour une longue période, les charges *annuelles et permanentes* de l'État, charges qui doivent être équilibrées :

- a) Par le produit des impôts;
- b) Par les prestations de l'Allemagne.

A l'Allemagne incombe notamment, aux termes du Traité de Versailles et en vertu de la plus simple équité, toutes les charges de dettes inscrites aux budgets des dépenses extraordinaires et des dépenses recouvrables (607 millions); la part du service de la dette inscrite au budget ordinaire, mais issue de la nécessité où s'est trouvé le Trésor belge d'avancer des sommes dues finalement par l'Allemagne (300 millions, chiffre approximatif); les pensions et secours imputés sur le Budget de la Défense Nationale comme dépenses recouvrables; et, en général, les intérêts et l'amortissement des capitaux qui sont et seront empruntés pour l'œuvre de réparation. On voit par là l'énorme importance qu'offre, pour le contribuable belge, la question de savoir dans quelle mesure l'Allemagne exécutera ses obligations.

Trente annuités d'un milliard et demi de francs suffiraient à peine pour indemniser la Belgique. Or, qu'avons-nous reçu jusqu'à présent, abstraction faite des simples restitutions à l'identique? Un relevé que nous annexons au présent rapport répond à cette question. Nous avons obtenu le matériel roulant qui devait être livré en vertu de la convention d'armistice, matériel évalué à

1,607 millions de francs belges (Annexe V) et, pour le surplus, une valeur de 225 millions. Le paiement de la Priorité de deux milliards de marks or qui nous est assurée, ne peut être escompté pour une date déterminée (Annexe IV). Et, s'il est vrai que les livraisons allemandes sont inscrites en trois articles du budget des Voies et Moyens (73, 75, 89), pour 651 millions, nul ne saurait prévoir approximativement les recettes effectives qui pourront être imputées sur ces articles.

Alors même que les versements de l'Allemagne seraient suffisants, que les déficits du chemin de fer et du ravitaillement seraient éliminés, il resterait à charge des Voies et Moyens ordinaires une subvention annuelle dont le chiffre s'élève certainement à deux milliards. Comment y pourvoir?

Le montant des recettes ordinaires prévues pour 1921 (abstraction faite des péages qui doivent balancer les dépenses du département des chemins de fer) s'élève aux chiffres suivants :

Impôts directs	fr. 464,530,000
Douanes, accises et recettes diverses	374,424,000
Enregistrement, successions et timbre	301,150,000
Capitaux et revenus	78,221,648
Remboursements	81,102,724
ENSEMBLE	fr. 1,302,428,372

L'impôt sur les bénéfices de guerre, inscrit au budget de 1921 pour 75 millions (art. 79), disparaîtra bientôt du tableau des recettes. De même le produit du butin de guerre.

Reste l'impôt sur les bénéfices exceptionnels, auquel le projet de budget demande 125 millions de francs : ressource très variable et dont l'expérience reste à faire, comme d'ailleurs celle de plusieurs branches de l'impôt sur le revenu.

On voit donc que, tout en supposant de larges plus-values, tout en tenant compte de la majoration récente des droits de douane, on ne peut évaluer à plus d'un milliard et demi les recettes d'ordre fiscal ou domanial. Entre ce chiffre et les deux milliards qu'il est indispensable d'obtenir de ces ressources, il reste à combler une lacune de *cinq cent millions de francs*. Se refuser à le faire serait rejeter les difficultés sur l'avenir et préparer la ruine du crédit de l'État. Rappelons-nous le principe formulé par la Conférence Financière Internationale de Bruxelles « Tout pays qui accepterait dans ses finances le principe du déficit budgétaire s'engagerait sur la pente dangereuse qui mène droit à la ruine. Pour échapper à ce danger, aucun sacrifice n'est trop lourd ».

Mais il est un autre aspect de la question qui ne peut être négligé : c'est que les facultés contributives d'un pays ne sont pas indéfiniment extensibles, et qu'il importe de les mesurer avant de s'engager dans la dépense. D'autant plus que le taux des impôts ne peut être élevé que graduellement, à peine de troubler profondément la situation économique. C'est pourquoi un contrôle sévère doit être porté

sur les dépenses; il faut renoncer aux améliorations qui se traduiraient par de nouveaux engagements. Et surtout — puisque les lois votées depuis deux ans font obstacle à la réduction des charges ordinaires —, il faut limiter les dépenses extraordinaires, causes de l'extension de la Dette.

Dépenses extraordinaires et dépenses recouvrables en exécution des traités de paix.

Nous avons constaté que la dette publique s'élève actuellement à trente milliards en chiffres ronds.

Il faut y ajouter :

a) Le montant des crédits encore ouverts sur le budget de 1920, pour autant qu'il devra être balancé par des ressources extraordinaires.

b) Le capital des titres qui doivent être délivrés en représentation d'indemnités pour dommages de guerre, titres dont l'émission est prévue pour un montant de 5 milliards, mais réalisée seulement à concurrence de 1,379 millions. Différence : 3 milliards 621 millions.

c) Le montant des indemnités dues pour dommages de guerre, au titre de la loi du 10 mai 1919, pour autant que les sommes restant à liquider dépassent le montant de 5 milliards prévu ci-dessus. Une question fut posée sur ce point au Gouvernement, dont on trouvera la réponse à l'annexe VI.

d) De l'avis de plusieurs membres de la Section centrale, une nouvelle intervention pour la liquidation du passif des communes.

Ce sont là des charges inéluctables.

Et voici que le projet de budget pour 1921 comprend deux cahiers de crédits — sous le titre de *dépenses extraordinaires* et de *dépenses recouvrables en vertu des traités de paix* — dont la réalisation entraînerait de nouveaux recours à l'emprunt pour 4 milliards environ.

Ainsi, l'on aperçoit au terme du troisième exercice d'après-guerre, le chiffre de 40 milliards de dettes. Chiffre effrayant, à supposer même que l'Allemagne se soumette aux décisions de Spa et de Paris; chiffre qui pèsera d'un poids écrasant sur notre avenir économique et qui entraîne inévitablement l'inflation monétaire.

C'est pourquoi la Section Centrale avait le devoir de soumettre à une critique rigoureuse le budget des dépenses extraordinaires.

Celui-ci est fractionné en deux sections. L'une comprend les dépenses qualifiées *extraordinaires* parce qu'elles contribuent à l'accroissement du capital collectif et non pas simplement à solder le prix des services publics. En raison des circonstances, il est vrai, quelques dépenses *exceptionnelles* sont rangées dans cette catégorie. L'autre contient les dépenses *recouvrables en vertu des traités de paix*, dont l'État belge fait l'avance, mais qui incombent finalement à l'Allemagne.

Distinction nécessaire pour la clarté de l'exposé budgétaire, comme aussi pour rappeler au pays combien lui importe la stricte exécution des traités.

Ces deux budgets doivent être discutés au point de vue de l'urgence des dépenses qu'ils comportent, puisqu'ils aboutissent à mettre le crédit du pays à une nouvelle épreuve. De plus, il y a lieu de savoir, pour les départements les plus intéressés dans ces budgets, quel est le programme d'ensemble, ce qu'il coûtera, et combien de temps durera l'ère des budgets extraordinaires chiffrés par milliards.

L'emprunt à jet continu, pour des sommes qui excèdent la capacité d'épargne du pays, et sans qu'on aperçoive la fin des appels au crédit, aurait pour conséquence nécessaire la hausse progressive du loyer, de l'argent et l'affaiblissement du crédit de l'État. C'est un danger qui doit être dénoncé. Aussi tous les projets de dépenses que révèle le Budget extraordinaire doivent-ils être passés au crible, de manière à n'en laisser subsister que ce qui est d'urgente nécessité. La Section Centrale l'a ainsi compris et ses rapporteurs spéciaux vous proposeront d'importantes réductions.

Le Ministère des Travaux publics demande 124 millions pour dépenses extraordinaires et 141 millions pour dépenses recouvrables. Ce dernier chiffre représente-t-il le solde des réparations pour dommages de guerre? Pour les deux catégories ne va-t-on pas au delà de ce qui est actuellement indispensable?

Le Ministère de l'Agriculture sollicite 130 millions pour dépenses recouvrables : Même question.

Le Ministère des Chemins de fer porte 301 millions aux dépenses extraordinaires et 528 millions aux dépenses recouvrables; en 1920, il prévoyait 1,227 millions de crédits sur le budget extraordinaire; 498 millions en 1919, outre une somme énorme d'arriérés. Nous savons, d'autre part, que l'Allemagne a livré à la Belgique, en vertu de la Convention d'armistice, un matériel roulant évalué à 1,607 millions. L'addition de ces chiffres donne un total de 4 milliards 161 millions. Est-ce tout? La période des grandes réparations sera-t-elle close cette année? Les chiffres prévus pour 1921 ne dépassent-ils pas les nécessités actuelles?

Le Ministère de la Défense nationale demande 166 millions pour bâtiments et matériel : ces dépenses sont-elles toutes d'égale urgence?

Le Ministère des Finances figure pour 144 millions au budget des dépenses extraordinaires, à raison de l'intervention de l'État pour la construction d'habitations et d'une avance pour l'outillage de la Colonie.

Le Ministère des Affaires économiques prévoit 1,220 millions en dépenses recouvrables, moitié pour les dommages de guerre, moitié pour le service des régions dévastées. Par la loi du 10 mai 1919, la Belgique assume une dette qu'il importe de chiffrer au plus tôt, pour apprécier la situation réelle des finances publiques. Quant aux régions dévastées, elles étaient inscrites au budget pour 390 millions en 1919 et pour 1,200 millions en 1920. Le chiffre de cette année — 600 millions environ — est en régression. Il convient d'obtenir des précisions au sujet de la marche des travaux et des sommes qu'il reste à dépenser.

La Chambre ne pourrait consentir à cheminer dans l'inconnu. Le crédit de

l'État vacillera, aucune opération de consolidation ne sera possible tant que les dépenses extraordinaires qu'il reste à faire ne seront pas fixées avec une sérieuse approximation.

La confiance du pays ne doit pas être faite d'illusions : il faut marquer nos points faibles pour y remédier promptement.

Lorsque, en 1919, nous considérons pour la première fois la situation créée par la guerre, sans doute un grand effort paraissait nécessaire, mais on pouvait se fier à plusieurs facteurs favorables pour hâter le relèvement du pays. Les dépenses ordinaires, comparées à l'exercice de 1914, n'étaient pas même doublées ; une large et prompte indemnisation des torts causés par l'Allemagne semblait assurée ; notre industrie, bien que sa reconstitution fût loin d'être achevée, se croyait au seuil d'une longue période de prospérité.

Aujourd'hui ? Nos dépenses ordinaires atteignent le quintuple du chiffre d'avant-guerre ; le total de la Dette publique s'achemine vers les 40 milliards, tandis que passe la date du 1^{er} mai 1921, sans nous apporter la priorité attendue de 2 1/2 milliards, ni la souscription d'annuités pour le surplus ; d'autre part, l'exagération du nationalisme économique compromet l'avenir de notre laborieuse nation, qui ne peut prospérer que par la liberté des échanges.

Des résolutions s'imposent.

Votre Section centrale vous demande, Messieurs, de résister énergiquement à l'accroissement des dépenses et de compléter le système fiscal dans la mesure des possibilités actuelles. Considérant que les sources mêmes de la richesse nationale sont menacées, elle insiste pour que des accords économiques soient conclus avec nos Alliés. Elle émet le vœu que les forces qui ont vaincu l'Allemagne restent solidement unies pour assurer les réparations nécessaires.

Le Rapporteur général,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHÉLYNCK.

ANNEXE I.

Indemnité familiale et indemnité de vie chère.**(Règlement et charges qui en résultent.)**

Bruxelles, le 11 juillet 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement vient de prendre en faveur des agents civils de l'État, les résolutions suivantes, auxquelles il assure effet rétroactif au 1^{er} mai 1920.

.

B. — Indemnité mobile de vie chère.

§ 2. — Il est alloué aux fonctionnaires, employés et ouvriers permanents, provisoires ou temporaires, une indemnité de vie chère qui est fixée, pour les célibataires comme pour les mariés :

1° A 1,200 francs l'an ou 100 francs par mois, lorsque les bénéficiaires comptent au moins 21 ans d'âge et deux années de services effectifs;

2° A 900 francs l'an ou 75 francs par mois, lorsque les bénéficiaires ne réunissent pas les deux conditions d'âge et de service stipulées au 1°.

Cette indemnité est réduite à 600 francs l'an ou à 50 francs par mois pour les agents féminins faisant partie du personnel ouvrier (écureuses et, au chemin de fer, notamment : gardes-barrières, distributrices de coupons aux points d'arrêts) ou pouvant y être assimilés (nettoyeuses, lingères, surveillantes, concierges) ainsi que pour les apprentis et, au chemin de fer, pour les porteurs d'avis ou d'express payés à la journée.

L'attribution de cette indemnité réduite n'est subordonnée à aucune condition d'âge ou de service.

Dans la supputation de la durée des services ouvrant le droit à l'indemnité de 1,200 francs, il n'est tenu compte que des services effectifs en qualité d'employé ou d'ouvrier (permanent, provisoire ou temporaire), à l'exclusion des périodes d'utilisation soit comme porteur de télégrammes, soit comme porteur d'avis ou d'express payé à la course, soit à tout autre titre qui n'autorise pas à considérer l'intéressé comme faisant partie de l'Administration. Par contre, il y a lieu de tenir compte de leurs services militaires aux agents qui étaient déjà au service de l'Administration lors de la déclaration de guerre.

Sous réserve de ce qui est dit plus haut, les agents féminins reçoivent l'indemnité de vie chère dans les mêmes conditions que le personnel masculin et sans égard à la circonstance que le mari a un emploi rémunéré par l'État.

Sont exclues du bénéfice de l'indemnité de vie chère les personnes dont la rétribution ne comprend que les émoluments en nature et celles dont l'emploi au service de l'État ne constitue pas la position principale et l'occupation constante.

§ 3. — L'indemnité de vie chère est augmentée ou diminuée suivant le renchérissement ou l'abaissement du coût de la vie tel qu'il est constaté par les index-numbers publiés périodiquement par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

La majoration ou la dégression s'opère par tiers correspondant à 60 unités de l'index-number (moyenne pour l'ensemble du pays).

Les taux actuels correspondent aux chiffres de l'index 421 à 480.

L'indemnité sera donc :

- a) Majorée d'un tiers si l'index-number accuse 481 à 540 unités ;
- b) Réduite d'un premier tiers si l'index accuse 361 à 420 unités et d'un deuxième tiers si l'abaissement de l'index atteint 301 à 360 unités.
- c) Supprimée si l'index descend au chiffre de 300.

Chaque augmentation ou diminution d'un tiers représente une somme de :

- a) 400 francs par an (soit fr. 33.33 par mois) pour les agents auxquels s'applique le taux de 1,200 francs.
- b) 300 francs par an (soit 25 francs par mois) pour le personnel dont le taux normal est de 900 francs.
- c) 200 francs par an (soit fr. 16.66 par mois) pour le personnel dont le taux normal est de 600 francs.

Les modifications éventuelles seront portées à la connaissance du personnel.

Paragraphe 4. — En raison du temps qu'absorbent l'établissement et la publication des index-numbers, l'indemnité de vie ne pourra généralement être liquidée et payée qu'au début du mois qui suit celui auquel elle se rapporte.

L'indemnité afférente au mois de mai sera liquidée au début de juin, celle de juin au début de juillet et ainsi de suite.

Pour le mois de juin 1920, les chiffres comportent la liquidation de la même indemnité de vie chère que pour le mois de mai. Rien ne s'oppose donc au paiement immédiat sur les bases annuelles de 1,200, 900, 600 francs, des indemnités de vie chère acquises pour les mois de mai et de juin 1920.

Pour les agents qui quittent l'administration au cours d'un mois et qui ont droit à l'indemnité, le paiement doit nécessairement être différé jusqu'au moment où la liquidation peut avoir lieu pour le personnel resté en fonctions.

Les conditions d'âge (21 ans) et d'ancienneté de service (2 ans) auxquelles est subordonné l'octroi de l'indemnité de 1,200 francs, doivent être remplies à la fin du mois qui précède celui pour lequel elle est attribuée.

Exemple : un agent ayant 24 ans d'âge comptera 2 années de services effectifs le 25 juillet.

Il aura droit à l'indemnité du mois d'août qui sera généralement payée au début de septembre.

Paragraphe 5. — L'indemnité de vie chère ne compte pas pour la pension et elle n'est pas passible de retenues au profit des institutions de prévoyance.

Elle n'est pas non plus susceptible de prélèvements pour saisies-arrêts ou autres oppositions.

Paragraphe 6. — L'indemnité de vie chère est liquidée dans les mêmes conditions que les salaires, traitements ou remises.

Tout comme l'indemnité familiale, elle est proportionnée au nombre de journées de travail pour les ouvriers recrutés pour un ou plusieurs jours par mois et pour les ouvriers licenciés au cours d'un mois.

Elle n'est pas accordée aux suppléants.

Elle est maintenue dans les cas de mise en disponibilité, avec traitement d'attente, motivée par mesure générale, par réorganisation ou suppression d'emploi, par l'intérêt du service ou par des raisons de santé.

Elle est supprimée lorsqu'il s'agit d'une mise en disponibilité tenant lieu de pension.

L'indemnité de vie chère n'est pas accordée aux agents se trouvant sous les drapeaux.

Elle est également retirée pour les jours d'absence sans autorisation, ainsi que pour les jours de congé sans rémunération. Le cas échéant, la somme à déduire s'obtient en divisant l'indemnité mensuelle par le nombre de jours ouvrables du mois et en multipliant le résultat par le nombre de jours d'absence.

Lorsqu'un agent célibataire se rend en mission à l'étranger, il y a lieu de réduire son indemnité de vie chère à concurrence de la somme afférente à la période d'absence.

.

Le Premier Ministre,

LÉON DELACROIX.

*Relevé des crédits proposés au Budget général de 1921
pour les indemnités de vie chère.*

Dotations	fr.	464,120
Justice		3,145,700
Affaires étrangères		454,800
Intérieur		1,293,700
Sciences et Arts		21,222,180
Agriculture		1,409,500
Travaux publics		5,304,000
Industrie, Travail, etc.		537,400
Chemins de fer, etc.		119,664,289
Colonies		377,900
Défense nationale.		18,657,635
Gendarmerie		2,565,600
Finances		18,334,040
Affaires économiques.		206,900
TOTAL fr.		<u>193,637,764</u>

ANNEXE II.

Compte provisoire de l'exercice 1919.

A. — *Relevé des dépenses réelles de l'exercice 1919
au 31 décembre 1920.*

Dette publique	fr. 1,760,000,000 »
Dotations.	9,824,016 40
Ministère de la Justice	96,253,100 »
Id. des Affaires Étrangères	18,788,455 87
Id. de l'Intérieur.	525,383,957 57
Id. des Sciences et des Arts	191,709,454 47
Id. de l'Agriculture	138,151,053 47
Id. des Travaux publics.	179,696,047 17
Id. de l'Industrie, etc.	891,832,260 35
Id. des Chemins de fer, etc.	1,637,530,253 62
Id. des Colonies	5,904,460 37
Id. de la Guerre	1,290,893,686 23
Id. des Finances	123,398,821 58
Id. des Affaires Économiques	226,689,082 27
Office des Régions dévastées	176,000,313 50
Non-Valeurs et Remboursements	7,615,000 » ⁽¹⁾
Administration des territoires cédés à la Belgique . .	177,812 50
TOTAL	fr. 7,279,817,776 37

(1) Chiffre du Budget, à défaut de renseignements précis.

Compte des recettes réelles de l'exercice

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		EVALUATIONS des RECETTES.
PREMIÈRE SECTION. — RESSOURCES ORDINAIRES.		
IMPÔTS.		
CONTRIBUTIONS DIRECTES.		
Contribution foncière	fr.	39,000,000 »
Contribution personnelle		25,000,000 »
Droit de patente		24,000,000 »
Taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés dans les sociétés par actions et dans certaines professions financières et industrielles		15,000,000 »
Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur		700,000 »
Taxe sur les spectacles cinématographiques		1,200,000 »
Redevance fixe sur les mines		50,000 »
TOTAUX.	fr.	100,950,000 »
DOUANES, ACCISES ET RECETTES DIVERSES.		
Douanes. — Droits d'entrée		81,525,700 »
Vins étrangers		2,025,000 »
Vins de fruits secs		»
Vins de fruits frais		»
Vins mousseux		20,000 »
Eaux-de-vie indigènes		1,500,000 »
Bières		6,500,000 »
Vinaigres de bières		3,250 »
Vinaigres autres que de bières		6,500 »
Accises. — Acide acétique		3,250 »
Sucres de canne et de betterave		10,400,000 »
Sirops de betteraves		»
Glucoses et autres sucres non cristallisables		500,000 »
Melasses		»
Margarine		100,000 »
Tabacs étrangers		1,000,000 »
— indigènes		1,000,000 »
Produits divers		3,600,000 »
Recettes diverses. — Frais d'essai des ouvrages et des matières d'or, d'argent et de platine		2,500 »
Recettes extraordinaires et accidentelles, loyer de bâtiments, taxe d'ouverture des débits de boissons, taxe additionnelle sur les eaux-de-vie; rétributions du chef des extraits du cadastre, taxes pour travaux extraordinaires de chargement et de déchargement de navires, rétributions du chef du rajustage des poids et taxes de vérification des poids et mesures, remboursement des frais de travaux d'irrigation dans la Campine, etc.		6,800,000 »
Produit du contentieux		800,000 »
TOTAUX.	fr.	116,286,200 »
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.		
Enregistrement et transcription		80,000,000 »
Greffe		1,200,000 »
Hypothèques. — droits d'inscription		500,000 »
Successions		40,000,000 »
Timbre		10,000,000 »
Naturalisations		10,000 »
Amendes en matière d'impôts		400,000 »
Amendes de condamnations en matières diverses et dommages-intérêts		890,000 »
Impôt sur la fortune mobilière		»
TOTAUX.	fr.	133,000,000 »
A REPORTER.	fr.	350,216,200 »

1919, arrêté au 31 décembre 1920.

RECETTES RÉELLES.	RECOUVREMENTS effectués au 31 décembre 1919.	RECOUVREMENTS du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1920.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes réelles.		Observations.
			EXCÉDENT des ÉVALUATIONS.	EXCÉDENT des RECETTES RÉELLES.	
40,566,719 25 22,856,877 15 54,982,079 78 33,138,277 67 432,950 85 5,301,620 85 29,004 75	15,564,194 97 8,195,986 » 7,449,757 80 7,604,966 14 595,600 55 2,664,745 54 19,919 85	24,802,524 28 14,560,891 15 27,552,521 98 25,555,511 55 59,550 52 656,875 20 9,174 90	» 445,122 87 » » 267,009 15 » 905 27	1,586,719 25 » 10,982,079 78 20,158,277 67 » 2,101,620 85 »	
134,807,600 24	41,895,170 81	92,914,429 45	711,097 29	54,588,697 55	
146,671,828 68 9,511,515 62 1,245 » 1,505 64 10,062 44 12,457,757 70 5,005,621 65 2,656 91 2,875 45 14,270 46 12,481,584 95 17,712 60 551,404 66 4,597 55 825,609 45 2,021,869 64 6,587,025 70 1,650,158 48 2,925 05	146,671,828 68 9,507,580 01 1,245 » 1,137 55 10,046 76 10,537,705 08 5,005,491 65 2,656 91 2,875 45 14,270 46 12,469,516 26 17,712 60 551,402 86 4,597 55 822,625 80 2,021,869 64 2,196,964 41 1,650,158 48 2,925 05	» 3,765 61 » 228 09 15 68 2,120,954 62 150 » » » » 12,268 89 » 1 80 » 2,965 65 » 4,190,061 29 » »	» » » » 9,557 56 » 1,491,578 57 595 09 5,626 57 » » 168,595 54 » » » » 1,949,861 52 »	65,146,128 58 6,586,515 62 1,245 » 1,165 64 » 11,157,757 70 » » » 11,020 46 2,081,584 95 17,712 60 » 4,597 55 725,609 45 1,021,869 64 5,587,025 70 » 425 05	
8,998,508 50 »	8,914,081 05 »	87,127 45 »	» 600,000 »	2,198,508 56 »	
206,400,150 09	199,985,251 21	6,416,918 88	4,226,592 45	94,540,942 54	
128,154,501 67 1,098,548 92 790,248 18 45,206,297 20 18,475,561 48 » 647,565 86 568,587 28 665 10	128,154,501 67 1,098,548 92 790,248 18 57,217,570 64 18,462,788 25 » 552,218 85 568,587 28 665 10	» » » 6,948,720 56 10,775 55 » 95,147 05 » »	» 101,651 08 » » » 10,000 » » 521,412 72 »	48,154,501 67 » 290,248 18 5,266,297 20 8,475,561 48 » 247,565 86 » 665 10	
192,070,575 89	186,824,928 85	6,154,646 84	455,065 80	60,412,659 49	
554,187,526 02	428,701,550 87	105,585,965 15	5,571,155 54	189,542,279 56	

Compte des recettes réelles de l'exercice

DESIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr	350,216,200 »
PEAGES.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Rivières et canaux	2,000,000 »
Part revenant à l'État dans le produit net des quais de l'Escaut, à Anvers	500,000 »
Avant-port d'Ostende et bassin à flot de Nieuport. Droits de quais et de bassin	20,000 »
Part revenant à l'État dans le produit net de l'avant-port de Gand	40,000 »
CHEMINS DE FER, POSTES, ETC.	
Chemins de fer	300,000,000 »
Télégraphes et téléphones	7,500,000 »
Postes	25,070,300 »
Produit du service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres	2,000,000 »
— du passage d'eau d'Anvers à la Tête-de-Flandre	170,000 »
— du service des transports par eaux intérieures	5,000,000 »
TOTAUX. fr.	542,100,500 »
CAPITAUX ET REVENUS.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Domaines (valeurs capitales)	5,500,000 »
Forêts	500,000 »
Dépendances du chemin de fer	750,000 »
Établissements et services régis par l'État	35,000 »
Produits divers et accidentels, y compris ceux des examens universitaires	1,150,000 »
Revenus des domaines	1,050,000 »
CHEMINS DE FER, POSTES, ETC.	
Abonnements au <i>Moniteur</i> , etc., perçus par l'administration des postes	100,000 »
Produit de la vente des permis de pêche	210,000 »
PRISONS.	
Produits divers des prisons	500,000 »
TRÉSORERIE GÉNÉRALE, ETC.	
Produits de l'emploi des fonds de cautionnements et de consignations	12,500,000 »
— des droits de chancellerie	10,800 »
— des actes des commissariats maritimes	150,000 »
— des droits de pilotage	3,800,000 »
— des droits d'écluse	500 »
— de la régie du <i>Moniteur</i> (arrêté royal du 21 juin 1868)	200,000 »
— des établissements de bienfaisance de l'État	100,000 »
— des laboratoires d'analyses de l'État	140,000 »
Part réservée à l'État, par la loi du 26 mars 1900, dans les bénéfices annuels réalisés par la Banque Nationale de Belgique	18,000,000 »
Bonification d'un quart pour cent, par semestre, sur l'excédent de la circulation moyenne, au delà de 275 millions de francs, des billets de la Banque Nationale de Belgique. (Loi du 26 mars 1900, art. 2, 3 ^e alinéa)	20,000,000 »
Produit du placement des fonds disponibles du Trésor	»
Dividende des actions de la Compagnie du chemin de fer du Congo	»
Intérêts et dividendes des actions de la Société Nationale des chemins de fer vicinaux	5,920,000 »
Produit de la redevance à payer par les provinces dispensées de pourvoir au casernement de la gendarmerie	181,000 »
Intérêts d'obligations de sociétés d'armement maritime	1,963,205 »
TOTAUX. fr.	67,060,305 »
A REPORTER fr	759,576,805 »

1919, arrêté au 31 décembre 1920.

RECETTES RÉELLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1919.	RECouvreMENTS du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1920.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes réelles.		Observations.
			EXCÉDENT des ÉVALUATIONS.	EXCÉDENT des RECETTES RÉELLES.	
534,187,526 02	428,701,550 87	105,485,995 15	5,571,155 54	189,542,279 56	
1,234,484 99	1,191,727 52	42,757 67	763,515 01	»	
»	»	»	500,000 »	»	
10,903 10	7,992 41	2,972 69	9,034 00	»	
»	»	»	40,000 »	»	
537,665,665 15	528,192,180 91	9,471,484 22	»	57,665,665 15	
22,041,721 76	20,692,568 98	1,349,152 78	»	14,741,721 76	
19,752,548 25	19,726,685 11	5,665 12	5,537,951 77	»	
2,857,045 50	2,857,045 50	»	»	857,045 50	
255,675 22	255,675 22	»	»	63,675 22	
4,040,000 •	4,040,000 •	»	960,000 »	»	
587,793,903 73	576,925,875 25	10,872,052 48	7,612,501 68	53,508,107 41	
7,780,797 81	7,580,597 78	370,200 03	»	4,250,707 81	
516,129 69	408,084 25	47,445 40	»	216,129 69	
1,144,703 82	534,099 05	610,606 79	»	394,703 82	
354,744 90	319,436 53	15,508 35	»	209,744 90	
1,655,684 72	1,655,684 72	»	»	505,684 72	
2 606,688 11	2,053,910 93	572,771 18	»	656,688 11	
150,702 51	150,702 51	»	»	59,702 51	
215,085 »	215,085 »	»	»	5,085 »	
513,161 61	503,263 82	209,898 79	»	213,161 61	
12,450,181 53	12,450,181 53	»	69,818 63	»	
612,217 11	268,367 33	345,849 76	»	601,417 11	
71,969 50	71,969 50	»	78,030 50	»	
1,875,151 12	1,875,151 12	»	1,726,848 88	»	
»	»	»	300 »	»	
700,547 08	582,029 88	117,917 20	»	500,547 08	
101,882 90	72,858 74	29,044 16	»	1,882 90	
69,961 24	46,101 49	23,859 75	70,038 76	»	
17,815,119 90	15,517,051 74	2,298,068 25	»	1,815,119 90	
26,575,697 02	5,447,740 83	21,127,956 19	»	6,575,697 02	
»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	
3,937,660 61	»	3,937,660 61	»	37,660 61	
188,882 20	»	188,882 20	»	7,882 20	
866,472 64	604,176 60	172,296 »	1,096,732 40	»	
80,140,440 89	50,054,679 17	30,085,761 72	5,041,769 19	16,121,905 08	
1,002,125,672 64	855,679,883 29	140,445,789 55	16,023,424 41	238,772,292 05	

Compte des recettes réelles de l'exercice

DESIGNATION DES PRODUITS.	EVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.	750,573,805 »
REMBOURSEMENTS.	
CONTRIBUTIONS DIRECTES, DOUANES ET ACCISES.	
Frais de perception des centimes provinciaux et communaux	1,000,000 »
Remboursement, par les communes, des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes	323,000 »
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Reliquats de comptes arrêtés par la Cour des comptes. — Déficits des comptables	20,000 »
Recouvrement d'avances faites par les divers départements.	700,000 »
PRISONS.	
Abonnement des provinces pour réparations d'entretien des maisons d'arrêt et de justice; achat et entretien de leur mobilier.	22,984 »
TRÉSORERIE GÉNÉRALE, ETC.	
Remboursement, par les provinces, des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes	60,000 »
Recettes diverses et accidentelles	10,820,700 »
Quote-part de la ville d'Ostende dans les frais de manœuvre des écluses des bassins de commerce	1,360 »
Prélèvement sur les fonds de la masse d'habillement de la douane, à titre de remboursement d'avances	10,200 »
Recettes du chef d'ordonnances prescrites.	50,000 »
Part d'intervention de la Banque Nationale dans les frais de trésorerie	250,000 »
Remboursement par la province de Brabant et divers de menues dépenses concernant le palais de justice de Bruxelles.	51,580 »
Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux. (Loi du 16 mai 1876.)	20,071,800 »
Remboursement des frais d'entretien et d'éducation des enfants internés dans les établissements de l'État ou placés chez des particuliers ou dans des établissements publics ou privés	223,000 »
Annuité à payer jusqu'en 1939 par la compagnie des chemins de fer de l'Est Français, du chef de la reprise par elle de la section de Vireux à la frontière belge de l'ancien réseau Grand Central belge	20,000 »
Versement à effectuer par la Chine en amortissement de la quote-part d'indemnité attribuée aux sociétés et particuliers belges à la suite des troubles de 1900	5,400,000 »
TOTAUX. fr.	45,968,624 »
TOTAUX DES RESSOURCES ORDINAIRES. fr.	805,543,429 »
DEUXIÈME SECTION. — RECETTES EXCEPTIONNELLES.	
Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre	100,000,000 »
Produit du butin de guerre	200,000,000 »
Produit de la vente du matériel et des stocks de l'armée	50,000,000 »
TOTAUX fr.	350,000,000 »
A REPORTER. fr.	1,155,543,429 »

1919, arrêté au 31 décembre 1920.

RECETTES RÉELLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1919.	RECouvreMENTS du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1920.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes réelles.		Observations.
			EXCÉDENT des ÉVALUATIONS.	EXCÉDENT des RECETTES RÉELLES.	
1,002,127,672 64	855,679,885 29	140,445,780 55	16,025,424 41	258,772,292 03	
3,019,962 45	650,986 69	2,567,975 74	»	2,019,962 45	
2,668,660 53	855,528 19	1,815,132 14	»	5,545,660 53	
52,555 77	41,959 82	10,595 95	»	52,555 77	
859,724 24	749,505 98	190,418 26	»	139,724 24	
25,484 »	19,220 »	4,264 »	»	500 »	
19,555 61	19,555 61	»	40,646 59	»	
55,180,645 14	55,180,645 14	»	»	15,559,945 14	
»	»	»	1,500 »	»	
»	»	»	10,200 »	»	
»	»	»	50,000 »	»	
1,265,000 »	1,265,000 »	»	»	1,035,000 »	
800 »	800 »	»	50,780 »	»	
2,262,544 55	2,262,544 55	»	17,800,455 45	»	
182,225 08	99,758 99	82,466 09	42,774 92	»	
»	»	»	20,000 »	»	
»	»	»	5,400,000 »	»	
45,514,755 15	41,045,880 97	4,468,852 18	21,585,216 76	20,951,525 91	
1,047,658,495 79	896,725,764 26	150,912,841 55	37,410,641 17	279,705,617 96	
47,295,000 52	2,812,198 50	44,451,202 82	52,706,578 68	»	
65,509,950 81	60,252,750 90	5,077,199 91	156,690,089 19	»	
42,611,224 65	59,751,910 81	2,839,515 84	7,588,775 55	»	
155,214,556 78	102,826,840 21	50,587,716 57	106,785,445 22	»	
1,200,852,962 57	999,552,604 47	201,500,558 10	254,196,084 59	279,705,617 96	

Compte des recettes réelles de l'exercice

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. . . . fr	1,133,345,420 .
TROISIÈME SECTION. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.	
Produit de l'aliénation extraordinaire d'immeubles	1,300,000 .
Prix de vente de terrains disponibles par suite du démantèlement des places fortes	100,000 .
Reconstitution agricole et industrielle. Vente d'objets et d'animaux de toute nature achetés par l'État ou récupérés en Allemagne, de produits de l'exploitation de terrains, d'engrais, de semences, de biensfonds remis en valeur, etc.	142,000,000 .
Remboursement par l'ennemi des frais des troupes belges d'occupation en Allemagne	240,000,000 .
Produit de la vente d'articles de ravitaillement	614,000,000 .
Remboursement à faire par le Comité National de Secours et d'Alimentation, et par la Société coopérative d'Avances et de Prêts	600,000,000 .
Office des régions dévastées. Vente de matériaux de construction. Remboursement d'avances. Location d'automobiles.	48,500,000 .
Remboursement au pair d'obligations de Sociétés d'armement maritime	»
Produit de la négociation d'obligations de la dette publique à 5 % (Arrêté royal du 27 février 1914. — Partie rattachée à 1919	. .
Produit de l'emprunt à 5 % de la Restauration Nationale, autorisé par la loi du 16 mars 1919	.
Produit de la négociation d'obligations de la dette publique à 5 p. c. (Restauration Nationale). Arrêté royal du 16 septembre 1919. — Partie rattachée à 1919)	.
Fonds d'amortissement demeurés sans emploi	.
TOTAUX DES RECETTES EXTRAORDINAIRES. . . . fr.	1,733,100,000 .
TOTAUX GÉNÉRAUX fr.	2,288,445,420 .

1919, arrêté au 31 décembre 1920.

RECETTES RÉELLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1919.	RECouvreMENTS du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1919.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes réelles.		Observations.
			EXCÉDENT des ÉVALUATIONS.	EXCÉDENT des RECETTES RÉELLES.	
1,200,852,962 57	999,552,604 47	201,500,358 10	254,196,084 50	279,103,617 98	
411,062 71	229,971 20	181,091, 51	1,088,057 20	»	
25,025 24	22,505 24	2,720 »	74,074 76	»	
8,496,024 96	8,496,024 96	»	135,505,075 04	»	
»	»	»	[240,000,000 »	»	
46,889,464 87	(1) 46,889,464 87	»	597,110,555 13	»	
204,924 »	204,924 »	»	659,705,076 »	»	
1,453,193 52	41,278 12	1,411,915 20	44,046,80 06	»	
1,052,000 »	739,000 »	313,000 »	»	1,052,000 »	
1,191,481 25	1,191,481 25	»	»	1,191,481 25	
1,120,289,855 66	1,120,289,855 66	»	»	1,120,289,855 66	
92,661,350 »	92,661,350 »	»	»	92,661,350 »	
76,749,255 24	»	76,749,255 24	»	76,749,255 24	
1,549,424,517 25	1,270,763,655 50	78,658,861 95	1,075,619,404 90	1'201,045,922 15	(1) Y compris 9,558 274.84 (Taxe de compensation sur sucres.) Les remboursements par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation s'élevaient, au 31 décembre 1919, à marcs 49,185,000, d'une contre - valeur de 22,552,500 francs, mais le Département de la Défense Nationale n'en a pas encore opéré le versement dans la Caisse de l'Etat
2,550,277,479 82	2,270,318,259 77	279,959,220 05	1 909,815,489 20	1,571,647,540 11	

NOTE**relative aux recettes de l'office du ravitaillement.**

D'après les renseignements émanant du service des vivres indigènes, les recettes effectuées du 23 mai au 31 décembre 1919 par la Commission d'achat des blés s'élèvent en chiffres ronds, à fr. 533,000,000

Pendant la même période cette Commission a versé :

1° Au Comité national, la contre-valeur des stocks cédés par celui-ci au ministère du Ravitaillement . fr. 276,000,000 ⁽¹⁾

2° Au Trésor, à titre de produit de la vente d'articles de ravitaillement 37,000,000 ⁽²⁾

313,000,000

220,000,000

Encaisse au 31 décembre 1919 fr. 81,000,000

DIFFÉRENCE. . . fr. 139,000,000

Il est à présumer que cette somme de 139,000,000 de francs a été affectée à l'achat de blé qui n'a été revendu qu'en 1920. La Trésorerie ne pourra donner des indications précises à cet égard que lorsqu'elle sera en possession des comptes de la Commission d'achat des blés.

(1) Sur cette somme, 69 millions de francs remboursés au Trésor en 1920 ont été portés en recette comme produit de la vente d'articles de ravitaillement et 84 millions de francs ont été déposés dans la caisse de l'État comme fonds provenant de la liquidation du Comité national.

(2) Indépendamment de cette somme il a été porté en recette 9 millions de francs recouvrés par les receveurs des contributions.

ANNEXE III.

Compte provisoire de l'exercice 1920.

*Relevé des dépenses probables de l'exercice 1920,
au 31 décembre 1920.*

Dette publique	fr. 1,080,000,000 »
Dotations	10,127,034 82
Ministère de la Justice	108,755,000 »
Id. des Affaires Étrangères	24,843,298 09
Id. de l'Intérieur	26,689,857 60
Id. des Sciences et des Arts	250,850,781 45
Id. de l'Agriculture	112,497,967 74
Id. des Travaux publics	304,220,900 »
Id. de l'Industrie, etc.	1,718,180,368 86
Id. des Chemins de fer, etc.	2,394,092,082 67
Id. des Colonies	4,646,053 08
Id. de la Défense Nationale	1,040,051,978 32
Corps de la Gendarmerie	56,032,000 »
Ministère des Finances	110,572,304 30
Id. des Affaires Économiques	649,336,950 »
Office des régions dévastées	942,855,000 »
Non-Valeurs et Remboursements	26,205,000 » ⁽¹⁾
Administration des territoires cédés à la Belgique	1,550,000 »
TOTAL	fr. 8,861,702,569 78

(1) Chiffres du budget, à défaut de renseignements sur la dépense probable.

Compte des recettes probables de l'exercice

DESIGNATION DES PRODUITS.		ÉVALUATIONS des RECETTES.
PREMIÈRE SECTION. — RESSOURCES ORDINAIRES.		
IMPÔTS.		
CONTRIBUTIONS DIRECTES.		
Impôts cédulaires sur les revenus	Contribution foncière fr.	60,000,000 »
	Taxe mobilière	92,000,000 »
	Taxe professionnelle	120,000,000 »
Impôt complémentaire sur le revenu global (supertaxe)		130,000,000 »
Contribution personnelle à raison des domestiques et des chevaux		2,000,000 »
Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur.		2,500,000 »
Taxe sur les spectacles et autres divertissements publics		13,000,000 »
Redevance fixe sur les mines		30,000 »
TOTAUX. fr.		421,530,000 »
DOUANES, ACCISES ET RECETTES DIVERSES.		
Douanes. — Droits d'entrée		200,110,400 »
	Vins étrangers	11,700,000 »
	Vins mousseux	55,000 »
	Vins de fruits secs	»
	Vins de fruits frais	»
	Eaux-de-vie indigènes	40,178,600 »
	Bières	9,750,000 »
	Vinaigres de bières	»
	Vinaigres autres que de bières	65,000 »
Accises	Acide acétique	39,000 »
	Sucres de canne et de betterave	10,250,000 »
	Sirops de betteraves	»
	Glucoses et autres sucres non cristallisables	550,000 »
	Mélasses	»
	Margarine	1,200,000 »
	Tabacs { étrangers	10,000,000 »
	indigènes	8,000,000 »
	droit proportionnel de consommation	13,000,000 »
	Frais d'essai des ouvrages et des matières d'or, d'argent et de platine	2,500 »
Recettes diverses.	Recettes extraordinaires et accidentelles, loyer de bâtiments, taxe d'ouverture des débits de bois-sous, taxe additionnelle sur les eaux-de-vie, rétributions du chef des extraits du cadastre, taxes pour travaux extraordinaires de chargement et de déchargement de navires, rétributions du chef du rajustage des poids et taxes de vérification des poids et mesures, remboursement des frais de travaux d'irrigation dans la Campine, etc.	2,000,000 »
	Produit du contentieux	600,000 »
TOTAUX. fr.		315,500,500 »
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.		
Enregistrement et transcription		105,000,000 »
Greffe		1,200,000 »
Hypothèques. — Droits d'inscription		2,000,000 »
Successions		50,000,000 »
Timbre		40,000,000 »
Naturalisations		10,000 »
Amendes en matière d'impôts		400,000 »
Amendes de condamnations en matières diverses et dommages-intérêts		890,000 »
TOTAUX. fr.		289,500,000 »
A REPORTER fr.		1,020,530,500 »

1920, arrêté au 1^{er} janvier 1921.

RECETTES PROBABLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1920.	RESTES A RECOURIR au 1 ^{er} janvier 1921.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes probables.		Observations.
			EXCÉDENTS des ÉVALUATIONS.	EXCÉDENTS des RECETTES PROBABLES.	
55,000,000 »	1,157,507 56	51,852,492 44	7,000,000 »	»	
92,000,000 »	21,606,674 19	70,393,325 81	»	»	
120,000,000 »	4,869,296 51	115,130,703 49	»	»	
150,000,000 »	6,790 02	129,993,209 98	»	»	
1,500,000 »	550,892 59	1,449,107 61	500,000 »	»	
2,000,000 »	1,769,265 85	250,734 15	500,000 »	»	
14,000,000 »	11,885,555 04	2,116,066 96	1,000,000 »	»	
50,000 »	18,899 37	11,100 45	»	»	
412,550,000 (1)	41,642,659 15	370,887,540 87	9,000,000 »	»	
210,591,000 »	210,591,690 29	»	»	10,481,200 20	
18,745,045 00	18,724,871 82	10,072 08	»	7,045,045 60	
49,765 40	49,765 40	»	3,256 60	»	
210 08	210 08	»	»	210 08	
50,167 75	50,167 75	»	»	50,167 75	
50,071,718 »	44,938,959 20	5,112,758 80	»	9,895,118 »	
11,025,455 »	11,025,161 42	201 58	»	2,175,455 »	
5,997 14	5,997 14	»	»	5,997 14	
18,065 »	17,881 27	181 75	46,957 »	»	
70,964 »	61,554 25	9,420 77	»	51,964 »	
15,810,955 »	15,798,202 22	12,660 78	459,017 »	»	
8,569 10	8,569 10	»	»	8,569 10	
991,729 15	991,729 15	»	»	641,729 15	
1,659 10	1,659 10	»	»	1,659 10	
1,408,586 »	1,204,901 47	203,484 55	»	208,586 »	
15,055,410 20	15,055,410 20	»	»	3,055,410 20	
8,000,000 »	4,959,194 01	5,060,505 09	»	»	
14,668,278 82	14,668,278 82	»	551,721 18	»	
14,587 95	14,587 95	»	»	11,887,05	
51,604,191 21	51,534,191 21	50,000 »	»	29,604,191 21	
600,000 »	»	600,000 »	»	»	
577,668,915 79	568,600,559 45	9,068,384 56	822,941 78	65,191,585 57	
204,450,450 09	204,450,450 09	»	»	9,450,450 09	
1,408,176 18	1,408,176 18	»	»	208,176 18	
2,557,976 65	2,557,976 65	»	»	557,976 65	
45,000,000 »	40,505,067 16	4,456,932 84	5,000,000 »	»	
47,790,000 »	47,785,551 25	6,448 75	»	7,790,000 »	
»	»	»	10,000 »	»	
1,250,000 »	1,250,540 80	19,659 20	»	850,000 »	
2,057,767 11	2,057,767 11	»	»	1,167,767 11	
504,274,550 05	299,811,509 24	4,463,040 70	5,010,000 »	19,784,550 05	
1,064,473,295 82	710,084,827 80	384,418,766 02	14,832,941 78	82,973,735 60	

Compte des recettes probables de l'exercice

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.	1,026,550,500 »
PÉAGES.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Rivières et canaux.	2,000,000 »
Part revenant à l'État dans le produit net des quais de l'Escaut, à Anvers	600,000 »
Avant-port d'Ostende et bassin à flot de Nieuport. Droits de quais et de bassin	20,000 »
Part revenant à l'État dans le produit net de l'avant-port de Gand	500,000 »
CHEMINS DE FER, POSTES, ETC.	
Chemins de fer.	600,000,000 »
Télégraphes et téléphones.	54,715,200 »
Postes	58,876,920 »
Produit du service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres	4,000,000 »
— du passage d'eau d'Anvers à la Tête-de-Flandre	400,000 »
— du service des transports par eaux intérieures	29,660,000 »
TOTAUX. fr.	710,772,120 »
CAPITAUX ET REVENUS.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Domaines (valeurs capitales)	15,000,000 »
Forêts.	400,000 »
Dépendances du chemin de fer	1,000,000 »
Établissements et services régis par l'État	40,000 »
Produits divers et accidentels	2,470,000 »
Revenus des domaines	2,100,000 »
CHEMINS DE FER, POSTES, ETC.	
Abonnements au <i>Moniteur</i> , etc., perçus par l'administration des postes.	200,000 »
Produit de la vente des permis de pêche	220,000 »
PRISONS.	
Produits divers des prisons.	500,000 »
TRÉSORERIE GÉNÉRALE, ETC.	
Produits de l'emploi des fonds de cautionnements et de consignations	2,550,000 »
— des droits de chancellerie	10,800 »
— des actes des commissariats maritimes.	225,000 »
— des droits de pilotage	4,500,000 »
— des droits d'écluse	500 »
— de la régie du <i>Moniteur</i> (arrêté royal du 21 juin 1868).	500,000 »
— des établissements de bienfaisance de l'État	100,000 »
— des laboratoires d'analyses de l'État	140,000 »
Part réservée à l'État, par la loi du 26 mars 1900, dans les bénéfices annuels réalisés par la Banque Nationale de Belgique	5,000,000 »
Bonification d'un quart pour cent, par semestre, sur l'excédent de la circulation moyenne au delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Nationale de Belgique. (Loi du 26 mars 1900, art. 2, 3 ^e alinéa.)	22,000,000 »
Produit du placement des fonds disponibles du Trésor	»
Dividende des actions de la Compagnie du chemin de fer du Congo	»
Intérêts et dividendes des actions de la Société Nationale des chemins de fer vicinaux	5,500,000 »
Produit de la redevance à payer par les provinces dispensées de pourvoir au casernement de la gendarmerie	181,000 »
Intérêts d'obligations de sociétés d'armement maritime	566,285 »
TOTAUX. fr.	60,805,585 »
A REPORTER fr.	1,797,006,005 »

1920, arrêté au 1^{er} janvier 1921.

RECETTES PROBABILES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1920.	RESTES A RECueillir au 1 ^{er} janvier 1921.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes probables.		Observations.
			EXCÉDENTS des ÉVALUATIONS.	EXCÉDENTS des RECETTES PROBABILES.	
1,094,473,293 82	710,034,327 80	384,418,766 02	14,852,941 78	82,975,753 60	
2,000,000 »	1,911,889 96	88,110 04	»	»	
600,000 »	»	600,000 »	»	»	
20,000 »	18,490 50	1,509 50	»	»	
500,000 »	»	500,000 »	»	»	
858,700,000 »	840,500,000 »	12,400,000 »	»	238,700,000 »	
56,928,720 12	54,423,152 04	2,505,568 08	»	2,215,320 12	
59,570,740 68	58,640,876 59	929,864 26	»	695,820 65	
7,700,000 »	7,700,000 »	»	»	3,700,000 »	
533,439 80	533,439 80	»	»	153,439 89	
17,667,890 72	17,667,890 72	»	11,992,100 28	»	
964,242,814 58	947,217,759 50	17,025,071 88	11,992,100 28	265,462,800 66	
11,000,000 »	10,670,550 64	329,449 56	4,000,000 »	»	
1,730,000 »	1,728,347 63	21,652 55	»	1,350,000 »	
1,000,000 »	698,800 62	501,199 58	»	»	
43,000 »	43,710 75	1,289 25	»	5,000 »	
4,505,462 01	4,505,462 01	»	»	2,053,462 01	
3,300,000 »	3,183,475 74	116,526 26	»	1,200,000 »	
512,543 52	512,543 52	»	»	312,543 52	
526,499 »	526,499 »	»	»	106,499 »	
1,060,000 »	837,376 26	202,623 74	»	560,000 »	
2,921,762 15	2,921,762 15	»	»	571,762 15	
2,605,486 22	2,605,486 22	»	»	2,592,686 22	
162,503 25	162,503 25	»	62,694 75	»	
5,006,838 46	5,006,838 46	»	593,161 54	»	
»	»	»	300 »	»	
1,500,042 87	1,097,112 83	202,930 02	»	800,042 87	
494,198 68	75,653 45	420,545 23	»	394,198 68	
212,547 50	147,189 40	65,058 10	»	72,547 50	
15,064,967 47	4,983,312 »	8,079,653 47	»	8,064,967 47	
23,315,987 24	24,805,613 12	508,374 12	»	3,315,987 24	
»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	
2,874,168 11	2,874,168 11	»	625,831 89	»	
239,274 50	46,501 40	212,772 90	»	78,274 50	
118,623 »	»	118,623 »	247,662 »	»	
76,731,703 58	66,150,896 40	10,380,809 18	5,529,030 18	21,457,970 76	
2,133,447,810 78	1,723,425,165 70	412,024,047 08	32,534,701 24	369,896,507 02	

Compte des recettes probables de l'exercice

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.	1,797,906,003 »
REMBOURSEMENTS.	
CONTRIBUTIONS DIRECTES, DOUANES ET ACCISES.	
Frais de perception des centimes provinciaux et communaux.	8,000,000 »
Remboursement, par les communes, des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes . . .	100,000 »
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Reliquats de comptes arrêtés par la Cour des Comptes. — Déficit des comptes	20,000 »
Recouvrement d'avances faites par les divers départements	1,000,000 »
PRISONS.	
Abonnement des provinces pour réparations d'entretien des maisons d'arrêt et de justice; achat et entretien de leur mobilier	22,984 »
TRÉSORERIE GÉNÉRALE, ETC.	
Remboursement, par les provinces, des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes . . .	80,000 »
Recettes diverses et accidentelles.	4,000,000 »
Quote-part de la ville d'Ostende dans les frais de manœuvre des écluses des bassins de commerce	1,300 »
Prélèvement sur les fonds de la masse d'habillement de la douane, à titre de remboursement d'avances, des frais de personnel du bureau spécial chargé du service de la masse.	10,200 »
Recettes du chef d'ordonnances prescrites.	50,000 »
Part d'intervention de la Banque Nationale de Belgique dans les frais de trésorerie	230,000 »
Remboursement par la province de Brabant et divers de menues dépenses concernant le palais de justice de Bruxelles.	51,880 »
Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux. (Loi du 16 mai 1876.)	3,751,800 »
Recouvrement des frais d'entretien et d'éducation des enfants internés dans les établissements de l'État ou placés chez des particuliers ou dans des établissements publics ou privés.	230,000 »
Annuité à payer jusqu'en 1939 par la compagnie des chemins de fer de l'Est Français du chef de la reprise par elle de la section de Vireux à la frontière belge de l'ancien réseau Grand Central belge	20,000 »
Versement à effectuer par la Chine en amortissement de la quote-part d'indemnité attribuée aux sociétés et particuliers belges à la suite des troubles de 1900	1,700,000 »
TOTAUX fr.	21,207,924 »
TOTAUX DES RESSOURCES ORDINAIRES. fr.	
	1,819,113,929 »
DEUXIÈME SECTION. — RECETTES EXCEPTIONNELLES.	
Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.	300,000,000 »
Id. sur les bénéfices exceptionnels	»
Produit du butin de guerre	80,000,000 »
Produit de la vente du matériel et des stocks de l'armée	20,000,000 »
Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation	98,000,000 »
Recettes du chef de passeports	250,000 »
TOTAUX fr.	498,230,000 »
A REPORTER fr.	2,314,343,929 »

1920, arrêté au 1^{er} janvier 1921.

RECETTES PROBABLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1920.	RESTES A RECOURIR au 1 ^{er} janvier 1921.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes probables.		Observations.
			EXCÉDENTS des ÉVALUATIONS.	EXCÉDENTS des RECETTES PROBABLES.	
2,135,447,810 78	1,725,425,105 70	412,024,647 08	32,354,701 24	569,806,507 02	
15,000,000 »	5,640,491 17	9,359,508 85	»	7,000,000 »	
1,220,018 11	1,220,018 11	»	»	1,120,018 11	
65,000 »	60,014 09	4,985 91	»	45,000 »	
1,550,000 »	1,502,800 66	47,199 54	»	550,000 »	
22,984 »	19,984 »	3,000 »	»	»	
1,470,088 40	1,470,088 40	»	»	1,410,088 40	
54,176,052 55	54,176,052 55	»	»	50,176,052 55	
»	»	»	1,560 »	»	
»	»	»	10,200 »	»	
»	»	»	50,000 »	»	
250,000 »	250,000 »	»	»	»	
51,580 »	50,426 25	1,153 75	»	»	
6,147,838 30	6,147,838 30	»	»	416,038 50	
154,175 28	80,598 45	75,574 85	95,826 72	»	
»	»	»	20,000 »	»	
»	»	»	1,700,000 »	»	
79,876,754 64	70,587,511 96	9,489,422 68	1,857,586 72	60,526,197 56	
2,215,524,545 42	1,795,810,475 66	421,514,069 76	54,212,087 96	450,422,704 58	
500,000,000 »	62,628,552 76	237,371,667 24	»	»	
8,920 »	8,920 »	»	»	8,020 »	
80,000,000 »	85,477,540 84	522,459 16	»	6,000,000 »	
26,000,000 »	25,525,616 97	474,385 03	»	6,000,000 »	
»	»	»	95,000,000 »	»	
»	»	»	250,000 »	»	
412,008,920 » ⁽¹⁾	175,610,410 57	258,568,509 45	95,250,000 »	12,008,920 »	
2,027,555,465 42	1,067,450,886 25	659,882,579 10	129,442,087 96	442,431,624 58	

(1) Les recouvrements effectués sur ces recettes ne s'élevaient, à la date du 1^{er} janvier 1921, qu'à fr. 173,610,410 57.

Compte des recettes probables de l'exercice

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.		2,514,545,929 »
TROISIÈME SECTION. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.		
—		
Produit de l'aliénation extraordinaire d'immeubles		1,500,000 »
Produit de la vente de la partie disponible d'un immeuble domanial à Chanay (France)		200,000 »
Prix de vente de terrains disponibles par suite du démantèlement de places fortes		50,000 »
Reconstitution agricole et industrielle. — Vente d'objets et d'animaux de toute nature achetés par l'État ou récupérés en Allemagne, de produits de l'exploitation de terrains, d'engrais, de semences, de biens-fonds remis en valeur, etc		20,000,000 »
Produit de la vente d'articles de ravitaillement		1,530,000,000 »
Office des régions dévastées.	Produit d'exploitation du matériel des transports	23,000,000 »
	Produit de l'exploitation des installations d'éclairage et de force motrice	1,000,000 »
	Vente aux administrations communales d'installations d'eau potable, d'éclairage, etc. (amélioration aux installations détruites par la guerre).	5,000,000 »
	Vente de terrains et de bâtiments par suite de relotissements	40,000,000 »
	Remboursement d'avances faites à des communes et à des particuliers pour la reconstruction et la réparation d'immeubles publics ou privés, en liquidation d'indemnités pour dommages de guerre.	500,000 »
Droits d'inscription et de recouvrement, perçus par l'Office belge de vérification et de compensation en conformité de l'arrêté royal du 5 janvier 1920.		750,000 »
Avances faites aux sinistrés en exécution de l'article 15, 3 ^e alinéa, de la loi du 10 mai 1919. Recouvrements d'intérêts et remboursement de capitaux		2,000 »
Remboursement au pair d'obligations de Société d'armement maritime		»
Produit de la négociation d'obligations de la dette publique à 3 p. c. (Arrêté royal du 27 février 1914. — Partie rattachée à 1920.)		»
Produit de l'emprunt de la Restauration Nationale à 5 p. c., autorisé par la loi du 16 mars 1919		»
Produit de la négociation d'obligations de la dette publique à 5 p. c. Restauration Nationale. (Arrêté royal du 16 septembre 1919. Partie rattachée à 1920)		»
Produit de l'emprunt 5 p. c. Intérieur à prime, autorisé par la loi du 27 janvier 1920		»
Produit de la négociation d'obligations de la dette publique 5 p. c., à prime. (Arrêté royal du 13 mars 1920. Partie rattachée à 1920)		»
Produit de l'emprunt de 50,000,000 de dollars, à 7 1/2 p. c., aux États-Unis d'Amérique, autorisé par la loi du 16 mars 1919		»
Fonds d'amortissement demeurés sans emploi		»
TOTAUX DES RECETTES EXTRAORDINAIRES fr.		1,453,002,000 »
TOTAUX GÉNÉRAUX fr.		5,767,545,929 »

1920, arrêté au 1^{er} janvier 1921.

RECETTES PROBABILES.	RECOUVREMENTS effectués au 31 décembre 1920.	RESTES A RECOURIR au 1 ^{er} janvier 1921.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes probables.		Observations.
			EXCÉDENTS des ÉVALUATIONS.	EXCÉDENTS des RECETTES PROBABLES.	
2,627,533,464 42	1,967,450,886 23	659,882,579 19	129,442 087 90	442,451,624 58	
1,760,000 »	1,754,527 50	5,472 60	»	280,000 »	
200,000 »	»	200,000 »	»	»	
2,000 »	1,164 58	855 42	48,000 »	»	
48,500,000 »	48,226,516 58	75,483 62	»	28,500,000 »	
926,776,312 01	(1) 926,776,312 01	»	452,225,687 90	»	(1) Y compris 16,674,688 67 (Taxe de compensation sur les sucres.)
2,384,503 82	2,314,503 82	»	69,115,606 18	»	
268,981 70	268,981 70	»	481,818 50	»	
»	»	»	2,000 »	»	
255,500 »	»	255,500 »	»	255,500 »	
900,000 »	900,000 »	»	»	900,000 »	
50,563,754 27	50,563,754 27	»	»	50,563,754 27	
15,541,597 89	15,541,597 89	»	»	15,541,597 89	
2,556,010,638 44	2,556,010,638 44	»	»	2,556,010,638 44	
900,000 »	900,000 »	»	»	900,000 »	
402,587,099 77	402,577,099 77	»	»	402,587,099 77	
»	»	»	»	»	
3,784,120,187 90	3,785,604,800 26	515,201 64	501,870,402 47	2,852,088,500 37	
6,411,453,653 32	5,751,058,782 49	660,597,870 83	651,312,400 43	5,275,420,214 75	

ANNEXE IV.

Réponse de M. le Ministre des Finances à une question concernant
l'inscription au Budget de 1921 de la Priorité de deux milliards
de marks or.

Bruxelles, le 23 mars 1921.

*Monsieur Houtart, Membre de la Chambre des Représentants,
Rapporteur général du Budget, Tournai.*

MONSIEUR LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL,

Comme suite à votre lettre du 11 mars, j'ai l'honneur de vous faire savoir que si le Gouvernement belge n'a pas fait porter en recette pour l'exercice 1921 le montant des 2 1/2 milliards de francs or que la Belgique doit prélever, au 1^{er} mai 1921, sur le premier versement effectué par l'Allemagne, en vertu du Traité de Versailles, c'est parce qu'il été, à mon sens, imprudent de prévoir que ce versement serait effectivement et totalement effectué dans le courant de la présente année.

Comme vous le savez, l'accord du 16 juin 1919, accordant à la Belgique la priorité dont il s'agit, ne lui permet de l'exercer qu'après les priorités fixées par l'article 35 du Traité de Versailles pour le coût des armées d'occupation et pour les produits alimentaires et matières premières nécessaires à l'Allemagne. Or, les versements faits par l'Allemagne à ce jour, sont absorbés pour la plus grande partie, sinon pour la totalité, par le coût des armées d'occupation alliées.

Il est certain que si l'Allemagne acceptait la fixation de sa dette telle qu'elle résulte du récent accord de Paris, où telle qu'elle résulterait d'accords analogues et manifestait, de façon efficace, sa volonté de payer cette dette, la Belgique pourrait escompter recevoir, à assez bref délai, ce qui lui reste dû sur ses priorités. Mais, dans les circonstances actuelles, nous avons cru prudent de ne pas escompter ces manifestations de bonne volonté et avons mieux aimé nous baser sur les livraisons effectuées jusqu'à ce jour et normalement en cours, qu'escompter le paiement de la priorité.

2° Le montant des sommes ou plus exactement des livraisons reçues à ce jour par la Belgique, de l'Allemagne, s'élève à fr. 1,832,921,693.67, conformément au tableau ci-joint. Il y a lieu d'en déduire fr. 304,582,192.50 comme montant au 31 décembre 1920 du coût des armées d'occupation, non couvert par des remises de marks-papier ou les réquisitions opérées en territoire rhénan en vertu de l'arrangement annexé au Traité de Versailles. C'est la différence entre ces deux sommes, soit fr. 1,528,339,503.17 qui forme le montant des paiements effectués par l'Allemagne en compte réparations.

3° La part de la Belgique dans l'indemnité totale à recevoir de l'Allemagne a été définitivement fixée à 8 %, en vertu de l'accord de Spa du 16 juillet 1920.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Rapporteur général, l'assurance de ma considération très distinguée.

THEUNIS.

ANNEXE V

**Tableau récapitulatif des fournitures faites par l'Allemagne
(en vertu des clauses du Traité de Paix de Versailles) au 31 janvier 1921.**

1. — *Charbon.*

	Tonnes.	Francs.	Francs.
Fer : coke. . . .	368,149.800	à 69 50	25,586,411 10
gaz	278,829.500	à 73 35	20,173,314 32
briquettes	177,490	» à 50 »	8,874,500 »
domestique. . . .	12,356	» à 92 »	1,136,152 »
industriel :	17,970.500	à 83 80	1,505,927 90
Eau : coke. . . .	189,817.673	à 83 80	15,906,720 99
gaz	204,276.500	à 81 60	16,701,602 40
domestique. . . .	235,466.634	à 92 »	21,662,930 32
industriel	188,686.394	à 83 80	15,811,919 81
			127,360,078 84

2. — *Matières colorantes.*

1.311,080^{ks}040 pour une valeur de fr. 7,311,250 57

3. — *Bétail.*

	Francs.
Bovins . 67,661 pour un total de. . .	58,108,805 »
Chevanx . 5,978 id. . . .	18,009,000 »
Ovins . . 35,507 id. . . .	3,986,904 »
Caprins . 8,285 id. . . .	492,780 »
Volailles . 34,970 id. . . .	349,700 »
	80,947,189 »

A REPORTER. fr.

»

REPORT. . . . fr. »

4. — *Université de Louvain.*

	Marks.	
3 envois : valeur 1914.	65,000 »	
	77,000 »	
	70,000 »	
TOTAL . . .	212,000 »	265,000 »

5. — *Semences sélectionnées.*

300 tonnes à 25,867 marks or les 100 kilos (le mark or
à fr. 3.16) fr. 245,320 »

6. — *Produits pharmaceutiques.*

Pour une valeur de fr. 427,092,45 »

7. — *Matériel agricole.*

En vertu annexe IV fr. 2,102,506,80

8. — *Matériel agricole.*

En vertu conventions d'armistice fr. 6,932,781 »

9. — *Matériel roulant.*

En vertu conventions d'armistice fr. 1,607,330,575 »

TOTAL. . . fr. 1,832,921,693.67

A la date du 28 février, le total s'élevait à . . . fr. 1,863,741,054.48

ANNEXE VI.

Lettre de M. le Ministre des Affaires économiques touchant le montant probable des indemnités pour dommages de guerre.

Monsieur le Premier Ministre à Bruxelles.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

En réponse à votre dépêche du 26 janvier dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il est impossible de déterminer, d'une manière exacte, le montant global des sommes réclamées par les sinistrés.

Les Commissaires principaux chargés par la loi du 20 avril 1920 de recevoir les demandes en réparation, se sont efforcés avant tout et conformément aux instructions données par mon prédécesseur, d'obtenir un classement rapide; ils se sont bornés à porter dans leurs registres les mentions relatives à l'identité des demandeurs et au genre de dommages (biens ou personnes). Exiger d'eux l'indication de la valeur 1914 réclamée pour les dommages aux biens, distrairait pour une part considérable leur activité et celle de leur personnel de la solution des affaires, dont l'urgence n'est pas à démontrer. Ils devraient, en effet, non seulement procéder à des additions dans chaque dossier, mais encore y rechercher les chiffres correspondant à la valeur 1914; celle-ci, en de très nombreux cas, n'étant pas indiquée ou l'étant d'une manière très peu claire. J'estime, Monsieur le Premier Ministre, que sauf le cas de nécessité absolue, ce travail ne doit pas être entrepris.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, les demandes déposées ne renferment que l'exposé des faits qui donnent lieu ou pourraient donner lieu à réparation; le montant de celle-ci ne peut être connu qu'après l'instruction de l'affaire.

Des éléments pourraient être tirés de l'établissement de moyennes, mais ces moyennes me semblent fort aléatoires.

En ce qui concerne les dommages aux biens, 25,552 jugements définitifs et 11,497 transactions sont intervenus pour un chiffre total de fr. 398,772,622.89 (statistique au 31 janvier 1921) ce qui donne un chiffre moyen de 10,760 francs.

Multipliant ce chiffre par le nombre de demandes déposées, soit 1,180,768 (chiffre présumé mais se rapprochant très fort de la réalité, le chiffre exact étant connu pour 23 arrondissements), on obtient une somme totale de 12 milliards 705,063,680 francs. Je fais toute réserve sur ce mode de calculer, les bases utilisées ne devant pas, semble-t-il, correspondre à la réalité, notamment par le fait que les gros établissements industriels n'ont pas encore obtenu de jugement définitif et que le nombre des jugements rendus dans les régions dévastées n'est pas en rapport avec le nombre des demandes déposées.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, le chiffre des jugements rendus, soit 53,721 pour un total de 60,729,658 francs, ne donne aucune indication utile; ce chiffre ne tient compte, en effet, que des sommes que l'État est actuellement contraint de payer, sans considérer le montant des pensions à payer dans l'avenir. Ici encore un travail considérable permettrait de faire une ventilation, mais étant donné le caractère aléatoire de ce genre de calculs, je me demande s'il en vaut bien la peine.

Le Ministre des Affaires Économiques,

A. VAN DE VYVERE.

P. S. — Je vous donne en annexe la statistique, par arrondissement, du nombre de demandes introduites.

ÉTAT

indiquant le nombre de demandes en réparation introduites devant
les différents tribunaux des dommages de guerre à la date du
31 décembre 1920.

Désignation du tribunal.	Dommages aux biens.	Dommages aux personnes.
Anvers	34,801	6,808
Malines	31,856	2,610
Turnhout.	10,807	1,239
Bruxelles.	122,061	6,500
Louvain	35,138	5,869
Nivelles	18,830	6,402
Charleroi.	59,129	9,433
Mons	40,000 (Chiffre présumé)	12,000 (Présumé)
Tournai	48,000	25,000
Audenarde	35,000 (Chiffre présumé)	9,825
Gand	85,305	25,325
Termonde	70,000	25,000 (Présumé)
Bruges	68,500	10,350
Courtrai	143,000	40,000
Furnes	72,676	1,582
Ypres.	74,263	3,392
Liège	40,506	4,986
Huy	16,684	486
Verviers	26,915	2,122
Arlon.	18,442	8,852
Marche	20,723	1,737
Neufchâteau	13,777	1,650
Dinant	34,029	5,078
Namur	34,718	7,677
Hasselt	12,797	2,724
Tongres	12,811	1,218
TOTAUX.	<u>1,180,768</u>	<u>227,865</u>

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MEI 1921.

Wetsontwerp houdende de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en der Uitgaven voor het dienstjaar 1921, alsmede onderscheidene bepalingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE ~~BEGROOTING~~ VOOR DE BEGROOTING ⁽²⁾
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **HOUTART**.

MIJNE HEEREN,

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de begrooting voor 1921, heeft in de eerste plaats tot plicht, de aandacht der Kamer te vestigen op den hoogst bedenkelijken toestand van onze financiën. De uitgaven nemen steeds toe; de ontvangsten blijven ontoereikend, zonder dat men, ingevolge den economischen toestand van het land, ze kunne vermeerderen zooals het behooren zou; de vergoeding, welke het Verdrag van Versailles ons heeft toegekend, wordt niet uitbetaald. Onder den invloed van buitengewone omstandigheden, ook ten gevolge van de talrijke diensten waarmee de Staat zich belast, is het vraagstuk van de begrooting hoogst ingewikkeld geworden. De gewone uitgaven, die den normalen gang der zaken betreffen, maken het geringste deel daarvan uit. Ontzaglijke sommen zijn belegd in het spoorwegbedrijf en in den bevoorradingsdienst; andere zijn noodig voor het oorlogsmaterieel, de groote openbare werken, het voltrekken van het net en van het spoorwegmaterieel; andere zijn het voor de herstellingswerken; en zóó — dat is het gevolg van de vereenigde tekorten — neemt 's lands schuld in zoodanige mate toe, dat zij een bestendige oorzaak van storing wordt voor den algemeenen financieelen toestand van het land.

(1) Wetsontwerp, n° 101.

(2) Samenstelling van de *Commissie* :

(a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Eezuiningen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

Gewone uitgaven.

Laten wij vooreerst den aangroei der uitgaven vaststellen, niet alleen sedert 1914, doch sedert 1919, in al de takken van het openbaar bestuur, waarop de tabellen van de gewone uitgaven betrekking hebben, afgezien van het departement der spoorwegen en van dienst der openbare schuld.

	1914	1919	1920	1921	Coëfficiënt van ver- hooging in vergelijking met 1914
Dotatiën	5,624,579	6,215,000	8,583,233	11,299,172	2
Justitie	32,286,800	44,282,800	74,201,000	104,010,300	3.2
Buitenlandsche Zaken . . .	5,118,291	9,475,192	15,938,072	18,645,360	3.6
Binnenlandsche Zaken . . .	8,249,660	13,819,370	18,075,675	19,730,823 16,116,500 (*)	2.3
Wetenschappen en Kunsten . .	46,793,948	83,833,015	155,438,285	264,960,735	5.6
Landbouw	12,883,424	15,083,315	21,716,680	24,449,708	1.9
Openbare Werken	22,256,000	50,340,000	74,632,900	96,829,300	4.3
Nijverheid en Arbeid . . .	26,897,600	41,143,700	80,148,500	130,589,300	5.6
Koloniën	1,442,925	1,530,304	4,716,250	4,716,250	3.2
Landsverdediging	89,912,225	94,270,260 (*)	608,420,495	558,666,265	6.2
Gendarmerie	11,267,230	„	48,811,700	55,604,000	4.9
Financiën	26,544,050	30,846,300	62,539,075	133,707,025	5
Economische Zaken	„	20,951,750	26,771,100	3,818,350	„
Onwaarden en Terugbetalin- gen	2,821,000	23,616,000	26,201,000	26,402,000	9.3
	292,295,732	535,407,006	1,227,195,365	1,489,446,078	5.1

(*) Deze som vertegenwoordigt het geheel bedrag der credieten bestemd voor de werken tot kinderbescherming, die onlangs tot het gebied van het Departement van Binnenlandsche Zaken zijn overgegaan.

(*) Eens voor al bepaald cijfer voor het deel van de militaire uitgaven overeenstemmende met de kosten van het leger op voet van vrede.

Neemt men dus de uitgaven van den Staat voor zijne geheele werking in overweging, dan blijkt dat zij, in vergelijking met de cijfers van 1914, meer dan *verviervoudigd* zijn; sedert twee jaar, meer dan *verdubbeld*, afgezien van de begrooting van Landsverdediging, welke, in 1919, door den staat van oorlog beïnvloed werd.

Overigens, de begrooting voor 1920 was nog niet goedgekeurd, toen men reeds eene verhooging voorzag van 120 tot 150 miljoen op de credieten, voor den gewonen dienst uitgetrokken ⁽¹⁾; en nu bereikt de vermeerdering 262 miljoen.

De Middenafdeeling achtte zich verplicht over te gaan tot een nauwkeurig onderzoek, artikelsgewijs, van de tabellen der uitgaven voor al de departementen; zijne verslaggevers zullen u kennis geven van de ingebrachte aanmerkingen en van de ingewonnen inlichtingen in den loop van dit onderzoek. Doch, wanneer zij trachtte de mogelijke bezuinigingen op te sporen, moest zij komen te staan — zooals de Minister van Financiën het aanmerkte bij het indienen van de begrooting — tegenover de financiële gevolgen van wetten en besluiten, waarbij de jaarwedden der ambtenaren verhoogd of nieuwe uitgaven aan den Staat opgelegd werden.

Nu steeds hogere bedragen op de begrooting worden uitgetrokken, dient men de voornaamste wetsbepalingen of andere, waarvan de aangroei dier uitgaven het gevolg is, in herinnering te brengen; zooveel mogelijk zullen wij, voor elken dier maatregelen, door cijfers bepalen tot welke financiële gevolgen zij aanleiding geven.

Wet van 7 Augustus 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten	fr. 2,300,000
Wetten van 12 Maart 1919 en 31 Juli 1920 betreffende de verhooging van de wedde der leden van de rechterlijke orde.	20,000,000
Wet van 16 Juni 1919 op de gerechtskosten in strafzaken	4,500,000
Wet van 25 Augustus 1919 op de frontchevrons	4,500,000
Wet van 5 September 1919 tot instelling van het Nationaal Werk voor kinderbescherming	16,116,500
Wet van 13 Juni 1920 op de pensioenen	37,739,000
Wetten van 17 Juni 1919 en 20 Augustus 1920 betreffende de ouderdomspensioenen	110,000,000
Wet van 10 Augustus 1920 tot verhooging van de wedde der geestelijken	10,000,000
Wet van 14 Augustus 1920 op de wedde der onderwijzers	182,000,000
Wetten van 23 November 1919 en 25 Augustus 1920 op de militaire pensioenen	?
Beslissing van de Kamer der Volksvertegenwoordigers tot verhooging van de vergoeding der Kamerleden	1,288,000

(1) Vergadering van 18 Juni 1920. *Handel.*, bl. 1611.

Verhooging van den wedderooster der burgerlijke beambten van den Staat	?
Verhooging van de wedden der officieren en onderofficieren van het leger en van de gendarmerie, alsmede van de soldij der soldaten en gendarmen	?
Duurtebijslag	193,664,289(!)
Huishuurvergoeding en gezinsvergoeding	?
Verhooging, in al de departementen, van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten	?

De uitgaven, door die onderscheidene maatregelen veroorzaakt, zijn, over 't algemeen, van een zoodanig bestendigen aard dat het volstrekt onmogelijk is ze in te krimpen. Alleen de vergoedingen wegens duurtebijslag zullen kunnen verminderd worden naarmate de indexcijfers zullen dalen; het reglement, dat die vaststelt, is bij dit verslag gevoegd (Bijlage I). Om den tijdelijken aard der credieten betreffende die vergoedingen te bevestigen, stellen wij u voor, ze op te nemen in de begrooting van de buitengewone uitgaven.

Ten aanzien van de vastheid der cijfers, moet de Begrooting van Landsverdediging afzonderlijk beschouwd worden. Zij wordt door tijdelijke omstandigheden beïnvloed, zoodat men kan voorzien dat sommige credieten veel lager zullen kunnen zijn: het zijn, enerzijds, de gelijktijdige oproeping van twee militie-klassen, welke een eind nemen zal in 1924, en, anderzijds, de gevolgen van den economischen toestand over het voeden en kleden der troepen, alsmede op de onderscheidene diensten die tot het onderhoud van het leger meewerken.

Uit het onderzoek van de cijfers der Gewone Begrooting moet men besluiten dat de huidige bedragen der jaarwedden voortaan niet meer zullen mogen overschreden worden, behalve voor sommige bijzondere gevallen. Het is zelfs, op verre na, niet bewezen dat de belastingkracht der Natie toereikend is om de daardoor veroorzaakte lasten te bestrijden. Overigens, de verhooging van het openbaar crediet en van de koopkracht der munt zouden veel doelmatiger zijn dan de voortdurende wijzigingen in den wedderooster. Kan de Staat meer papieren geld geven aan zijne beambten, dan is hij onmachtig om te beletten dat de waarde van dit papieren geld vermindert naarmate het meer verspreid wordt. De Kamer moet de Regeering helpen om die elementaire waarheden toe te passen.

Verminderingen zullen u voorgesteld worden op verscheidene credieten betreffende het bestuursmaterieel. Het is onaannemelijk dat die credieten over 't algemeen verhoogd worden, wanneer nu een afslag in de prijzen voorkomt.

Zooals in andere Parlementen werd gedaan, dienen de uitgaven, veroorzaakt door de autorijtuigen ter beschikking gesteld van de Ministers en van de Hoofdbesturen, te worden verminderd.

(1) Het Departement van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen is in dit cijfer begrepen voor 119,664,289.

Waarom zou men, in de wijze van betaling der wedden, de oude sleur blijven volgen, terwijl, met het stelsel der postchecks, geld en tijd worden gespaard, vervoer en behandeling van fondsen worden afgeschaft?

De Middenafdeeling verzet zich tegen elke overschrijding van crediet, wanneer deze niet gerechtvaardigd wordt door uitzonderlijke omstandigheden en door dringende redenen van noodzakelijkheid. Het geldt hier een hoofdbeginsel, waarvan de minste miskenning inbreuk maakt op het parlementaire stelsel. Moest het toekennen van aanvullende credieten algemeen worden, dan zou de goedkeuring van de begrooting hare grondwettelijke beteekenis verliezen, die bestaat in het vaststellen van juiste en strenge grenzen voor 's Rijks uitgaven. Het moet wel verstaan zijn, dat de voorstellen van aanvullende credieten niet worden aangenomen dan voor weinig aanzienlijke cijfers en overeenkomstig de voorschriften der wet op het rekenplichtig beheer. Moet een crediet overschreden worden, dan moet ook de aanvraag tot toekenning te gelegener tijd worden ingediend, opdat het Parlement niet tegenover een voldongen feit kome te staan. Inzonderheid behoudt de Middenafdeeling zich het recht voor, tijdens de behandeling der onderscheidene begrootingen, de vermeerdering van beambten te betwisten, die, bij Koninklijk besluit benoemd, met vaste wedde in de kaders werden opgenomen.

De Staatsbedrijven.

Het Departement van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, alsmede de dienst van de Bevoorrading moeten het voorwerp van eene afzonderlijke studie uitmaken. Immers, de begrippen, die de bestuursdiensten beheerschen, kunnen niet van toepassing komen op handelsondernemingen. Het feit, dat de Staat beheerder is, kan den aard van deze ondernemingen niet wijzigen, noch de bezwaren weren, welke konden voortspruiten uit het feit, dat de regels, eigen aan deze ondernemingen, werden uit het oog verloren.

Op de Internationale Financieele Conferentie, te Brussel in September-October 1920 gehouden, werd aanbevolen, « zoodra mogelijk af te zien van al de maatregelen welke in strijd zijn met de economische wetten, een zuiver kunstmatige uitwerking hebben en voor het volk den werkelijken economischen toestand verbergen.

» Onder deze maatregelen dienen te worden vermeld :

» a) De kunstmatige prijsvermindering van het brood en van de andere voedingswaren, vermindering die bekomen werd door het vaststellen van een verkoopprijs lager staande dan de aankoopprijs.

» b) Het handhaven der tarieven van spoorweg, posterijen en andere Staatsdiensten, op een bedrag dat onvoldoende is om de kosten dezer diensten te dekken, met inbegrip van de geldelijke lasten welke op hen drukken. »

Ofschoon men moet rekening houden met den noodzakelijken overgang, dient men niettemin de ramingen der ontvangsten en uitgaven van het Departement van Spoorwegen en van den Dienst der Bevoorrading te onderzoeken bij

het licht van deze beginselen. Uit dien hoofde mogen zij niet worden gemengd met de algemeene ontvangsten en uitgaven van den Staat; zij moeten integendeel daarvan worden gesplitst en, gezien hunne belangrijkheid, het voorwerp uitmaken van bijzondere begrotingen. Herhaaldelijk werd deze wensch tijdens onze financieele behandelingen uitgedrukt. Ten einde dien wensch te verwezenlijken, heeft de Middenafdeeling afzonderlijke tabellen opgemaakt voor de ontvangsten en uitgaven van de Staatsbedrijven, tabellen die aan de Algemeene Begrooting zullen worden toegevoegd.

Wij laten aan de bijzondere verslaggevers de zorg over, deze groote vraagstukken omstandig te behandelen; wij bepalen ons bij enkele algemeene gegevens.

Voor het Departement van Spoorwegen zijn de ramingen van de ontvangsten en uitgaven de volgende :

Spoorwegen.

Uitgaven . fr.	1,058,358,908	Ontvangsten. . fr.	1,050,000,000
----------------	---------------	--------------------	---------------

Posterijen, Telegraaf en Telefoon.

Uitgaven. . fr.	196,535,837	Ontvangsten. . fr.	148,225,000 ⁽¹⁾
-----------------	-------------	--------------------	----------------------------

Zeewezen.

Uitgaven. . fr.	44,973,350	Ontvangsten. . fr.	8,575,000
-----------------	------------	--------------------	-----------

Vervoer op de binnenwateren.

Uitgaven. . fr.	33,665,873	Ontvangsten. . fr.	34,360,000
TE ZAMEN . fr.	1,333,533,968	TE ZAMEN . fr.	1,241,160,000

Deze gezamenlijke uitgaven, vermeerderd met zekere uitgaven, die aan elke de verschillende onderafdeelingen eigen zijn, bedragen 1 milliard 385 millioen. De ontvangsten, uitgetrokken op de Begrooting van 's Lands Middelen onder den naam van Weggelden, met de sommen afgenomen tot stijving van het gemeente fonds en verscheidene inkomsten van het Zeewezen, vormen ten andere een bedrag van 1 milliard 245 millioen.

Voegt men bij het tekort dat deze cijfers aanwijzen, namelijk 140 millioen, de financieele lasten en de pensioenen die op de bedrijven wegen en die men kan ramen op omtrent 164 millioen, dan komt men tot een tekort van 300 millioen.

De lasten van dit departement zijn in één jaar geklommen met 350 millioen, namelijk met 119 millioen voor duurtetoeslagen. Gelukkig hebben de ramingen van de ontvangsten, gegrond op de uitkomsten van 1920 (964 millioen) en op de verhoogingen van tarieven, deze ongehoorde stijging van de uitgaven van dichtbij gevolgd.

Het dienstjaar, dat aanvangt, schijnt eene vermindering van de bedrijfskosten te zullen medebrengen, als gevolg van den lageren prijs der steenkolen; anderzijds

(1) Van het bedrag dezer ontvangsten wordt een som van 37,931,150 frank besteed aan het gemeentefonds.

echter heeft de nijverheids crisis het verkeer aanmerkelijk doen slinken en maakt eene verlaging van sommige tarieven noodzakelijk.

Het tekort van de spoorwegen is een der vraagstukken, waarmee de economen en de politieke lichamen zich bezighouden sedert den oorlog. Voor een aanzienlijk deel is aan dit tekort de stijging der uitgaven in meest alle Staten te wijten.

Wat België betreft, kan men zich een denkbeeld vormen naar de volgende cijfers welke wij overnemen uit de voorloopige tabel der ontvangsten en uitgaven van den Staat, tabel welke, op aanvraag van de Middenafdeeling, werd opgemaakt voor de dienstjaren 1919 en 1920.

Jaar 1919.

Spoorwegen, Posterijen, Telegrafen, enz.

Gewone werkelijke uitgaven.	fr. 624,378,316 04 ⁽¹⁾
Ontvangsten (weggelden)	387,795,905 73 ⁽²⁾
Tekort.	fr. 236,582,410 28

Jaar 1920.

Vermoedelijke gewone uitgaven	fr. 1,251,738,905 67
Ontvangsten (weggelden)	964,242,811 38 ⁽³⁾
Tekort.	fr. 287,496,794 29

Voegen wij daaraan toe de financiële lasten welke wij *grosso modo* op 300 miljoen mogen schatten voor de twee dienstjaren, dan maakt dit te zamen zoo wat 800 miljoen, zijnde het ongunstig saldo van de winst- en verliesrekening van deze ondernemingen gedurende twee jaren.

Het werd gezegd en herhaald : de Staatsbegroting die, anderdeels, reeds zulke zware lasten draagt dat men twijfelen mag of de uitgaven en ontvangsten in evenwicht zullen komen, kan geen bijkomenden last dragen, voortspruitende uit een dienst welke, naar de meening van al de bevoegde lieden, zijne kosten kan dekken. Ontwerpen werden behandeld, programma's uiteengezet, doch de toestand verandert niet.

Intusschen is het hoog tijd, dat dit tekort verdwijne. Onverwijld moet het Parlement redding brengen in eene zaak die eene voortdurende oorzaak van

(1) In dit cijfer zijn begrepen de zoogenaamde « uitzonderlijke uitgaven door den oorlog veroorzaakt », welke schier geheel uit vergoedingen voor de levensduur bestaan.

(2) Om volkomen juist te zijn, zou aan dit cijfer eene som van ongeveer 13 miljoen moeten toegevoegd worden, som welke overeenkomt met het deel dat de Posterijen van hare opbrengst in het gemeentefonds hebben gestort.

(3) Zelfde opmerking voor eene som van ongeveer 25 miljoen.

ondergang is voor den Staat, ofwel door de bestaande wijze van beheer door eene andere te vervangen, ofwel door de gebreken en de geldverspilling weg te ruimen.

De kosten van de Bevoorrading zijn vermeld op de tabel der *buitengewone* uitgaven, ongetwijfeld omdat zij een actief als contramine hebben. Inderdaad, de ontvangsten wegens den verkoop van levensmiddelen en andere door den Staat verstrekte artikelen, staan als buitengewone uitgaven vermeld in de Tabel van 's Lands Middelen. Om zich rekenschap te geven van de geldelijke uitslagen der verrichtingen, moet men deze beide bestanddeelen met elkaar vergelijken.

De uitgaven zijn verdeeld als volgt :

Aankoop van granen	fr. 1,590,350,000
Id. van boter en melk	80,000,000
Id. van bevroren vleesch	251,500,000
Id. van kleedingstukken en schoeisel	29,800,000
	Fr. 1,951,650,000
Allerlei kosten	27,144,000
Te ZAMEN . . . fr.	1,978,794,000
Voorziene ontvangsten	1,663,524,000
Verlies . . . fr.	313,274,000 ⁽¹⁾

Op dit gebied leveren de ramingen bijna geen zekerheid op. De bevoorradingsdienst, die de grootste handelsonderneming van het land uitmaakt, is blootgesteld aan de risico's, welke het vereenigen van een ontzaglijken voorraad meebrengt, wanneer de prijzen dalen. Ongetwijfeld kan de Staat-handelaar zich een monopolie toekennen, waardoor hij aan die risico's ontsnapt; doch niet alleen wordt het belang van den verbruiker daardoor gekrenkt, ook zou dit middel krachteloos blijven tegenover een snelle en belangrijke daling.

De Middenafdeeling, gevolg gevende aan talrijke aanmerkingen die in de verscheidene afdeelingen werden gemaakt, is van oordeel dat een inventaris bij de begrooting der Bevoorrading zou moeten gevoegd worden : zoo niet, is het onmogelijk een oordeel te vellen over de financieele uitkomsten van dien dienst.

Neeemt men de voorloopige rekeningen voor 1919 en 1920 om hieromtrent ingelicht te worden, dan stelt men het volgende vast :

(1) Bijlage II van de Algemeene Begrooting. In de door ons genomen rangschikking zijn de bestuurskosten gescheiden van de sommen gebruikt voor de aankopen.

Dienstjaar 1919.

Werkelijke uitgaven	fr. 659,270,873 62	
	fr. 46,889,464 87	opgenomen in de rekening der buitengewone uitgaven van den Staat.
Ontvangsten	fr. 207,000,000	» gestort voor rekening van het Nationaal Comité (Bijlage I, nota).
TE ZAMEN	fr. 254,889,464 87	
Tekort.	fr. 404,381,408 75	

Dienstjaar 1920.

Vermoedelijke uitgaven	fr. 1,635,855,000	» ⁽¹⁾
Inkomsten	926,776,312 01	gestort op de rekening der buitengewone uitgaven ⁽²⁾ .
Tekort.	fr. 709,078,687 99	

Maar het totaal dezer beide getallen is slechts een tekort van de Schatkist. Om, na afloop dezer beide dienstjaren, de werkelijke balans van de winst- en verliesrekening van den Bevoorradingsdienst te kennen, moet men op het crediet de waarde brengen van de voorraden en den eigenlijken kasvoorraad van den dienst, die verscheidene honderden millioenen bedragen en die alleen door een inventaris kunnen worden vastgesteld.

In een nauwkeurige berekening dienden overigens de lasten voor te komen, voortspruitende uit de leeningen, en het mogelijk verlies wegens valuta.

De bevoorrading door den Staat, die ongetwijfeld noodzakelijk was in oorlogstijd en in de eerste tijden daarop volgende, is eene *tijdelijke* instelling, die zoodra mogelijk dient te worden afgeschaft. In algemeen economisch opzicht moet men den invloed van dien factor duchten voor het vervalschen van den toestand; in financieel opzicht spruiten er verwickelingen en risico's uit voort, die men niet gauw genoeg kan uit den weg ruimen; op het stuk van begrooting is het een nieuwe last die het tekort verzwaart.

De gedachtenwisselingen, die over dit ontwerp gevoerd werden tusschen de leden van de Middenafdeeling en den heer Minister van Bevoorrading, hebben bewezen dat men het in beginsel eens was. De verschillen van meening hebben enkel betrekking op de te volgen methode om van het tegenwoordige stelsel over te gaan tot de vrijheid van den handel, en ook op den vereischten termijn.

Het Departement van Nijverheid vermeldt als buitengewone uitgaven verschillende credieten, aan werken van onderstand besteed en een totaal van 35 millioen

(1) Over de werkelijke uitgave ondervraagd, hield het Departement zich bij de cijfers van de begrooting.

(2) Daarin zijn begrepen 69,000,000 frank, in de Schatkist gestort voor rekening van het Nationaal Comité en die betrekking hebben op het dienstjaar 1919.

bedragende; men ziet niet goed den *buitengewonen* aard van die uitgaven, noch hoe men het beroep zou billijken op de leening om dezelve te dekken. Het zijn veeleer *uitzonderlijke* uitgaven, die elk jaar voorkomen zonder dat zij door eene bepaalde beslissing werden bekrachtigd.

De Staatsschuld.

Zij is de zwaarste last van de begrooting.

Zij komt voor op de gewone begrooting voor 927 miljoen jaarlijksche kosten, waarvan 803 miljoen voor den dienst der eigenlijke schuld en 123 miljoen voor de pensioenen en verschillende lasten.

Maar dit is slechts een deel van de financieele verbintenissen van den Staat.

Op de begrooting van de buitengewone uitgaven is een jaarlijksche last aange-rekend van 160 miljoen voor den interest der Geldbons en de vergoeding aan de Nationale Bank verschuldigd. Op het stuk van boekhouding, wordt deze post gebillijkt door het feit, dat de Geldbons en de Schuld van den Staat jegens de Nationale Bank als tegenhanger hebben een kapitaal van meer dan 6 milliard Deutsche marken al pari berekend. Maar de last is daarom niettemin *jaarlijksch en bestendig* en vindt geen vergelding in de opbrengst der marken.

Anderzijds, bij het eerste hoofdstuk der uitgaven, die krachtens de vredesverdragen terugbetaalbaar zijn, komen credieten voor wegens interesten en pensioenen, die te zamen 446 miljoen bedragen. Deze schuld valt ongetwijfeld, krachtens het verdrag van Versailles, ten laste van Duitschland, maar België heeft haar geëndosseerd.

De Staatsschuld bedraagt dus, voor de drie begrootingen te zamen, een totaal credieten van :

Fr.	927,554,336	35
	160,555,000	»
	446,524,000	»
TE ZAMEN. . . fr.	1,534,633,336	35

Daarbij zal een groot deel (100 miljoen ongeveer) der credieten, door het Ministerie van Landsverdediging besteed aan pensioenen en hulpgelden, onder de krachtens het Vredesverdrag terugbetaalbare uitgaven, elk jaar voorkomen gedurende een lang tijdperk, en zoo op België's rekening blijven in zooverre Duitschland zijne verplichtingen niet zou naleven.

Niets is voorzien voor de aflossing van het kapitaal der interprovinciale bons, der muntbons, der titels uitgegeven voor het herstel der oorlogsschade en der schuld tegenover de Bank, te zamen een bedrag van meer dan 15 milliard. Niets, noch interesten, noch aflossing voor de buitenlandsche schuld voortvloeiende uit de voorschotten, die België van zijne Bondgenooten ontving vanaf den wapenstilstand tot het teekenen van het Vredesverdrag. Deze voorschotten bedragen 192 miljoen Fransche frank, 7,600,000 pond sterling en 177 miljoen dollar. Te zamen meer dan drie milliard tegen den huidige wisselkoers.

Hoe ontstond die ontzaglijke schuld? Hoe worden, wat hun gebruik betreft, de 25 milliard verdeeld die na den wapenstilstand gevoegd werden bij onze vooroorlogsche schuld welke geen 5 milliard overschreed? Wij zullen trachten te antwoorden op deze vraag, die bij het onderzoek van de Begrooting in de afdelingen werd gesteld.

A. — Het financieel beheer van den bezetter had gevolgen die 's Lands Regeering moest dragen, van den dag dat zij in werking trad, op gevaar af, den financieelen toestand van het land te ontreddeeren.

De interprovinciale bons, onder de bezetting uitgegeven, werden opgenomen in de Belgische schuld, te weten fr. 2,347,800,000

De Deutsche marken werden uitgewisseld door middel van een leening bij de Nationale Bank 5,800,000,000

en van eene som afgehouden van de ophrengst der Muntbons (deel in marken gestort), som die geraamd wordt op 2,000,000,000

TE ZAMEN fr. 10,147,800,000

De titels, uitgegeven als vergoeding van oorlogsschade, bedroegen op 28 Februari l.l. 1,379,049,900

(De begrooting voorziet een kapitaal van 5 milliard, waarvan de interest van nu af verschuldigd is.)

De Staat neemt op zich de schulden der gemeenten tegenover het Gemeentecrediet voor een bedrag van 500,000,000

TOTAAL, bij benadering, der uitgaven rechtstreeks te wijten aan den oorlog fr. 12,026,849,000

B. — Sedert den wapenstilstand ontstond eene *buitenlandsche* schuld voor verschillende doeleinden, waarvan het belangrijkste de bevoorrading der Belgische bevolking is. Zij omvat ook de dekking van sommige militaire uitgaven, den koop prijs van amerikaansche locomotieven (111 millioen) en het bedrag der vreemde waarden, door de Nationale Bank aan verschillende nijveraars afgestaan. Deze schuld verschilt zeer veel naar gelang men de vreemde geldwaarden al pari of naar den huidige wisselkoers berekent :

	<i>Al pari.</i>	Wisselkoers van 31-12-1920.
Voorschotten der Bondgenooten sedert den wapenstilstand. fr.	1,302,118,698 48	3,449,437,805 12
Verschillende credieten ⁽¹⁾ .	601,449,933 28	1,637,467,661 46
Amerikaansche leening 7 1/2 %.	259,000,000 »	798,750,000 »
TOTAAL. . . fr.	2,162,568,631 76	5,905,655,466 58

(1) Omstandig aangegeven in het verslag over de Begrooting van 's Lands Schuld.

Zoo men de berekening volgens den wisselkoers aanneemt, dan zal het onmogelijk zijn het tegenwicht van deze schuld te vinden. Inderdaad, het bebrag van bijna 6 milliard begrijpt een groot verlies, ten gevolge van de stijging der vreemde munten. Het zal dus ongetwijfeld slechts bij de terugbetaling mogelijk zijn dit deel onzer Staatsschuld juist te bepalen.

Maar zoo men de schuld wil berekenen op hare huidige waarde, dan dient noodzakelijk rekening gehouden te worden met den wisselkoers en moet men het verlies, dat daaruit voortvloeit, vaststellen.

Afgezien van dit verlies, heeft de opbrengst der in het buitenland gesloten leeningen er toe bijgedragen de balans op te maken van de begrooting over de dienstjaren 1919 en 1920, hoofdzakelijk onder vorm « opbrengst van den verkoop van bevoorradingsartikelen. »

C. — De *binnenlandsche* leeningen, die dienden om sedert den wapenstilstand het tekort der begrootingen te dekken, zijn de volgende :

Deel der Bons van Muntherstel	fr. 1,000,000,000
Leening van s' Lands Heropbeuring	1,615,000,000 (1)
Leening van 1920 met premie	2,346,000,000
Schatkistbons	2,000,000,000
TOTAAL.	fr. 6,961,000,000

Het zijn de rekeningen over de dienstjaren 1919 en 1920, die de bestemming van deze laatste sommen moeten aangeven, alsook het deel van het bedrag der buitenlandsche leeningen dat in de Schatkist werd gestort.

Zooals men ze voorloopig heeft kunnen opmaken, op aanvraag der Middenafdeeling en zooals zij hierachter samengevat staan (bijlagen II en III), doen deze rekeningen de volgende globale cijfers uitkomen :

Dienstjaar 1919.

Uitgaven.	fr. 7,279,847,776 37
Inkomsten	1,290,891,922 15 (onaangezien de opbrengt van de leeningen).
Tekort	fr. 5,988.925,854 22

Dienstjaar 1920.

Uitgaven.	fr. 8,861,702,569 78
Inkomsten	3,608,160,562 95 (als hooger).
Tekort	fr. 5,253,542,006 83

(1) Van een laatste reeks van 100 millioen, in dit cijfer begrepen, werd in 1920 slechts fr. 13,341,897.89 uitgegeven.

Het totaal van dit dubbel tekort, te zamen 14 $\frac{1}{4}$ milliard, verslindt al de binnenlandsche leeningen en het grootste deel der buitenlandsche leeningen berekend volgens een gemiddeld bedrag tusschen het pari en den tegenwoordigen wisselkoers.

's Lands Middelen.

Vatten wij al het voorafgaande samen.

Volgens de gegevens uit het ontwerp van begrooting, vergen de groote Staatsbesturen gezamenlijk fr.	1,489,446,000
De dienst der schuld en der pensioenen kost	1,534,633,000
TE ZAMEN. fr.	3,024,079,000

Zijn niet begrepen in dit totaal : de credieten ten laste van de buitengewone uitgaven van het Ministerie van Nijverheid voor de werken van onderstand (35 millioen); de pensioenen en steungelden gerekend onder de terugvorderbare uitgaven van het departement van Landsverdediging (100 millioen); de aflossing van het kapitaal der Interprovinciale Bons, de Bons voor Muntherstel en de titels afgeleverd als vergoedingen; de interest en de aflossing van de schuld tegenover de Bondgenooten vanaf den wapenstilstand tot het teekenen van het Verdrag van Versailles; al lasten, die te zamen ongeveer 3 $\frac{1}{2}$ milliard zouden bedragen. Dit cijfer zou in zekere mate kunnen verminderd worden, zóoals hooger werd aangemerkt, door de vermoedelijke vermindering der onderhoudskosten van het leger.

Ten slotte, onderstellen wij als uitgeschakeld zijnde het dubbel tekort van 141 en 313 millioen, voorzien voor het bedrijf van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen alsmede voor den Bevoorradingdienst.

Dit zijn thans, en voor een langen tijd, de *jaarlijksche en bestendige* lasten van den Staat, welke lasten hun tegenwicht moeten vinden :

- a) In de opbrengst der belastingen;
- b) In de verstrekkingen van Duitschland.

Duitschland moet namelijk, luidens het Verdrag van Versailles en krachtens de meest eenvoudige billijkheid, op zich nemen al de lasten van de schulden gebracht op de begrotingen van de buitengewone en van de terugvorderbare uitgaven (607 millioen); het gedeelte van den dienst der schuld gebracht op de gewone begrooting, maar voortvloeiende uit de noodzakelijkheid, waarin zich de Belgische Schatkist bevond sommen voor te schieten, die ten slotte door Duitschland verschuldigd waren (300 millioen, bij benadering); de pensioenen en steungelden voorkomende op de begrooting van 's Lands Verdediging als terugvorderbare uitgaven; en, over 't algemeen, de interesten en de aflossing der kapitalen die, met het oog op 's lands herstel, geleend of zullen geleend worden. Men ziet dus van welk overgroot belang, voor den Belgischen schatplichtige, de vraag is, in welke mate Duitschland zijne verplichtingen zal naleven.

Dertig annuïteiten van anderhalf milliard frank zouden ternauwernood volstaan om België schadeloos te stellen. Wat hebben wij, afgezien van de eenvoudige teruggaven, tot nog toe ontvangen? Eene opgave, bij dit verslag gevoegd, beantwoordt deze vraag. Wij hebben het rollend materieel bekomen, dat krachters den wapenstilstand moest geleverd worden en dat op 1,607 millioen Belgische frank werd geschat (Bijlage V), en, voor het overige, eene waarde van 225 millioen.

De betaling van de Prioriteit van 2 milliard mark goud, die ons gewaarborgd wordt, mag niet voor een bepaald tijdstip worden verwacht (Bijlage IV). En, zoo het waar is dat de Duitsche leveringen in drie artikelen der Begrooting van 's Lands Middelen (73, 75, 89) voor 651 millioen voorkomen, dan kan niemand bij benadering de werkelijke ontvangsten voorzien, welke op deze artikelen kunnen aangerekend worden.

Zelfs, zoo de stortingen van Duitschland voldoende waren, zoo het tekort van de spoorwegen en dat van de bevoorrading uitgeschakeld waren, zou er ten laste van 's Lands gewone Middelen eene jaarlijksche toekenning overblijven, die zeker twee milliard zou bedragen. Hoe daarin te voorzien?

Het bedrag der gewone inkomsten, voor 1921 voorzien (afgezien van de weggelden die de uitgaven van het Departement van Spoorwegen moeten in evenwicht brengen) bereikt :

Rechtstreeksche belastingen	fr. 464,530,000
Douanen, accijnzen en verschillende uitgaven	374,424,000
Registratie, successierechten en zegel	301,150,000
Kapitalen en inkomsten	78,221,648
Terugbetalingen.	81,402,724
TE ZAMEN.	fr. 1,302,428,372

De belasting op de oorlogswinsten, vermeld in de Begrooting van 1921 voor 75 millioen (art. 79), zal weldra van de tabel der ontvangsten verdwijnen. Eveneens de opbrengst van den oorlogsbuit.

Blijft de belasting op de uitzonderlijke winsten, waarvan het ontwerp van begrooting 125 millioen verwacht : het is eene onzekere inkomst, die nog ongekend is, zooals overigens verschillende takken van de belasting op het inkomen.

Men ziet dus dat men de fiscale en domaniale inkomsten niet hooger dan anderhalf milliard schatten mag, zelfs zoo men ruimere meerwaarden onderstelt en rekening houdt met de jongste verhooging der tolrechten. Tusschen dit cijfer en de twee milliard, die men volstrekt uit deze inkomsten wil halen, blijft er eene leemte van *vijfhonderd millioen frank* aan te vullen. Weigeren dit te doen, zon er op neerkomen de moeilijkheden te verschuiven en den ondergang van het Staatscrediet voor te bereiden. Laat ons denken aan het beginsel vastgelegd door de Internationale Financieele Conferentie van Brussel. « Elk land, dat in zijne financiën het beginsel van een tekort op de begrooting zou dulden, gaat de gevaarlijke helling af, die recht naar den ondergang leidt. Om aan dit gevaar te ontsnappen, is geen offer te zwaar », .

Maar er is een andere zijde van het vraagstuk, dat niet mag worden verwaarloosd : het betaalvermogen van een land is niet in het oneindige rekbaar en het dient gemeten te worden alvorens een uitgave te bewilligen. Des te meer daar het bedrag der belastingen slechts geleidelijk mag worden verhoogd, op gevaar af den economischen toestand ernstig te storen. Daarom moet over de uitgaven een streng toezicht worden gehouden ; men moet afzien van de verbeteringen die nieuwe verbintenissen zouden na zich slepen. En vooral — vermits de sedert twee jaar aangenomen wetten zich verzetten tegen de vermindering van de gewone lasten, — dienen de buitengewone uitgaven beperkt te worden, welke de oorzaak zijn van de toeneming der schuld.

Buitengewone uitgaven en krachtens de vredesverdragen terugvorderbare uitgaven.

Wij hebben gezien dat 's Lands schuld thans ongeveer 30 milliard frank bedraagt.

Daarbij dient te worden gevoegd :

a) Het bedrag der nog openstaande credieten op de begrooting van 1920, in zooverre dat dit door buitengewone inkomsten dient te worden gedekt.

b) Het kapitaal der titels die moeten afgeleverd worden als vergoeding van oorlogsschade, titels waarvan de uitgifte voorzien is voor een bedrag van 5 milliard, doch die slechts 1,379 millioen opbrachten. Verschil : 3 milliard 621 millioen.

c) Het bedrag der vergoedingen wegens oorlogsschade, naar luid der wet van 10 Mei 1919, voor zooveel de nog te betalen sommen het hooger voorziene bedrag van 5 milliard overschrijden. Hierover werd aan de Regeering eene vraag gesteld, waarvan het antwoord in bijlage VI voorkomt.

d) Naar de meening van verscheidene leden der Middenafdeeling, eene nieuwe tegemoetkoming voor de vereffening van het passief der gemeenten.

Dit zijn onvermijdelijke lasten.

Nu, het begrootingsontwerp voor 1921 bevat twee credietkohieren — onder den titel van *buitengewone uitgaven en krachtens de vredesverdragen terugvorderbare uitgaven* — waarvan de verwezenlijking eene nieuwe leening van ongeveer 4 milliard zou noodzakelijk maken.

Na afloop van het derde naoorlogsche dienstjaar, stelt men een schuldbedrag van 40 milliard vast. Schrikbarend cijfer, zelfs zoo men onderstelt dat Duitschland zich neerlegt bij de beslissingen van Spa en Parijs ; cijfer, dat loodzwaar op onze economische toekomst zal drukken en onvermijdelijk geldinflatie voor gevolg zal hebben.

Daarom was het de plicht van de Middenafdeeling, de begrooting der buitengewone uitgaven aan een streng onderzoek te onderwerpen.

Deze begrooting omvat twee deelen. Het eene begrijpt de zoogezegde *buitengewone* uitgaven, omdat zij bijdragen tot de vermeerdering van het gemeenschappelijk kapitaal en niet enkel dienen om den prijs der openbare diensten te betalen. Wegens de omstandigheden weliswaar, komen enkele *uitzonderlijke* uitgaven in deze reeks voor. Het andere omvat de *krachtens de vredesverdragen terugvorderbare* uitgaven, die door den Belgischen Staat worden voorgeschoten, doch die, ten slotte, ten laste van Duitschland vallen.

Dit onderscheid is noodzakelijk voor de duidelijkheid van de uiteenzetting der begrooting, en ook om aan het land te herinneren hoezeer het noodig is de vredesverdragen streng te doen uitvoeren.

Beide begrootingen moeten besproken worden met het oog op de hoogdringendheid der betrokken uitgaven, vermits zij ten slotte 's lands crediet op eene nieuwe proef stellen. Daarbij dient men voor de departementen, bij deze begrootingen betrokken, te weten welk hun programma in zijn geheel is, wat het kosten zal en hoelang de buitengewone milliardenbegrootingen nog zullen duren.

De ononderbroken leening, voor sommen die het spaarvermogen van het land te boven gaan en zonder dat men het einde ziet van het gedurig beroep op crediet, zou noodzakelijk voor gevolg hebben, de geleidelijke stijging van den interest van het geld en de verzwakking van 's lands crediet. Op dit gevaar dient gewezen te worden. Ook moeten al de ontwerpen van uitgaven, die op de Buitengewone Begrooting voorkomen, op den keper worden beschouwd, zoodat alleen de dringend noodige worden behouden. Aldus heeft de Middenafdeeling het begrepen en hare bijzondere verslaggevers zullen u belangrijke verminderingen voorstellen.

Het Ministerie van Openbare Werken vraagt 124 millioen voor buitengewone uitgaven en 141 millioen voor terugvorderbare uitgaven. Vertegenwoordigt dit laatste cijfer het saldo der vergoedingen voor oorlogsschade? Gaat men voor de beide reeksen niet verder dan wat thans onontbeerlijk is?

Het Ministerie van Landbouw vraagt 130 millioen voor terugvorderbare uitgaven : Zelfde vraag.

Het Ministerie van Spoorwegen brengt 301 millioen op de buitengewone uitgaven en 528 millioen op de terugvorderbare uitgaven ; in 1920 voorzag het 1,227 millioen credieten op de buitengewone begrooting ; 498 millioen in 1919 behoudens een overgroot bedrag achterstellen. Wij weten, anderzijds, dat Duitschland aan België, krachtens de voorwaarden van den wapenstilstand, een rollend materieel heeft geleverd dat op 1,607 millioen wordt geschat. De optelling dezer cijfers geeft een totaal van 4 milliard 161 millioen. Is het al? Zal het tijdperk der groote herstellingen dit jaar gesloten zijn? Gaan de cijfers, voor 1921 voorzien, de tegenwoordige behoeften niet te boven?

Het Ministerie van Landsverdediging vraagt 166 millioen voor gebouwen en materieel : zijn die uitgaven alle even dringend?

Het Ministerie van Financiën staat voor 144 millioen op de begrooting der buitengewone uitgaven, wegens de tussekost van den Staat bij het bouwen van woningen en wegens een voorschot voor de uitrusting der Kolonie.

Het Ministerie van Economische Zaken voorziet 1,220 millioen terugvorderbare

uitgaven, gedeeltelijk voor de oorlogsschade, gedeeltelijk voor den dienst der verwoeste gewesten. Bij de wet van 10 Mei 1919, neemt België eene schuld op zich, die zoodra mogelijk dient berekend te worden, om een juiste kijk op 's Lands financiën te krijgen. De verwoeste streken staan op de Begrooting voor 390 miljoen in 1919 en voor 1,200 miljoen in 1920. Het cijfer van dit jaar — ongeveer 600 miljoen — is lager. Nadere gegevens zijn noodig over den gang van de werken en de sommen die nog moeten worden uitgegeven.

De Kamer kan niet goedvinden dat men in het duister tast. Het crediet van den Staat zal aan het wankelen gaan, geene consolidatie zal mogelijk zijn zoolang de buitengewone uitgaven, die nog moeten gedaan worden, niet bij ernstige benadering zullen gekend zijn.

's Lands vertrouwen moet niet op droombeelden berusten : onze zwakke punten dienen aangewezen te worden om dadelijk te kunnen bijspringen.

Toen wij, in 1919, voor het eerst den toestand nagingen, door den oorlog geschapen, dan scheen eene groote inspanning noodzakelijk, maar men mocht op verschillende gunstige factoren betrouwen om 's Lands heropbeuring te bespoedigen. De gewone uitgaven, bij die van 1914 vergeleken, waren zelfs niet verdubbeld; eene milde en spoedige vergoeding der door Duitschland aangerichte schade scheen verzekerd; ofschoon verre van hersteld, waande zich onze nijverheid op den drempel van een lang tijdperk van welvaart.

Thans? Onze gewone uitgaven bedragen vijfmaal het cijfer van vóór den oorlog; het totaal van 's Lands schuld bereikt bijna 40 milliard, en 1 Mei 1921 gaat voorbij zonder ons de verwachte prioriteit van 2 1/2 milliard te brengen, noch de onderschrijving van annuïteiten voor het overige; daarbij brengt de overdrijving van het economisch nationalisme de toekomst in gevaar van onze nijvere Natie, die slechts door het vrije handelsverkeer kan gedijen.

Besluiten zijn dringend noodzakelijk.

Uwe Middenafdeeling vraagt u, Mijne Heeren, u krachtdadig te verzetten tegen de vermeerdering der uitgaven en het fiscaal stelsel in de mogelijke mate aan te vullen. Overwegende dat de bronnen zelf van 's lands rijkdom zijn bedreigd, dringt zij aan, opdat economische overeenkomsten met onze Bondgenooten zouden gesloten worden. Zij drukt den wensch uit, dat de krachten, die Duitschland hebben geveld, stevig zouden verbonden blijven ten einde het noodig herstel te verzekeren.

De Algemeene Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

(BIJLAGE VAN N^o 261)

BIJLAGE I.

Gezinstoeslag en duurtetoeslag.

(Regeling en daardoor veroorzaakte uitgaven.)

Brussel, 11 Juli 1920.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ten voordeele van de burgerlijke beambten van den Staat, heeft de Regeering de volgende beslissingen genomen, waaraan zij terugwerkende kracht hecht tot op 1 Mei 1920.

.

B. — *Veranderlijke duurtetoeslag.*

§ 2. — Aan de vaste, voorloopige of tijdelijke ambtenaren, beambten en werklieden wordt een duurtetoeslag toegekend, welke, voor de ongehuwden als voor de gehuwden, vastgesteld is op :

1^o Duizend tweehonderd frank 's jaars of 100 frank per maand, wanneer de verkrijgers ten minste 21 jaar oud zijn en twee jaar werkelijken dienst tellen;

2^o Negenhonderd frank 's jaars of 75 frank per maand, wanneer de verkrijgers aan de beide vereischten van leeftijd en dienstouderdom, in n^o 1^o vermeld, niet voldoen.

Deze toeslag wordt verminderd op 600 frank 's jaars of 50 frank per maand voor de vrouwelijke bedienden, die tot het werkliedenpersoneel behooren (schuursters, en, namelijk bij den spoorweg : baanwachtsters, uitdeelsters van reiskaarten in de stopplaatsen) of die daarmee kunnen gelijkgesteld worden (schoonmaaksters, linnenverzorgsters, toeziensters, huisbewaarsters), alsmede voor de leergasten en, bij den spoorweg, voor de per dag bezoldigde dragers van berichten of spoedbestellingen.

De toekenning van dezen verminderden toeslag is aan geen vereischte van leeftijd of dienst onderworpen.

Bij de berekening van den duur der diensten, welke recht geven op den toeslag van 1,200 frank, wordt slechts rekening gehouden met de werkelijke diensten als bediende of werkman (vaste, voorloopige of tijdelijke), met uitsluiting van de tijdperken dat zij als telegrambesteller ofwel als drager van per boodschap betaalde berichten of spoedbestellingen worden benuttigd, hetzij uit gelijk welken

hoofde, waardoor de belanghebbende niet kan geacht worden van het Bestuur deel uit te maken. Daarentegen moet er rekening worden gehouden van de militaire diensten der bedienden, die reeds bij het Bestuur in dienst waren toen de oorlog uitbrak.

Onder voorbehoud van het bovenvermelde ontvangen de vrouwelijke bedienden den duurtetoeslag onder dezelfde voorwaarden als de mannelijke bedienden en zonder daarbij in aanmerking te nemen of de echtgenoot een door den Staat bezoldigd ambt waarneemt.

Kunnen den duurtetoeslag niet ontvangen, zij, wier vergelding slechts in natura wordt betaald, en zij, wier dienst aan den Staat niet de voornaamste betrekking is of die niet bestendig in dienst zijn.

§ 3. — De duurtetoeslag wordt vermeerderd of verminderd volgens het stijgen of dalen van de levensduurte, zooals deze wordt vastgesteld door de index-cijfers, op geregelde tijdstippen bekendgemaakt door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Die vermeerdering of vermindering geschiedt bij derde gedeelten overeenstemmend met 60 eenheden van het index-cijfer (gemiddeld cijfer voor het geheele land).

De tegenwoordige bedragen komen overeen met de index-cijfers 421 tot 480.

De toeslag wordt dus :

a) Verhoogd met één derde zoo het index-cijfer 481 tot 540 eenheden bedraagt ;

b) Verminderd met één derde zoo het index-cijfer 361 tot 420 eenheden bedraagt en met nog één derde zoo de daling gaat tot 301 à 360 eenheden.

c) Opgeheven, indien het index-cijfer beneden het cijfer 300 daalt.

Elke vermeerdering of vermindering met een derde vertegenwoordigt eene som van :

a) 400 frank 's jaars (hetzij fr. 33.33 per maand) voor de beambten die 1,200 frank trekken ;

b) 300 frank 's jaars (hetzij 25 frank per maand) voor het personeel met een normaal bedrag van 900 frank ;

c) 200 frank 's jaars (hetzij fr. 16.66 per maand) voor het personeel met een normaal bedrag van 600 frank.

De mogelijke wijzigingen worden ter kennis van het personeel gebracht.

§ 4. — Wegens den tijd dien het vaststellen en het bekendmaken van de index-cijfers vergt, kan over het algemeen de duurtetoeslag slechts worden uitgerekend en betaald in 't begin van de maand volgend op deze, waarop het index-cijfer slaat.

De toeslag voor de maand Mei zal uitbetaald worden in het begin van Juni, deze van Juni in 't begin van Juli, en zoo verder.

Voor de maand Juni 1920 wordt volgens de cijfers dezelfde duurtetoeslag uitbetaald als voor de maand Mei. Niets belet dus onmiddellijk uit te betalen, op

grond van de jaarlijksche bedragen van 1,200, 900, 600 frank, de duurtetoeslagen verworven voor de maanden Mei en Juni 1920.

Voor de beambten, die uit het hestuur treden in den loop van eene maand en die recht hebben op den toeslag, moet de uitbetaling noodzakelijkerwijze worden uitgesteld tot op het oogenblik, waarop de uitbetaling kan gedaan worden voor het personeel dat in bediening is gebleven.

De leeftijdsvereischen (21 jaar) en het getal dienstjaren (2 jaar), waarvan het verleenen van den toeslag van 1,200 frank afhankelijk is gesteld, moeten een voldongen feit zijn op het einde van de maand, die aan de maand voorafgaat, waarvoor de toeslag geldt.

Bij voorbeeld: een beambte, 24 jaar oud, is op 25 Juli 2 jaar in werkelijken dienst.

Hij heeft recht op de tegemoetkoming voor de maand Augustus, die gewoonlijk wordt uitbetaald in 't begin van September.

§ 5. — De duurtetoeslag telt niet voor het pensioen; daarvan kunnen ook geene afhoudingen worden gedaan voor de instellingen van voorzorg.

Zij zijn evenmin vatbaar voor inbeslagnemingen of eenig ander verzet.

§ 6. — De duurtetoeslag wordt op dezelfde wijzen vereffend als de loonen, wedden of kortingen.

Juist als de gezinsvergoeding staat zij in verhouding tot het getal dagen arbeid voor de werklieden, die aangenomen zijn voor een of meer dagen per maand, en voor de werklieden die tijdens den loop der maand opzegging kregen.

Aan de toegevoegden wordt zij niet verleend.

De toeslag wordt gehandhaafd ingeval van inbeschikbaarheidstelling, wanneer deze gepaard gaat met wachtgeld en gerechtvaardigd wordt door een algemeenen maatregel, door hervorming of afschaffing van de betrekking, om dienstbelangen of om gezondheidsredenen.

De toeslag valt weg, wanneer er sprake is van eene inbeschikbaarheidstelling, welke als pensioen geldt.

De duurtetoeslag wordt niet toegekend aan de beambten die onder de wapens zijn.

Insgelijks wordt hij afgehouden voor de dagen afwezigheid zonder toelating, alsmede voor de verlofdagen zonder bezoldiging. Desgevallend bekomt men de af te houden som met de maandelijksche vergoeding te deelen door het getal werkdagen der maand en met de uitkomst te vermenigvuldigen door het getal dagen afwezigheid.

Wanneer een ongehuwd beambte op zending gaat naar het buitenland, wordt zijn duurtetoeslag verminderd tot beloop van de som, welke hij zou getrokken hebben tijdens zijne afwijzigheid.

.

De Eerste Minister,

LÉON DELACROIX.

*Opgave van de credieten, op de Algemeene Begrooting voor 1921
voorgesteld voor den duurtetoeslag.*

Dotatiën	fr.	464,120
Justitie		3,145,700
Buitenlandsche Zaken		454,800
Binnenlandsche Zaken		1,293,700
Kunsten en Wetenschappen		21,222,180
Landbouw		1,409,500
Openbare Werken		5,304,000
Nijverheid, Arbeid, enz.		537,400
Spoorwegen, enz.		119,664,289
Koloniën		377,900
Landsverdediging		18,657,635
Gendarmerie		2,565,600
Financiën		18,334,040
Economische Zaken		206,900
TE ZAMEN		193,637,764

BIJLAGE II.

Voorloopige rekening van het dienstjaar 1919.

A. — *Opgave van de werkelijke uitgaven van het dienstjaar 1919
op 31 Decembre 1920.*

Openbare Schuld	fr. 1,760,000,000 »
Dotatiën	9,824,016 40
Ministerie van Justitie	96,253,100 »
Id. van Buitenlandsche Zaken	18,788,455 87
Id. van Binnenlandsche Zaken	525,383,957 57
Id. van Wetenschappen en Kunsten	191,709,454 47
Id. van Landbouw	138,151,053 47
Id. van Openbare Werken	179,696,047 17
Id. van Nijverheid, enz.	891,832,260 35
Id. van Spoorwegen, enz.	1,637,530,253 62
Id. van Koloniën	5,904,460 37
Id. van Oorlog	1,290,893,686 23
Id. van Financiën	123,398,821 58
Id. van Economische Zaken	226,689,082 27
Dienst der verwoeste streken	176,000,313 50
Onwaarden en Terugbetalingen	7,615,000 » ⁽¹⁾
Bestuur der grondgebieden afgestaan aan België	177,812 50
TÉ ZAMEN	fr. 7,279,817,776 37

(1) Cijfer uit de Begrooting, bij gebrek aan zekere inlichtingen.

Rekening van de werkelijke ontvangsten voor het

AANWIJZING DER INKOMSTEN.		GERAAAMDE ONTVANGSTEN.
EERSTE SECTIE. — GEWONE INKOMSTEN.		
BELASTINGEN.		
RECHTSTREEKSCH BELASTINGEN.		
Grondbelasting	fr.	30,000,000 »
Personeele belasting		23,000,000 »
Patentrecht		24,000,000 »
Taxe op de inkomsten of winsten gemaakt in de vennootschappen op aandelen en in sommige financieele en industriele bedrijven		13,000,000 »
Taxe op de automobielen en andere motorvoertuigen		700,000 »
Taxe op de kinemavertooningen		1,200,000 »
Vast recht op de mijnen		30,000 »
Te ZAMEN		100,930,000 »
DOUANEN, ACCIJNZEN EN VERSCHIEDENE ONTVANGSTEN.		
Douanen. — Invoerrechten		81,525,700 »
Buitenlandsche wijnen		2,025,000 »
Wijnen uit gedroogd fruit		»
Wijnen uit versch fruit		»
Schuimwijnen		20,000 »
Inlandsche brandewijnen		1,500,000 »
Bieren		6,500,000 »
Bierazijnen		3,250 »
Andere dan bierazijnen		6,500 »
Accijnzen. — Azijnzuur		3,250 »
Riet- en beetsuikers		10,400,000 »
Beetsiroop		»
Glucosen en andere onkristalliseerbare suikers		500,000 »
Melasse		»
Margarine		100,000 »
Uitlandsche tabak		1,000,000 »
Inlandsche —		1,000,000 »
Onderscheidene producten		3,600,000 »
Kosten van keuring van werken en stoffen van goud, van zilver en van platina		2,500 »
Buitengewone en toevallige ontvangsten, huurgeld van gebouwen, openingstaxe op de drank-slijfterijen, bijgevoegde taxe op de brandewijnen, vergeldingen wegens uittreksels uit het kadaster, taxes voor buitengewone werken van lading en lossing van schepen, vergeldingen uit hoofde van het in orde brengen der gewichten en taxe van verificatie der gewichten en maten, terugbetaling der kosten van bewateringswerken in de Kempen, enz.		6,800,000 »
Opbrengst der betwistbare zaken		600,000 »
Te ZAMEN		116,286,200 »
REGISTRATIE EN DOMEINEN.		
Registratie en overschrijving		80,000,000 »
Griffie		1,200,000 »
Hypotheeken. — Inschrijvingsrechten		500,000 »
Successierechten		40,000,000 »
Zegelrecht		10,000,000 »
Naturalisatiën		10,000 »
Boeten in zake belastingen		400,000 »
Strafboeten in zaken van verschillende aard en schadeloostellingen		800,000 »
Belasting op het roerend vermogen		»
Te ZAMEN		133,000,000 »
OVER TE BRENGEN.		350,216,200 »

dienstjaar 1919, gesloten op 31 December 1920.

WERKELIJKE ONTVANGSTEN.	ONTVANGSTEN gedaan tot op 31 December 1919.	ONTVANGSTEN van 1 Januari tot 31 October 1920.	VERGELIJKING der ramingen met de werkelijke ontvangsten.		Aanmerkingen.
			MEER GEMAAKT.	MEER ONTVANGEN.	
40,366,719 25 22,356,877 13 34,982,079 78 53,138,277 67 452,030 83 5,301,620 83 29,094 73 154,807,600 24	15,564,194 97 8,193,986 » 7,449,757 80 7,604,966 14 593,600 53 2,664,745 54 19,919 83 41,895,170 81	24,802,324 28 14,360,891 15 27,552,321 98 23,533,311 55 39,550 52 636,875 20 9,174 90 92,914,429 45	» 443,122 87 » » 267,060 13 » 905 27 711,097 29	1,366,719 25 » 10,982,079 78 20,138,277 67 » 2,101,620 83 » 54,588,697 55	
146,671,828 68 9,511,313 62 1,245 » 1,363 64 10,082 44 12,437,737 70 5,003,621 63 2,656 91 2,873 43 14,270 46 12,481,584 93 17,712 60 331,404 66 4,397 53 823,609 45 2,021,869 64 6,387,023 70 1,650,158 48 2,923 03 8,998,508 50 »	140,671,828 68 9,307,350 01 1,245 » 1,137 53 10,046 76 10,337,703 08 5,003,491 63 2,656 91 2,873 43 14,270 46 12,469,316 26 17,712 60 331,402 86 4,397 53 822,623 80 2,021,869 64 2,196,964 41 1,650,158 48 2,923 05 8,911,081 05 »	» 3,783 61 » 228 09 15 68 2,120,034 62 150 » » » » 12,268 69 » 1 80 » 2,963 63 » 4,190,061 29 » » 87,427 45 »	» » » » 9,937 56 » 1,494,378 57 393 09 3,626 57 » » 168,595 34 » » » » 1,949,861 32 » » » 600,000 »	63,146,128 58 6,886,315 62 1,245 » 1,363 64 » 11,137,737 70 » » » 11,020 46 2,081,584 93 17,712 60 » 4,397 53 725,609 45 1,021,869 64 5,387,023 70 » 423 03 2,198,508 56 »	
206,400,150 09	199,985,231 21	6,416,918 88	4,226,992 43	94,540,942 54	
128,134,301 67 1,098,348 92 790,248 18 45,266,297 20 18,473,561 48 » 647,363 86 568,587 28 663 10 192,979,575 69	128,134,301 67 1,098,348 92 790,248 18 37,217,570 64 18,462,788 25 » 532,213 83 568,587 28 663 10 186,824,928 83	» » » 6,048,726 56 10,773 33 » 93,147 03 » » 6,154,646 84	» 101,631 08 » » » 10,000 » » 521,412 72 » 433,063 80	48,134,301 67 » 290,248 18 3,266,297 20 8,473,561 48 » 247,363 86 » 663 10 60,412,039 49	
534,187,326 02	428,701,530 87	105,385,995 15	3,571,135 34	189,342,279 36	

Rekening van de werkelijke ontvangsten voor het

AANWIJZING DER INKOMSTEN.		GERAAAMDE ONTVANGSTEN.
OVERGEBRACHT fr.		350,216,200 »
WEGGELDEN.		
REGISTRATIE EN DOMEINEN.		
Rivieren en vaarten		2,000,000 »
Deel aan den Staat toekomende in de zuivere opbrengst der Scheldekaaien, te Antwerpen		500,000 »
Voorhaven van Oostende en vlotdok van Nieupoort. Kaai- en dokrechten		20,000 »
Deel aan den Staat toekomende in de zuivere opbrengst der voorhaven van Gent		40,000 »
SPOORWEGEN, POSTERIJEN, ENZ.		
Spoorweg		300,000,000 »
Telegraaf en telefoon		7,500,000 »
Posten		23,070,300 »
Opbrengst van den stoombootdienst tussehen Oostende en Dover		2,000,000 »
Opbrengst van den overzetsdienst van Antwerpen naar het Vlaamsch Hoofd		170,000 »
Opbrengst van den dienst van vervoer op binnenwateren		5,000,000 »
TE ZAMEN. fr.		542,100,300 »
KAPITALEN EN INKOMSTEN.		
REGISTRATIE EN DOMEINEN.		
Domeinen (kapitale waarden)		3,500,000 »
Boschen.		300,000 »
Aanhoorigheden der spoorwegen		750,000 »
Gestichten en diensten beheerd door den Staat		33,000 »
Verscheidene en toevallige opbrengsten, met inbegrip van de hoogeschoolexamens		1,150,000 »
Inkomsten der domeinen		1,050,000 »
SPOORWEGEN, POSTERIJEN, ENZ.		
Inschrijvingen op den <i>Moniteur</i> , enz., ontvangen door het Postbestuur		100,000 »
Opbrengst van het afleveren der vischverloven		210,000 »
GEVANGENISSEN.		
Verscheidene opbrengsten der gevangenissen		500,000 »
ALGEMEENE THESAURIE, ENZ.		
Opbrengsten van de belegging der gelden voor borgtochten en consignatiën		12,500,000 »
— der rechten van kanselarij		10,800 »
— der akten van de waterschout-beambten		150,000 »
— der loodsgelden		5,600,000 »
— der sluisgelden		500 »
— der regie van den <i>Moniteur</i> (Koninklijk besluit van 21 Juni 1868)		200,000 »
— der weldadigheidsgestichten van den Staat		100,000 »
— van 's Rijks laboratoriums voor onderzoekingen.		140,000 »
Deel den Staat voorbehouden door de wet van 26 Maart 1900 in de jaarlijksche winsten gemaakt door de Nationale Bank van België		16,000,000 »
Bonificatie van een vierde ten honderd per halfjaar op het overschot der gemiddeld boven 275 millioen frank in omloop zijnde bankbriefjes van de Nationale Bank van België. (Wet van 26 Maart 1900, art. 2, 3 ^{de} alinea)		20,000,000 »
Opbrengst der belegging van de beschikbare fondsen der Schatkist.		»
Dividend van de aandelen der Spoorwegmaatschappij van Congo		»
Interesten en dividenden der aandelen van de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen		5,920,000 »
Opbrengst der bijdrage te betalen door de provinciën, die vrijgesteld zijn in de kaserneering van de gendarmerie te voorzien		181,000 »
Interesten der obligatiën van vennootschappen voor zeereederij		1,965,205 »
TE ZAMEN. fr.		67,060,305 »
OVER TE BRENGEN. fr.		759,376,805 »

dienstjaar 1919, gesloten op 31 December 1920.

WERKELIJKE ONTVANGSTEN.	ONTVANGSTEN gedaan tot op 31 December 1919.	ONTVANGSTEN van 1 Januari tot 31 December 1920.	VERGELIJKING. der ramingen met de werkelijke ontvangsten.		Aanmerkingen.
			MEER GERAAFD.	MEER ONTVANGEN	
534,187,326 02	428,701,330 87	105,485,905 15	5,371,155 34	189,542,279 56	
1,234,484 09	1,191,727 52	42,757 67	765,515 01	»	
»	»	»	300,000 »	»	
10,965 10	7,992 41	2,972 69	9,034 90	»	
»	»	»	40,000 »	»	
537,665,665 15	528,192,180 01	9,471,484 22	»	37,665,665 13	
22,011,721 76	20,692,568 08	1,549,152 78	»	14,741,721 76	
19,752,548 25	19,726,685 11	5,665 12	5,337,951 77	»	
2,857,045 50	2,857,045 50	»	»	857,045 50	
255,675 22	255,675 22	»	»	65,675 22	
4,040,000 »	4,040,000 »	»	960,000 »	»	
387,795,905 75	376,925,875 25	10,872,052 48	7,612,501 68	53,508,107 41	
7,750,707 81	7,580,597 78	570,200 03	»	4,250,707 81	
516,129 69	468,684 23	47,445 46	»	216,129 69	
1,144,705 82	554,099 05	610,606 79	»	594,705 82	
354,744 90	310,456 53	15,508 35	»	299,744 90	
1,635,684 72	1,635,684 72	»	»	505,684 72	
2,606,688 11	2,055,916 93	572,771 18	»	656,688 11	
159,702 51	159,702 51	»	»	59,702 51	
215,085 »	215,085 »	»	»	5,085 »	
313,161 61	505,265 82	209,893 79	»	215,161 61	
12,450,181 35	12,450,181 55	»	69,818 65	»	
612,217 11	268,567 35	345,849 76	»	601,417 11	
71,969 50	71,969 50	»	78,050 50	»	
1,875,151 12	1,875,151 12	»	1,726,848 88	»	
»	»	»	300 »	»	
700,547 08	582,629 88	117,917 20	»	500,547 08	
101,882 90	72,858 74	29,044 16	»	1,882 90	
69,961 24	46,101 49	23,859 75	70,058 76	»	
17,815,119 99	15,517,051 74	2,298,068 25	»	1,815,119 99	
26,575,697 02	5,447,740 83	21,127,956 19	»	6,575,697 02	
»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	
5,957,660 61	»	5,957,660 61	»	57,660 61	
188,882 20	»	188,882 20	»	7,882 20	
866,472 64	694,176 60	172,296 »	1,096,752 40	»	
80,140,440 89	50,054,679 17	30,085,761 72	5,041,769 19	16,121,905 08	
1,002,125,872 64	855,079,885 20	146,445,789 55	16,025,424 41	258,772,292 05	

Rekening van de werkelijke ontvangsten voor het

AANWIJZING DER INKOMSTEN.	GERAAAMDE ONTVANGSTEN.
OVERGEBRACHT. fr.	750,575,805 »
TERUGBETALINGEN.	
RECHTSTREEKSCH BELASTINGEN, DOUANEN EN ACCIJZEN.	
Kosten van ontvangst der provincie- en gemeentekomsten	1,000,000 »
Terugbetaling, door de gemeenten, der opcentiemen op de onwaarden der rechtstreeksche belastingen. . .	525,000 »
REGISTRATIE EN DOMEINEN.	
Saldo der door het Rekenhof afgesloten rekeningen. — Tekort van wege de Staatsrekenplichtigen . . .	20,000 »
Invordering van voorschotten gedaan door de verschillende Departementen	700,000 »
GEVANGENISSEN.	
Abonnementen der provinciën voor herstellingen van onderhoud der arresthuizen en gerechtshuizen; aankoop en onderhoud van hun mobiliair	22,084 »
ALGEMEENE THESAURIE, ENZ.	
Terugbetaling, door de provinciën, der opcentiemen op de onwaarden der rechtstreeksche belastingen. . .	60,000 »
Verschillende en toevallige ontvangsten	10,820,700 »
Aandeel der stad Oostende in de kosten van den dienst der sluizen van de handelsdokken	1,300 »
Voorafnemings op de gelden van het kleedingfonds van het tolwezen, ten titel van terugbetaling wegens voorschotten.	10,200 »
Ontvangst uit hoofde van verjaarde bevelschriften tot betaling	30,000 »
Bijdrage der Nationale Bank van België in de kosten van de Thesaurie	250,000 »
Terugbetaling, door de provincie Brabant en verschillende, van geringe uitgaven voor het Justitie-paleis van Brussel	51,580 »
Deel der provinciën en der gemeenten in het betalen van de pensioenen der gemeenteonderwijzers. (Wet van 16 Mei 1876.)	20,071,800 »
Invordering van de kosten van onderhoud en opvoeding der kinderen, in de Staatsinrichtingen geïnterneerd of bij particulieren ofwel in openbare of private instellingen uitbesteed	225,000 »
Jaarsom tot en met 1939 te betalen door de Spoorwegmaatschappij « Est français » uit hoofde der naasting door haar van de sectie Vireux tot aan de Belgische grens van het vroeger spoorwegnet « Grand Central belge ».	20,000 »
Door China te doene storting tot aflossing van het vergoedingsaandeel toegekend aan de Belgische maatschappijen en bijzonderen ten gevolge der onlusten van 1900	5,400,000 »
TE ZAMEN. fr.	45,988,624 »
GEHEEL BEDRAG DER GEWONE INKOMSTEN. fr	805,545,420 »
TWEEDE SECTIE. — UITZONDERLIJKE ONTVANGSTEN.	
Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten	100,000,000 »
Opbrengst van den oorlogsbuit	200,000,000 »
Opbrengst van den verkoop van materieel en van de voorraden van het leger.	50,000,000 »
TE ZAMEN. fr.	350,000,000 »
OVER TE BRENGEN. fr.	1,155,545,420 »

dientsjaar 1919, gesloten op 31 December 1920.

WERKELIJKE ONTVANGSTEN	ONTVANGSTEN gedaan tot op 31 December 1919.	ONTVANGSTEN van 1 Januari tot 31 December 1920.	VERGELIJKING der ramingen met de werkelijke ontvangsten		Aanmerkingen.
			MEER GERAAMD.	MEER ONTVANGEN.	
1,002,127,672 04	855,679,883 29	146,443,789 35	16,025,424 41	258,772,202 05	
3,010,962 43	650,986 69	2,367,975 74	»	2,019,962 43	
2,668,660 53	855,528 19	1,813,132 14	»	3,543,660 33	
32,535 77	41,930 82	10,395 95	»	32,535 77	
859,724 24	749,505 98	190,418 26	»	159,724 24	
25,484 »	10,220 »	4,264 »	»	500 »	
19,535 61	10,535 61	»	40,648 39	»	
35,180,643 14	35,180,643 14	»	»	15,559,043 14	
»	»	»	1,360 »	»	
»	»	»	10,200 »	»	
»	»	»	50,000 »	»	
1,263,000 »	1,263,000 »	»	»	1,035,000 »	
800 »	800 »	»	30,780 »	»	
2,262,344 55	2,262,344 55	»	17,800,453 43	»	
182,225 08	99,738 99	82,000 »	42,774 92	»	
»	»	»	20,000 »	»	
»	»	»	3,400,000 »	»	
45,514,753 15	41,045,880 97	4,468,832 18	21,585,216 76	20,951,525 91	
1,047,638,403 79	896,725,764 26	150,912,841 53	37,410,641 17	279,705,617 96	
47,293,000 32	2,842,198 50	44,451,202 82	52,706,508 68	»	
63,509,950 81	60,252,750 90	3,077,199 91	156,090,060 19	»	
42,611,224 65	59,731,910 81	2,859,515 84	7,388,775 55	»	
133,214,350 78	102,826,840 21	50,387,716 57	196,785,445 22	»	
1,200,852,962 57	990,532,004 47	201,500,558 10	234,196,084 39	279,703,617,961	

Rekening van de werkelijke ontvangsten

AANWIJZING DER INKOMSTEN.	GERAAAMDE ONTVANGSTEN.	
OVERGEBRACHT . . . fr.	1,135,345,429	
DERDE SECTIE. — BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.		
Opbrengst van de buitengewone vervreemding van onroerende goederen	1,300,000	•
Verkoopprijs van gronden, beschikbaar ten gevolge van de ontmanteling der vestingen	100,000	•
Landbouw- en nijverheidsheropbouw. — Verkoop van allerhande voorwerpen en dieren door den Staat gekocht of terugbekomen in Duitschland, van producten van grondexploitatie, van meststoffen, van zaden, van in waarde teruggebrachte grondgoederen, enz.	142,000,000	•
Terugbetaling, door den vijand, van de kosten der Belgische bezettingstroepen in Duitschland.	240,000,000	•
Opbrengst van den verkoop van voedingsartikelen.	644,000,000	•
Terugbetaling door het Nationaal Hulp- en Voedingscomiteit en de Coöperatieve Maatschappij voor Voorschotten en Leeningen	660,000,000	•
Dienst der verwoeste streken. — Verkoop van bouwmaterialen. — Terugbetaling van voorschotten. — Huur van automobielen.	45,500,000	•
Terugbetaling al pari van obligatiën van vennootschappen voor zeereederij.	•	
Opbrengst van den verkoop van obligatiën der Staatsschuld 3 % (Koninklijk besluit van 27 Februari 1914. — Deel gebracht op 1919)	•	
Opbrengst van de leening 5 % voor 's Lands Herstel, toegelaten door de wet van 16 Maart 1919	•	
Opbrengst van den verkoop van obligatiën der Staatsschuld 3 % 's Lands herstel. (Koninklijk besluit van 16 September 1919 — Deel gebracht op 1919)	•	
Ongebruikte delgingsfondsen	•	
GEHEEL BEDRAG DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN . . . fr.	1,753,100,000	•
ALGEMEEN BEDRAG fr	2,288,445,429	•

voor het dienstjaar 1919, gesloten op 31 December 1920.

WERKELIJKE ONTVANGSTEN.	ONTVANGSTEN gedaan tot op 31 December 1919.	ONTVANGSTEN van 1 Januari tot 31 December 1913.	VERGELIJKING der ramingen met de werkelijke ontvangsten.		Aanmerkingen.
			MEER GERAAMD.	MEER ONTVANGEN.	
1,200,352,962 57	999,582 604 47	201,500,358 10	254,196,084 59	279,103,617 96	
411,902 71	229,971 20	181,991 51	1,088,037 29	»	
25,023 24	22,305 24	2,720 .	74,974 76	•	
8,496,024 96	8,496,024 96	•	135,803,075 04	•	
•	•	•	240,000,000 »	»	
46,889,464 87	46,889,464 87	•	597,110,555 15	•	
204,024 •	204,024 •	•	659,793,076 •	•	
1,455,195 52	41,278 12	1,411,915 20	44,046,80 06	•	
1,032,000 •	739,000 •	515,000 »	•	1,032,000 »	
1,101,481 25	1,101,481 25	•	•	1,101,481 25	
1,120,289,855 66	1,120,289,855 66	•	•	1,120,289,855 66	
92,661,550 •	92,661,550 •	•	•	92,661,550 •	
76,749,255 24	•	76,749,255 24	•	76,749,255 24	
1,549,424,517 25	1,270,765,635 50	78,638,861 93	1,675,619,404 90	1,291,043,022 13	
2,350,277,479 82	2,270,318,259 77	279,959,220 05	1 900,815,489 29	1,571,647,540 11	

NOTA

over de ontvangsten van den bevoorradingsdienst.

Naar de inlichtingen uitgaande van den dienst der inlandsche eetwaren, bereiken de ontvangsten, gedaan door de Graancommissie, van 23 Mei tot 31 December 1919, globaal de som van fr. 533,000,000

Gedurende ditzelfde tijdperk heeft deze Commissie gestort :

1° Aan het Nationaal Comité, de tegenwaarde der voorraden welke het aan het Departement van Bevoorrading heeft afgestaan	fr. 276,000,000 ⁽¹⁾	
2° Aan de Schatkist, uit hoofde van de opbrengst van bevoorradingsartikelen	37,000,000 ⁽²⁾	
		313,000,000
		220,000,000
In kas op 31 December 1919.	fr. 81,000,000	
	VERSCHIL.	fr. 139,000,000

Het is te veronderstellen dat deze som van 139,000,000 frank besteed werd tot het aankopen van graan, dat slechts in 1920 werd terugverkocht. De Schatkist zal dienaangaande slechts nauwkeurige inlichtingen kunnen geven wanneer zij in het bezit zal zijn van de rekeningen der Graancommissie.

(1) Op deze som werden 69 miljoen frank, in 1920 aan de Schatkist terugbetaald, verrekend in ontvangst als voortkomende van den verkoop van bevoorradingsartikelen, en 84 miljoen frank werden gestort in de Staatskas als fondsen voortkomende van de vereffening van het Nationaal Comité.

(2) Onverminderd deze som, werden er 9 miljoen frank, door de ontvangers van belastingen geïnd, in ontvangst verrekend.

BIJLAGE III.

Voorloopige rekening van het dienstjaar 1920.

*Opgave van de vermoedelijke uitgaven van het dienstjaar 1920,
op 31 December 1920.*

Openbare Schuld	fr. 1,080,000,000 »
Dotatiën	10,127,034 82
Ministerie van Justitie	108,755,000 »
Id. van Buitenlandsche Zaken	24,843,298 09
Id. van Binnenlandsche Zaken	26,689,857 60
Id. van Wetenschappen en Kunsten	250,850,781 45
Id. van Landbouw	112,497,967 74
Id. van Openbare Werken	304,220,900 »
Id. van Nijverheid, enz.	1,718,180,368 86
Id. van Spoorwegen, enz.	2,394,092,082 67
Id. van Koloniën	4,646,053 08
Id. van Landsverdediging	1,040,051,978 32
Gendarmeriekorps	56,032,000 »
Ministerie van Financiën	110,572,304 30
Id. van Economische Zaken	649,336,950 »
Dienst der verwoeste streken	942,855,000 »
Onwaarden en Terugbetalingen	26,205,000 » ⁽¹⁾
Beheer van de grondgebieden afgestaan aan België	1,550,000 »
TOTAAL	fr. 8,861,702,569 78

(1) Cijfers uit de begrooting, bij gebruik aan inlichtingen over de vermoedelijke uitgave.

Rekening van de werkelijke ontvangsten voor het

AANWIJZING DER INKOMSTEN.		GERAAAMDE ONTVANGSTEN.
EERSTE SECTIE. — GEWONE INKOMSTEN.		
BELASTINGEN.		
RECHTSTREEKSCHE BELASTINGEN		
Cedulaire belastingen op de inkomsten.	Grondbelasting fr.	60,000,000 »
	Belasting op roerende zaken	92,000,000 »
	Bedrijfsbelasting	120,000,000 »
Bijkomende inkomstenbelasting (supertax)		150,000,000 »
Personeele belasting wegens diensthoud en paarden		2,000,000 »
Taxe op de automobielen en andere motorvoertuigen		2,500,000 »
Taxe op de vertooningen en andere openbare gemakkelijkheden.		15,000,000 »
Vast recht op de mijnen		30,000 »
TE ZAMEN. fr.		421,530,000 »
DOUANEN, ACCIJNZEN EN VERSCHIEDENE ONTVANGSTEN.		
Douanen. — Invoerrechten		200,110,400 »
	Buitenlandsche wijnen	11,700,000 »
	Schuimwijnen	5,000 »
	Wijnen uit gedroogd fruit	»
	Wijnen uit versch fruit	»
	Inlandsche brandewijnen	40,178,600 »
	Bieren	9,750,000 »
	Bierazijnen	»
	Andere dan bierazijnen	85,000 »
Accijnzen	Azijszuur	50,000 »
	Riet- en beetsuikers	16,250,000 »
	Beetsroop	»
	Glucosen en andere onkristalliseerbare suikers	350,000 »
	Melasse	»
	Margarine	1,200,000 »
	Tabak { uitlandsche	10,000,000 »
	{ inlandsche	8,000,000 »
	evenredig recht van verbruik	15,000,000 »
	Kosten van keuring van werken en stoffen van goud, van zilver en van platina	2,500 »
Verscheidene ontvangsten.	Buitengewone en toevallige ontvangsten huurgeld van gebouwen, openingstaxe op de drank- slijterijen, bijgevoegde taxe op de brandewijnen, vergeldingen wegens uittreksels uit het kadaster, taxes voor buitengewone werken van lading en lossing van schepen, vergelding uit hoofde van het in orde brengen der gewichten en taxes van verificatie der gewichten en maten, terugbetaling der kosten van bewateringswerken in de Kempen, enz.	2,000,000 »
	Ophrengst der betwistbare zaken	600,000 »
TE ZAMEN. fr.		315,500,500 »
REGISTRATIE EN DOMEINEN.		
Registratie en domeinen		195,000,000 »
Griffie		1,200,000 »
Hypotheeken. — Inschrijvingsrechten		2,000,000 »
Successierechten		50,000,000 »
Zegelrecht		40,000,000 »
Naturalisatiën		10,000 »
Boeten in zake belastingen		400,000 »
Strafzaken in zaken van verschillende aard en schadeloosstellingen		890,000 »
TE ZAMEN. fr.		289,500,000 »
OVER TE BRENGEN fr.		1,028,350,500 »

dienstjaar 1920, gesloten op 1 Januari 1921

WERKELIJKE ONTVANGSTEN.	ONTVANGSTEN gedaan tot op 31 December 1920.	NOG TE ONTVANGEN op 1 Januari 1921.	VERGELIJKING der ramingen met de werkelijke ontvangsten.		Aanmerkingen.
			MEER GERAAMD.	MEER ONTVANGEN.	
55,000,000 »	1,137,307 56	31,852,492 44	7,000,000 »	»	
92,000,000 »	21,606,674 19	70,593,523 81	»	»	
120,000,000 »	4,869,206 51	115,130,703 49	»	»	
130,000,000 »	8,790 02	129,993,209 08	»	»	
1,300,000 »	350,892 59	1,149,107 61	300,000 »	»	
2,000,000 »	1,769,263 83	250,754 15	300,000 »	»	
14,000,000 »	11,883,333 04	2,116,666 96	1,000,000 »	»	
50,000 »	18,899 57	11,100 43	»	»	
412,350,000 »	41,642,639 13	370,887,340 87	9,000,000 »	»	
210,391,600 »	210,391,600 29	»	»	10,481,290 20	
18,743,945 60	18,724,871 52	10,072 08	»	7,043,943 60	
49,763 40	49,763 40	»	3,236 60	»	
219 08	219 08	»	»	219 08	
50,167 75	50,167 75	»	»	50,167 75	
50,071,718 »	44,038,959 20	5,112,758 80	»	9,893,118 »	
11,923,433 »	11,923,161 42	201 38	»	2,173,433 »	
3,997 14	3,997 14	»	»	3,997 14	
18,063 »	17,881 27	181 73	46,937 »	»	
70,964 »	61,354 23	9,429 77	»	51,964 »	
15,810,935 »	15,798,292 22	12,660 78	459,047 »	»	
8,569 10	8,569 10	»	»	8,569 10	
991,729 15	991,729 15	»	»	641,729 15	
1,639 10	1,639 10	»	»	1,639 10	
1,408,386 »	1,204,901 47	203,484 53	»	208,386 »	
13,033,410 20	13,033,410 20	»	»	3,033,410 20	
8,000,000 »	4,939,404 91	3,060,595 09	»	»	
14,668,278 82	14,668,278 82	»	331,721 18	»	
14,387 93	14,387 93	»	»	11,887,93	
31,604,191 21	31,554,191 21	50,000 »	»	29,604,191 21	
600,000 »	»	600,000 »	»	»	
377,668,913 79	368,600,839 43	9,068,384 36	822,941 78	63,191,383 37	
204,430,430 09	204,430,430 09	»	»	9,430,430 09	
1,408,176 18	1,408,176 18	»	»	208,176 18	
2,537,976 63	2,537,976 63	»	»	337,976 63	
43,000,000 »	40,563,067 16	4,436,932 84	3,000,000 »	»	
47,790,000 »	47,785,331 25	6,448 75	»	7,790,000 »	
»	»	»	10,000 »	»	
1,230,000 »	1,230,540 80	19,639 20	»	850,000 »	
2,037,767 11	2,037,767 11	»	»	1,167,767 11	
504,274,330 03	299,811,509 24	4,463,040 79	5,010,000 »	19,784,330 03	
1,064,475,293 82	710,054,527 80	384,418,766 02	14,832,941 78	82,075,735 80	

Rekening van de werkelijke ontvangsten

AANWIJZING DER INKOMSTEN.		GERAAAMDE ONTVANGSTEN.
OVERGEBRACHT. fr.		1,026,550,500 »
WEGGELDEN.		
REGISTRATIE EN DOMEINEN.		
Rivieren en vaarten		2,000,000 »
Deel aan den Staat toekomende in de zuivere opbrengst der Scheldekaaien, te Antwerpen		600,000 »
Voorhaven van Oostende en vlotdok van Nieuipoort. Kaai- en dokrechten		20,000 »
Deel aan den Staat toekomende in de zuivere opbrengst der voorhaven van Gent		500,000 »
SPOORWEGEN, POSTERIJEN, ENZ.		
Spoorweg		600,000,000 »
Telegraaf en telefoon		54,715,200 »
Posterijen		38,876,920 »
Opbrengst van den stoombootdienst tusschen Oostende en Dover		4,000,000 »
— van den overzetsdienst van Antwerpen naar het Vlaamisch Hoofd		400,000 »
— van den dienst van vervoer op binnenwateren		29,660,000 »
TE ZAMEN. fr.		710,772,120 »
KAPITALEN EN INKOMSTEN.		
REGISTRATIE EN DOMEINEN.		
Domeinen (kapitale waarden)		15,000,000 »
Boschen		400,000 »
Aanhoorigheden der spoorwegen		1,000,000 »
Gestichten en diensten beheerd door den Staat.		40,000 »
Verscheidene en toevallige opbrengsten		2,470,000 »
Inkomsten der domeinen		2,100,000 »
SPOORWEGEN, POSTERIJEN, ENZ.		
Inschrijvingen op den <i>Moniteur</i> , enz., ontvangen door het Postbestuur		200,000 »
Opbrengst van het afleveren der vischverloven.		220,000 »
GEVANGENISSEN.		
Verscheidene opbrengsten der gevangenis		500,000 »
ALGEMEENE TREASURIE, ENZ.		
Opbrengsten van de belegging der gelden voor borgtochten en consignatiën		2,550,000 »
— der rechten van kanselarij		10,800 »
— der akten van de waterschout-beambten		325,000 »
— der loodsgelden		4,500,000 »
— der sluisgelden		300 »
— der regie van den <i>Moniteur</i> (Koninklijk besluit van 21 juni 1868)		500,000 »
— der weldadigheidsgestichten van den Staat		100,000 »
— van 's Rijks laboratoriums voor onderzoekingen		140,000 »
Deel den Staat voorbehouden door de wet van 26 Maart 1900, in de jaarlijksche winsten gemaakt door de Nationale Bank van België		5,000,000 »
Bonificatie van een vierde ten honderd per halfjaar op het overschot der gemiddeld boven 275 miljoen frank in omloop zijnde bankbiljetten der Nationale Bank van België. (Wet van 26 Maart 1900, art. 2, 3 ^{de} alinea.)		22,000,000 »
Opbrengst der belegging van de beschikbare fondsen der Schatkist		»
Dividend van de aandelen der Spoorwegmaatschappij van Congo.		»
Interessen en dividenden der aandelen van de Nationale Maatschappij der Buurspoorwegen		5,500,000 »
Opbrengst der bijdrage te betalen door de provinciën die vrijgesteld in aan de kazerneering van de gendarmerie te voorzien		191,000 »
Interessen der obligatiën van vennootschappen voor zeereederij		360,285 »
TE ZAMEN fr.		80,803,385 »
OVER TE BRENGEN fr.		1,797,906,005 »

voor het dienstjaar 1920, gesloten op 1 Januari 1921.

WERKELIJKE ONTVANGSTEN	ONTVANGSTEN gedaan tot op 31 December 1920.	NOG TE ONTVANGEN op 1 Januari 1921.	VERGELIJKING der ramingen met de werkelijke ontvangsten.		Aanmerkingen.
			MEER GERAAMD.	MEER ONTVANGEN.	
1,094,475,295 82	710,034,527 80	584,418,766 02	14,832,941 78	82,975,755 00	
2,000,000 »	1,911,889 96	88,110 04	»	»	
600,000 »	»	600,000 »	»	»	
20,000 »	18,490 50	1,509 50	»	»	
500,000 »	»	500,000 »	»	»	
858,700,000 »	846,500,000 »	12,400,000 »	»	258,700,000 »	
56,928,720 12	54,435,152 04	2,503,568 08	»	2,215,520 12	
59,570,740 65	58,640,876 59	929,864 26	»	695,820 65	
7,700,000 »	7,700,000 »	»	»	5,700,000 »	
355,459 89	355,459 89	»	»	155,459 89	
17,667,890 72	17,667,890 72	»	11,992,109 28	»	
964,242,811 58	947,217,759 50	17,025,071 88	11,992,109 28	285,462,800 66	
11,000,000 »	10,670,550 64	529,649 56	4,000,000 »	»	
1,750,000 »	1,728,547 65	21,652 55	»	1,550,000 »	
1,000,000 »	698,890 02	501,109 58	»	»	
45,000 »	45,710 75	1,289 25	»	5,000 »	
4,505,462 01	4,505,462 01	»	»	2,055,462 01	
5,300,000 »	5,185,475 74	116,526 26	»	1,200,000 »	
512,545 52	512,545 52	»	»	512,545 52	
526,499 »	526,499 »	»	»	100,499 »	
1,060,000 »	857,376 26	202,623 74	»	560,000 »	
2,921,762 15	2,921,762 15	»	»	571,762 15	
2,605,486 22	2,605,486 22	»	»	2,592,686 22	
162,505 25	162,505 25	»	62,694 75	»	
5,906,858 46	5,906,858 46	»	595,161 54	»	
»	»	»	500 »	»	
1,500,042 87	1,097,112 85	202,930 02	»	800,042 87	
494,198 68	75,655 45	420,545 25	»	594,198 68	
212,547 50	147,189 40	65,058 10	»	72,547 50	
15,964,967 47	4,985,512 »	8,079,655 47	»	8,064,967 47	
25,515,987 24	24,805,615 12	508,574 12	»	5,515,987 24	
»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	
2,874,168 11	2,874,168 11	»	623,851 89	»	
259,274 50	46,501 40	212,772 90	»	78,274 50	
118,625 »	»	118,625 »	247,662 »	»	
76,751,705 58	66,150,896 40	10,580,809 18	5,529,650 18	21,457,070 76	
2,155,117,810 78	1,725,425,165 70	412,024,647 08	52,551,701 24	569,896,507 02	

Rekening van de werkelijke ontvangsten voor

AANWIJZING DER INKOMSTEN.	GERAAMDE ONTVANGSTEN.
OVERGESCHACHT. fr.	1,797,906,003 »
TERUGBETALINGEN.	
RECHTSTREEKSCHE BELASTINGEN, DODAAR EN ACCIJZEN.	
Kosten van ontvangst der provincie- en gemeenteinkomsten	8,000,000 »
Terugbetaling, door de gemeenten, der opcentiemen op de onwaarden der rechtstreeksche belastingen	100,000 »
REGISTRATIE EN DOMEINEN.	
Saldo der door het Rekenhof afgesloten rekeningen. — Tekort van wege de Staatsrekenplichtigen	20,000 »
Invordering van voorschotten gedaan door de verschillende Departementen	1,000,000 »
GEVANGENISSEN.	
Abonnementen der provinciën voor herstellingen van onderhoud der arresthuizen en gerechtshuizen, aankoop en onderhoud van hun mobilair	22,084 »
ALGEMEENE THESAURIE, ENE.	
Terugbetaling, door de provinciën, der opcentiemen op de onwaarden der rechtstreeksche belastingen.	60,000 »
Verschillende en toevallige ontvangsten	4,000,000 »
Aandeel der stad Oostende in de kosten van den dienst der sluizen van de handelsfokken	1,360 »
Voorafneming op de gelden van het kleedingfonds van het tolwezen, ten titel van terugbetaling wegens voorschotten, van de kosten des personeels van het bijzonder bureau belast met den dienst van het fonds	10,200 »
Ontvangst wegens verjaarde bevelschriften tot betaling	50,000 »
Bijdrage der Nationale Bank van België in de kosten van de Thesaurie	250,000 »
Terugbetaling door de provincie Brabant en verschillenden van geringe uitgaven voor het Justitie-paleis van Brussel	51,580 »
Deel der provinciën en der gemeenten in het betalen der pensioenen van de gemeenteonderwijzers. (Wet van 16 Mei 1876.)	3,751,800 »
Invordering van de kosten van onderhoud en opvoeding van de kinderen, in de Staatsinrichtingen geïnterneerd of bij particulieren ofwel in openbare of private instellingen uitbesteed	250,000 »
Jaarsom tot en met 1939 te betalen door de Spoorwegmaatschappij « Est français » uit hoofde der naasting door haar van de sectie Vireux tot aan de Belgische grens van het vroeger spoorwegnet « Grand Central belge »	20,000 »
Door China te doene storting tot aflossing van het vergoedingsaandeel toegekend aan de Belgische maatschappijen en bijzonderen ten gevolge der onlusten van 1900	1,700,000 »
TE ZAMEN fr.	21,207,924 »
GEHEEL BEDRAG DER GEWONE INKOMSTEN fr.	1,819,115,929 »
TWEDE SECTIE. — UITZONDERLIJKE ONTVANGSTEN.	
Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten	500,000,000 »
Bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten	»
Opbrengst van den oorlogsbuit.	80,000,000 »
Opbrengst van den verkoop van materieel en van de voorraden van het leger	20,000,000 »
Terugbetaling, door Duitschland, van de kosten der Belgische bezettingstroepen	98,000,000 »
Ontvangsten uit hoofde van paspoorten	250,000 »
TE ZAMEN fr.	498,250,000 »
OVER TE BRENGEN fr.	2,314,345,929 »

het dienstjaar 1920, gesloten op 1 Januari 1921.

WERKELIJKE ONTVANGSTEN	ONTVANGSTEN gedaan tot op 31 December 1920	NOG TE ONTVANGEN op 1 Januari 1921.	VERGELIJKING der ramingen met de werkelijke ontvangsten.		Aanmerkingen.
			MEER GERAAMD.	MEER ONTVANGEN.	
2,133,447,810 78	1,725,423,165 70	412,024,647 08	32,354,701 24	369,896,507 02	
15,000,000 »	5,640,491 17	9,559,508 85	»	7,000,000 »	
1,229,018 11	1,229,018 11	»	»	1,120,018 11	
65,000 »	60,014 09	4,985 91	»	45,000 »	
1,330,000 »	1,502,800 66	47,190 54	»	330,000 »	
22,084 »	19,084 »	3,000 »	»	»	
1,470,088 40	1,470,088 40	»	»	1,410,088 40	
54,176,032 53	54,176,032 53	»	»	50,176,032 53	
»	»	»	1,500 »	»	
»	»	»	10,200 »	»	
»	»	»	50,000 »	»	
250,000 »	250,000 »	»	»	»	
31,580 »	30,426 25	1,153 75	»	»	
6,147,888 30	6,147,888 30	»	»	416,038 30	
154,175 28	80,398 45	73,574 85	93,826 72	»	
»	»	»	20,000 »	»	
»	»	»	1,700,000 »	»	
79,876,734 64	70,387,311 96	9,489,422 68	1,837,586 72	80,526,197 56	
2,215,524,548 42	1,795,810,475 06	421,314,069 76	54,212,087 96	430,422,704 58	
500,000,000 »	62,628,352 76	237,371,667 24	»	»	
8,920 »	8,920 »	»	»	8,920 »	
86,000,000 »	83,477,540 84	522,459 16	»	6,000,000 »	
26,000,000 »	25,323,616 97	474,583 03	»	6,000,000 »	
»	»	»	95,000,000 »	»	
»	»	»	250,000 »	»	
412,008,920 »	173,640,410 37	238,368,509 45	95,250,000 »	12,008,920 »	
2,027,335,405 42	1,907,450,886 23	650,882,379 19	129,142,087 96	442,431,624 38	

Rekening van de werkelijke ontvangsten voor het

AANWIJZING DER INKOMSTEN.		GERAAAMDE ONTVANGSTEN.
OVERGEBRACHT. fr		2,314,543,029 »
DERDE SECTIE. — BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.		
Opbrengst van buitengewone vervreemding van onroerende goederen		1,500,000 »
Opbrengst van den verkoop van het beschikbaar gedeelte van een Staatsgoed te Chanay (Frankrijk)		200,000 »
Verkoopprijs van gronden, beschikbaar ten gevolge van de ontmanteling van vestingen		30,000 »
Landbouw- en nijverheidsheropbouw. — Verkoop van allerhande voorwerpen en dieren door den Staat gekocht of terugbekomen in Duitschland, van producten van grondexploitatie, van meststoffen, van zaden, van in waarde teruggebrachte grondgoederen, enz		20,000,000 »
Opbrengst van den verkoop van voedingsartikelen		1,530,000,000 »
Dienst der verwoeste streken	Opbrengst der exploitatie van het vervoermaterieel	25,000,000 »
	Opbrengst der exploitatie van de verlichtings- en drijfkrachtinrichtingen	1,000,000 »
	Verkoop, aan de gemeentebesturen, van inrichtingen voor drinkwatervoorziening, verlichting, enz. (verbetering van de inrichtingen verwoest, door den oorlog)	5,000,000 »
	Verkoop van gronden en gebouwen ten gevolge van herkaveling	40,000,000 »
Terugbetaling van voorschotten aan gemeenten en particulieren tot het wederopbouwen en herstellen van openbare of private gebouwen, tot vereffening van vergoedingen wegens oorlogsschade		500,000 »
Inschrijvings- en invorderingsrechten geïnd door den Belgischen dienst van verificatie en compensatie, in overeenstemming met het Koninklijk besluit van 3 Januari 1920		750,000 »
Voorschotten verstrekt aan de geteisterden ter uitvoering van artikel 15, 5° lid, der wet van 10 Mei 1919. — Invordering van interesten en uitkeering van kapitalen		2,000 »
Terugbetaling al pari van obligatiën van vennootschappen voor zeereederij		»
Opbrengst van den verkoop van obligatiën der Staatsschuld 5 t. h (Koninklijk besluit van 27 Februari 1914. — Deel gebracht op 1920)		»
Opbrengst der leening 5 t. h. voor 's Lands Herstel, toegelaten door de wet van 16 Maart 1919		»
Opbrengst van den verkoop van obligatiën 5 t. h 's Lands Herstel (Koninklijk besluit van 16 September 1919 — Deel gebracht op 1920)		»
Opbrengst der binnenlandsche premie-leening 5 t. h., toegelaten door de wet van 27 Januari 1920		»
Opbrengst van den verkoop van obligatiën van 's Lands Schuld, premie-leening (Koninklijk besluit van 15 Maart 1920. — Deel gebracht op 1920)		»
Opbrengst der leening van 30,000,000 dollars, 7 1/2 t. h., in de Vereenigde Staten van Amerika, toegelaten door de wet van 16 Maart 1919		»
Ongebruikte delgingsfondsen		»
GEHEEL BEDRAG VAN DE BUITENGEWONE ONTVANGSTEN. fr		1,453,002,000 »
ALGEMEEN BEDRAG fr		3,767,545,029 »

dienstjaar 1920, gesloten op 1 Januari 1921.

WERKELIJKE ONTVANGSTEN.	ONTVANGSTEN gedaan tot op 31 December 1920.	Nog TE ONTVANGEN op 1 Januari 1921.	VERGELIJKING der ramingen met de werkelijke ontvangsten.		Aanmerkingen.
			MEER GERAAMD.	MEER ONTVANGEN.	
2,62,555,464 42	1,967,450,886 23	659,882,579 19	129,442 087 96	442,451,624 58	
1,760,000 »	1,754,527 50	5,472 60	»	280,000 »	
300,000 »	»	200,000 »	»	»	
2,000 »	1,164 58	835 42	48,000 »	»	
48,500,000 »	48,226,516 38	73,485 62	»	28,500,000 »	
926,776,512 01	(1) 926,776,512 01	»	452,225,887 90	»	(1) Er inbegrepen 16 mil- lioën 674,688 67 frank. (Taks van compensatie op de suiker.)
2,384,505 82	2,544,505 82	»	69,115,696 18	»	
268,981 70	268,981 70	»	481,818 50	»	
»	»	»	2,000 »	»	
255,500 »	»	255,500 »	»	255,500 »	
900,000 »	900,000 »	»	»	900,000 »	
50,563,754 27	50,563,754 27	»	»	50,563,754 27	
15,541,597 89	15,541,597 89	»	»	15,541,597 89	
2,556,010,658 44	2 356,010,658 44	»	»	2,556,010,658 44	
990,000 »	990,000 »	»	»	990,000 »	
402,387,099 77	402,377,099 77	»	»	402,387,099 77	
»	»	»	»	»	
3,784,120,187 90	5,783,604,896 26	515,201 64	501,870,402 47	2,852,988,590 57	
6,111,455,655 52	5 781,055,782 49	660,397,870 83	651,312,400 43	3,275,420,214 75	

BIJLAGE IV.

Antwoord van den heer Minister van Financiën op eene vraag betreffende het uittrekken, op de Begrooting van 1921, van de Prioriteit van twee milliard goudmarken.

Brussel, 23 Maart 1921.

*Aan den heer Houtart, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
Algemeen Verslaggever van de Begrooting, Doornik.*

MIJNHEER DE ALGEMEENE VERSLAGGEVER,

Gevolg gevend aan uw brief van 11 Maart, heb ik de eer u te laten weten dat, zoo de Belgische Regeering voor het dienstjaar 1921 niet als ontvangst heeft doen uittrekken het bedrag van de 2 1/2 milliard frank goud, die België op 1 Mei 1921 mag voorafnemen op de eerste storting door Duitschland gedaan, krachtens het Verdrag van Versailles, dit geschiedde omdat het, naar mijne meening, onvoorzichtig zou geweest zijn te voorzien dat deze storting werkelijk en in haar geheel zou gedaan worden in den loop van dit jaar.

Zooals gij weet, laat de overeenkomst van 16 Juni 1919, die aan België de gezegde prioriteit verleent, slechts toe van deze gebruik te maken na de prioriteiten vastgesteld door artikel 35 van het Verdrag van Versailles voor de kosten van het bezettingsleger en voor de eetwaren en de grondstoffen die aan Duitschland noodig zijn. Nu, de sommen, tot nu toe door Duitschland gestort, zijn voor het grootste deel, zooniet heelemaal, opgeslorpt door de bezettingskosten van de geallieerde legers.

Het is zeker dat, zoo Duitschland de vaststelling van zijne schuld aanvaardde, zooals deze blijkt uit de pas gesloten overeenkomst van Parijs, of zooals zij zou kunnen blijken uit soortgelijke overeenkomsten, en op duidelijke wijze zijn wil deed kennen deze schuld te betalen, België er zou kunnen op rekenen binnenkort te kunnen ontvangen wat het op zijne prioriteiten nog te goed heeft. Doch in de tegenwoordige omstandigheden hebben wij gemeend voorzichtig te handelen door niet te bouwen op deze blijken van goeden wil, en wij steunden liever op de leveringen, tot heden toe werkelijk gedaan, dan op de verwachte betaling van de prioriteit.

2° Het bedrag van de sommen of, juister gezegd, van de leveringen, door Duitschland tot heden toe gedaan aan België, bedraagt fr. 1,832,921,693.67, overeenkomstig de hierbijgevoegde tabel. Men moet er van aftrekken fr. 304,582,192,50 als bedrag van de bezettingskosten op 31 December 1920, niet gedekt door de stortingen van papieren marken of de opeischingen gedaan in het Rijnland, krachtens de overeenkomst toegevoegd aan het Verdrag van Versailles. Het verschil tusschen deze twee sommen, hetzij fr. 1,528,339,503.17, vormt het bedrag van de betalingen, door Duitschland als herstel gedaan.

3° Het aandeel van België in de geheele vergoeding, die Duitschland te betalen heeft, werd voorgoed vastgesteld op 8 t. h., krachtens het accoord van Spa dd. 16 Juli 1920.

Ik bied u, Mijnheer de Algemeene Verslaggever, de verzekering mijner hoogachting.

THEUNIS.

BIJLAGE V

Samenvattende tabel van de leveringen gedaan door Duitschland (krachtens de bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles) tot op 31 Januari 1921.

1. — *Kolen.*

	Ton.	Frank.	Frank.
IJzer : coke. . . .	368,149.800	à 69 50	25,586,411 10
gas	278,829.500	à 73 35	20,173,314 32
briketten	177,490	» à 50 »	8,874,500 »
huiskolen	12,356	» à 92 »	1,136,152 »
fabrieksko-			
len	17,970.500	à 83 80	1,505,927 90
Water : coke. . . .	189,817.673	à 83 80	15,906,720 99
gas	204,276.500	à 81 60	16,701,602 40
huiskolen	235,466.634	à 92 »	21,662,930 32
fabrieksko-			
len	188,686.394	à 83 80	15,811,919 81
			127,360,078 84

2. — *Kleurstoffen.*

1,311,080⁴040 voor eene waarde van. fr. 7,311,250 57

3. — *Vee.*

		Frank.
Runderen. . . .	67,661 voor. . . .	58,108,805 »
Paarden	5,978 id. . . .	18,009,000 »
Schapen	35,507 id. . . .	3,986,904 »
Geiten. . . .	8,285 id. . . .	492,780 »
Gevogelte. . . .	34,970 id. . . .	349,700 »
		80,947,189 »
OVER TE BRENGEN. fr.		»

OVERGEBRACHT. . . . fr. »

4. — *Hoogeschool van Leuven.*

	Mark.	
	—	
3 zendingen : waarde 1914. .	65,000 »	
	77,000 »	
	70,000 »	
TE ZAMEN. .	212,000 »	265,000 »

5. — *Uitgelezen zaaizaden.*

300 ton tegen 25,867 goudmarken per 100 kilo (de goud- mark tegen fr. 3.16) fr.	245,320 »
--	-----------

6. — *Artsenijproducten.*

Voor eene waarde van fr.	427,092,45 »
------------------------------------	--------------

7. — *Landbouwmaterieel.*

Krachtens bijlage IV. fr.	2,102,506,80
-----------------------------------	--------------

8. — *Landbouwmaterieel.*

Krachtens overeenkomsten wapenstilstand fr.	6,932,781 »
---	-------------

9. — *Rollend materieel.*

Krachtens overeenkomsten wapenstilstand fr.	1,607,330,575 »
---	-----------------

TE ZAMEN. . . . fr. 1,832,921,693.67

Op 28 Februari bereikte het algemeen bedrag . . . fr. 1,863,741,054.48

BIJLAGE VI.

**Brief van den heer Minister van Economische Zaken
betreffende het vermoedelijk bedrag der vergoedingen voor oorlogsschade.**

Mijnheer de Eerste Minister te Brussel.

MIJNHEER DE EERSTE MINISTER,

In antwoord op uw schrijven van 26 Januari j. l., heb ik de eer U te melden dat het onmogelijk is, op eene juiste wijze het globaal bedrag te bepalen van de sommen die door de geteisterden worden geëischt.

De Hoofdcommissarissen, die door de wet van 20 April 1920 zijn gelast de aanvragen tot herstel te ontvangen, legden er zich vooral op toe, en dit ingevolge de onderrichtingen van mijn voorganger, eene spoedige rangschikking te bekomen; zij bepaalden er zich bij, in hunne registers de identiteit der aanvragers en den aard der schade (goederen of personen) te vermelden. Door van hen de aanduiding te eischen van de waarde in 1914, welke voor de schade aan goederen wordt vereischt, zou men op eene aanzienlijke wijze hun werkzaamheid en die van hun personeel afwenden van de eindregeling der zaken, die, zooals iedereen weet, veel spoed vereischt. Zij zouden, inderdaad, niet alleen opstellingen moeten maken in elk dossier maar aldaar nog opzoeken de cijfers die met de waarde in 1914 overeenstemmen; welnu, deze waarde staat daarin meestal niet of zeer onduidelijk vermeld. Ik meen, Mijnheer de Eerste Minister, dat dit werk slechts in hoogst noodzakelijke gevallen zou moeten ondernomen worden.

Wat betreft de schade aan personen, behelzen de ingediende vragen slechts de uiteenzetting der feiten welke tot schadeloosstelling aanleiding geven of kunnen aanleiding geven; het bedrag daarvan kan slechts na het onderzoek der zaak gekend worden.

Men zou kunnen gegevens trekken uit de vaststelling der gemiddelde cijfers, maar deze cijfers lijken mij zeer wisselvallig.

Wat betreft de schade aan goederen, werden 25,552 eindvonnissen gewezen en 11,497 overeenkomsten gesloten voor eene som van fr. 398,772,622.89

(statistiek op 31 Januari 1921), wat een gemiddeld cijfer uitmaakt van 10,760 frank. Wanneer wij dit cijfer vermenigvuldigen met het aantal ingediende aanvragen, namelijk 1,180,768 (vermoedelijk cijfer, dat echter de werkelijkheid zeer benadert, daar het juiste cijfer gekend is voor 23 arrondissementen), komen wij tot een cijfer van 12 milliard 705,063,680 frank. Ik maak alle voorbehoud betreffende deze wijze van berekenen, daar de gebruikte grondslagen, naar mijne meening, niet moeten overeenstemmen met de werkelijkheid, inzonderheid wegens het feit dat de groote nijverheidsinrichtingen nog geen vonnis hebben verkregen en dat het getal gewezen vonnissen in het verwoeste gebied niet in verhouding is met het aantal ingediende verzoeken.

Wat betreft de schade berokkend aan personen, geeft het cijfer der gewezen vonnissen, namelijk 63,721 voor een geheel getal van 60,729,658 frank, geen juiste aanduiding; dit cijfer houdt inderdaad alleen rekening met de sommen die de Staat thans moet betalen, zonder inachtneming van de pensioenen die hij in de toekomst te betalen heeft. Hier ook zou men door een aanzienlijken arbeid kunnen komen tot eene schifting, maar wegens den wisselvalligen aard van dat soort berekeningen vraag ik mij af, of het wel de moeite loont.

De Minister van Economische Zaken,

A. VAN DE VYVERE.

P. S. — Als bijlage geef ik de statistiek, per arrondissement, van het getal ingediende aanvragen.

STAAT

vermeldende het getal aanvragen tot herstel ingediend bij
de verscheidene rechtbanken voor oorlogsschade tot op
31 December 1920.

Aanwijzing der rechtbank.	Schade aan goederen.	Schade aan personen.
Antwerpen	34,801	6,808
Mechelen	31,856	2,610
Turnhout	10,807	1,239
Brussel	122,061	6,500
Leuven	35,138	5,869
Nijvel	18,830	6,402
Charleroi	59,129	9,433
Bergen	40,000 (Vermoedelijk cijfer)	12,000 (Vermoedelijk)
Doornik	48,000	25,000
Audenaarde	35,000 (Vermoedelijk cijfer)	9,825
Gent	85,305	25,325
Dendermonde	70,000	25,000 (Vermoedelijk)
Brugge	68,500	10,350
Kortrijk	143,000	40,000
Veurne	72,676	1,582
Ieperen	74,263	3,392
Luik	40,506	4,986
Hoei	16,684	486
Verviers	26,915	2,122
Aarlen	18,442	8,852
Marche	20,723	1,737
Neufchâteau	13,777	1,650
Dinant	34,029	5,078
Namen	34,718	7,677
Hasselt	12,797	2,724
Tongeren	12,811	1,218
TE ZAMEN	<u>1,180,768</u>	<u>227,865</u>